



NOVEMBRE
DÉCEMBRE

2020

#20

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER



commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF



p. 16 DOSSIER

COMMUNISME

p. 62 CRITIQUE DES MÉDIAS

Insécurité et
« ensauvagement »
médiatique

p. 65 FÉMINISME

La transphobie,
maladie infantile
du féminisme ?

p. 79 DROIT

Droit à la différenciation
territoriale ?

p. 8 LE GRAND ENTRETIEN

**Jérémy Bacchi : Libertés communales,
Égalité des territoires, Fraternité des populations**

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie *Bis repetita ?*

6

Guillaume Roubaud-Quashie Après les massacres

10 POÉSIES

Victor Blanc Éric Piette

11 REGARD

Élodie Lebeau Francisco Papas Fritas

12 LE GRAND ENTRETIEN

Jérémy Bacchi Libertés communales, Égalité des territoires, Fraternité des populations

16 LE DOSSIER : COMMUNISME

Aurélien Aramini, Jean-Michel Galano Le communisme aujourd'hui : penser, militer, agir

Saliha Boussedra Un communisme du XXI^e siècle

Évelyne Ternant General Electric ou la grande « dépossession »

Florian Gulli Communisme, écologie et industrie

Pierre Salvadori Le communisme contre le mauvais temps

Nathalie Tessier Communiste et féministe... aussi longtemps qu'il le faudra

Jean-Louis Cailloux Toujours communiste en 2020, paroles d'un militant

Jean Quétier Avec Marx, un communisme de parti

Jean-Michel Galano Fondamentaux ?

Aurélien Aramini Que faire du (des) marxisme(s) ?

Bernard Vasseur Misère de « l'étapisme »

Isabelle Garo Être communiste, c'est réinventer le socialisme

Igor Martinache Faut-il se débarrasser de l'État ?

Conversation sur le dépérissement de l'État

Jean-Claude Delaunay État monopoliste, socialisation, socialisme

Michèle Picard Le communisme comme héritage et avancée permanente

Pierre Dharéville La place d'un révolutionnaire est-elle au parlement ?

57 UNIVERSITÉ PERMANENTE

58 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Sortir de cette nouvelle phase de tensions avec la Russie

60 PARLEMENT-ÉLUS

118 propositions pour une transformation économique, sociale et écologique

64 CONTROVERSE

Gérard Streiff Le riche, version 2020

66 CRITIQUE DES MÉDIAS

ACRIMED Insécurité et « ensauvagement » médiatique

69 FÉMINISME

Igor Martinache La transphobie, maladie infantile du féminisme ?

72 PHILOSOPHIQUES

Julie-Jeanne Hart À la naissance de la « société civile »

75 HISTOIRE

Emmanuel Guillet Archéologue : histoire d'un métier en lutte

78 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Les Urbain.e.s Se déplacer à vélo en ville : entre nécessité, loisir et émancipation

81 SCIENCES

Sabine de Parisot Restaurer un tableau

83 DROIT

Jean-Christophe Cervantès Droit à la différenciation territoriale ?

86 SONDAGE

Gérard Streiff Les valeurs de la gauche

87 STATISTIQUES

Mickaël Orand En attendant le ruissellement

88 HORS CADRE

Des nouvelles de **Tuna Altinel**

89 LIRE

Valérie Sultan Des conférences et des écrits...

91 CRITIQUES

• **François Auguste** *La Démocratie en pratiques.*

Demain commence aujourd'hui

• *La Question agraire*

• **Boris Souvarine** *Feu le Comintern*

93 DU CÔTÉ DES REVUES

96 EN DÉBAT

Constantin Lopez *L'illusion du bloc bourgeois.*

Alliances sociales et avenir du modèle français

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Gérard Streiff

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Bordas, Saliha Boussedra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazenot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Responsable financier : Mitra Mansouri-Guilani, Tél. 01 40 40 13 41 - mmansouri@paul-langevin.fr Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : novembre/décembre 2020 - N°20 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Bis repetita ?

En cette étrange année de centenaire de notre parti, je devais vous parler, ouvrant ce numéro consacré au communisme, des questions environnementales et des liens profonds avec le communisme lui-même. Sujet quelque peu rebattu quand on est attentif à la prose du PCF depuis bien des années mais sujet dont l'urgence ne cesse de croître, à mesure que grandit le péril et la conscience de celui-ci. De ce point de vue, on a peu commenté ce sondage (BVA) de juin 2020 qui appelait à répondre à cette question très claire : « Le système économique capitaliste est-il compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique ? ». Les réponses sont édifiantes : 7 % se disent « tout à fait d'accord » et 29 % « plutôt d'accord ». Vous avez bien lu : je vous laisse additionner et calculer le maigre butin obtenu par ces montagnes de pub' et ces innombrables injections de comm' visant à faire accroire qu'un « capitalisme vert » serait possible. Je vous laisse également déduire le poids si majoritaire de ceux qui ont mesuré la radicale incompatibilité entre capitalisme et réponse au défi écologique. Précisons tout de même, pour enfoncer le clou et montrer que l'affaire n'est pas tiède, que c'est près du quart des sondés qui se disent carrément « pas du tout d'accord ».

« La conscience du péril écologique et celle de l'inanité de tout prétendu « capitalisme vert » est à un niveau extrêmement élevé dans notre pays. »

Le sondage est également instructif quant à l'importance accordée à cet enjeu au sein de notre peuple. Une autre étude, d'août celle-ci, le confirme encore : certes, les cadres se disent davantage préoccupés que les ouvriers et les employés mais la différence n'est pas si grande qu'on pourrait le penser. Les plus forts écarts semblent surtout générationnels et on observe un vrai gradient allant des plus âgés vers les plus jeunes, laissant penser que le phénomène n'est pas sur le point de s'atténuer... En un mot, la conscience du péril écologique et celle de l'inanité de tout prétendu « capitalisme vert » est à un niveau extrêmement élevé dans notre pays. C'est plus qu'un caillou dans la chaussure du capital et on serait tenté d'ajouter, sans volonté polémique, que c'est un vrai problème pour certains écologistes peu enclins à affronter vraiment cet implacable mode de production. ►►

►► C'est assurément une très grande question pour les communistes, tant pour ce qui est du travail qu'ils ont à mener sur ces enjeux – mais, quoi qu'on en dise ou sache, ils peuvent s'appuyer sur des décennies de production théorique et d'expériences politiques – que pour celui qu'ils ont à déployer en ce qui concerne la perception et la connaissance dans le pays de leurs positions, propositions et, plus fondamentalement, de ce qu'on peut entendre aujourd'hui par « communisme ». Quelles belles, urgentes et grandes tâches ! Cependant, alors que je travaillais à écrire ces lignes, un professeur d'histoire-géographie se faisait décapiter. Comment, dès lors, ne pas aborder, ici, ce drame qui, lui aussi, interroge si profondément la perspective communiste ?

« Avec les limites qui sont les leurs, les mots que *La Revue du projet* écrivait en 2015 n'ont, hélas, pas atteint la péremption qu'on aurait souhaité, nous les republions donc, pour mémoire. »

On hésite pourtant à reprendre la plume. Tant d'analyses judicieuses ont été proposées depuis que les frères Kouachi ont ouvert le feu. Tant de diagnostics et de propositions avancés. Tant de promesses et de solennelles déclarations prononcées. Mais qu'a-t-il été fait depuis lors ? Notre douleur aujourd'hui n'en est que plus vive et plus résolue notre détermination. Avec les limites qui sont les leurs, les mots que *La Revue du projet* écrivait en 2015 n'ont, hélas, pas atteint la péremption qu'on aurait souhaité, nous les republions donc, pour mémoire, pour hommage aux morts d'hier et d'aujourd'hui, pour réflexion, pour la liberté. Ajoutons : pour le communisme. ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

Jack Ralite à la Comédie française

Christian Gonon, sociétaire de la Comédie française, proposait en octobre une remarquable lecture de textes de Jack Ralite. Il conclut le spectacle par une lettre lue par toute la troupe de la Comédie française. Des mots à méditer et répercuter. Extraits : « On nous répond, c'est la crise. La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend au contraire plus indispensable. La culture n'est pas un luxe, dont en période de disette il faudrait se débarrasser, la culture c'est l'avenir, le redressement, l'instrument de l'émancipation. C'est aussi le meilleur antidote à tous les racismes, antisémitismes, communautarismes et autres pensées régressives sur l'homme. Mais la politique actuelle est marquée par l'idée de "donner au capital humain un traitement économique". Il y a une exacerbation d'une allégeance dévorante à l'argent. Elle chiffre obsessionnellement, compte autoritairement, alors que les artistes et écrivains déchiffrent et content. Ne tolérons plus que l'esprit des affaires l'emporte sur les affaires de l'esprit. »

Après les massacres

Il y eut – et il demeure – la nécessité d'honorer les assassinés. Croît à présent, pour toutes les femmes et tous les hommes de progrès, la nécessité de penser et d'agir. Dans ses prochains numéros, *La Revue du projet* tâchera de prendre sa part dans cet effort difficile mais aujourd'hui résolument impérieux. Mais parce qu'il faut commencer dès à présent, mettons en débat quelques pistes et réflexions.

LIBERTÉ

Liberté : c'est bien sûr le point politique nodal après les massacres. Hasard étrange du calendrier, « liberté » était le thème que nous avions retenu pour ce mois de janvier qui devait se révéler dix-sept fois liberticide et provoquer en même temps une des plus grandes manifestations populaires de notre histoire en faveur de la liberté. Pourtant, la liberté d'expression ne figurait pas au sommaire : c'est que nous ne voulions pas – nous ne pouvions pas ! – décliner à l'infini toutes les libertés. C'est peut-être aussi, inconsciemment, que nous sentions que la question pouvait assez mal être traitée en un seul et simple article tant le mouvement progressiste est traversé en ce domaine par des débats – aussi vifs que non directement formulés. La publication de caricatures de Mahomet et ses suites si terriblement macabres nous imposent à présent de tenter une approche.

Il existe de longue date, dans une partie du mouvement progressiste, quelque chose qui ressortit bien à ce qu'Aimé Césaire, dans une soudaine fulgurance, avait nommé il y a près de soixante ans, « fraternalisme », ce sentiment de supériorité charitable. Qu'est-ce à dire ? Eh bien, dans une conception capitulant devant les lectures racialisées (des races existeraient et se-

raient des concepts pertinents pour comprendre et classer le monde social), cela revient, ici, à cette petite chanson : nous, les Blancs – comme si le Blanc existait –, nous ne pouvons pas nous moquer de la religion musulmane, leur religion à eux, les Arabes et les Noirs – comme si le Noir et l'Arabe existaient et étaient tous musulmans. Nous voici au cœur du fraternalisme racialisé : les races existent, « notre race blanche » doit prendre soin des « malheureuses races nègre et arabe », elles-mêmes consubstantiellement rattachées à une religion. Il faut les protéger des sarcasmes comme on le fait avec son tout petit frère, trop jeune pour comprendre et se défendre. Oui, cette lecture, à la générosité toute néo-coloniale, ne manque pas d'adeptes dans notre camp, bien qu'elle soit fausse de bout en bout et crée des blocs là où il n'y en a pas. Rappelons-le : il n'y a pas de race ; couleur de peau et religion sont deux choses distinctes ; les contradictions de classe ne s'arrêtent pas aux frontières de l'épiderme.

Dans le même temps, qui connaît un peu l'histoire de France sait bien à quelle classe appartenait la masse de ces millions de personnes qui constituèrent les flux de migration au XX^e siècle, et qui suit les médias avec un œil un tantinet sociologique voit bien à quel milieu appartiennent les commentateurs et écrivains té- ►►

Après les massacres

► lévisés qui n'ont rien à redire devant les massacres impériaux et les humiliations de masse capitalistes, mais aiment à brocarder ceux qu'ils présentent comme un bloc hostile – qui n'existe pourtant pas comme bloc, rappelons-le ! – : les immigrés-c'est-à-dire-les-Arabes-et-les-Noirs-c'est-à-dire-les-musulmans-qui-par-définition-ne-sont-pas-et-ne-seront-jamais-vraiment-français. Arrêtons-nous un instant sur ce discours qui, pour n'être pas parfaitement dominant, s'est tant banalisé. Il réalise la fusion improbable de 4 réalités pourtant tout à fait indépendantes les unes des autres : origine géographique (immigré [auquel est rattaché le

Résumons avant que les digressions ne fassent perdre le fil : beaucoup d'immigrés d'Afrique sont des travailleurs ; les immigrés d'Afrique, leurs enfants, petits-enfants, etc. sont l'objet d'attaques de la part de dominants qui théorisent leur dangerosité et leur extériorité à la « vraie France ». Quel rapport avec Charlie et le malaise des progressistes touchant la liberté d'expression ? À première vue, aucun, d'autant que Charb, Wolinski et les autres dessinateurs massacrés n'ont jamais été des Finkielkraut du crayon ! Mais si on creuse, finit par surgir cette question : peut-on rire, avec des bourgeois, de certaines croyances et pratiques de certains de nos frères de classe qui subissent déjà bien des discriminations ? Ou, plus abruptement encore : peut-on rire d'un camarade avec son patron ?

« Nous ne voulons pas d'une société encasernée, soumise aux caprices interprétatifs de tel ou tel théologien, nous voulons une société laïque, de liberté de conscience et d'expression, d'égalité citoyenne. »

fameux « issu de l'immigration », comme si tout le monde n'en était pas issu...)/non immigré ; race-couleur-de-peau (Arabes/Noirs/Blancs...) ; religion (musulman/chrétien) ; nationalité (français/étranger). De la sorte, un Français se trouve nécessairement né en France, blanc et chrétien (à la limite, athée) et quiconque dérogerait à ces piliers ne saurait être vraiment français, relevant bien davantage de ce « bloc Autre » ou de l'un de ses sous-blocs le plus souvent nommés désormais « communautés ». De ce point de vue, il faut noter que les juifs – ou assignés comme tels – se trouvent de plus en plus confrontés à ce même phénomène : mise à l'écart du « nous » collectif national et désignation comme bloc (« communauté ») sur d'improbables bases raciale-religieuses chères aux antisémites comme aux racistes sionistes – les crimes des uns nourrissant ceux des autres, dans une spirale qui, laissée à elle-même, ne présente aucune issue.

Ne le cachons pas, la question n'est pas simple. Mais notre avantage de communistes du XXI^e siècle est qu'elle n'est pas neuve. Dans l'histoire des luttes de classes, le Mouvement ouvrier a pu être amené à s'allier à la bourgeoisie libérale contre les obscurantistes féodaux, pour la liberté de conscience, d'expression, la maîtrise de son corps... À l'inverse, il a pu s'allier à de très authentiques réactionnaires contre une bourgeoisie d'oppression rapace, brandissant, à la fin du XIX^e siècle, un faux suaire laïque pour généraliser le travail le dimanche...

Au-delà du fait que le rire ne vaut pas alliance, ce détour ne nous invite-t-il pas à remettre le raisonnement politique sur les pieds en commençant, comme y invite Pierre Laurent dans son rapport au Conseil national, par considérer en tout premier lieu la fin qui nous meut ? En d'autres termes, au-delà des alliances ponctuelles, l'important n'est-il pas l'objectif qui les commande, c'est-à-dire notre projet ? La question-clé demeure : que voulons-nous ? En la matière, la réponse est pourtant claire et de nature à permettre un large rassemblement : nous ne voulons pas d'une société encasernée, soumise aux caprices interprétatifs de tel ou tel théologien, nous voulons une société laïque, de liberté de conscience et d'expression, d'égalité citoyenne.

Survient alors promptement la question subséquente : est-ce que cette société laïque est à défendre ou à construire ? Les deux ! De grandes et difficiles conquêtes ont été arrachées – la loi de 1905, la loi de Jaurès, en tout premier lieu, dont on fêtera les 110 ans en décembre – mais le statu quo inabouti et, par là, intolérablement hypocrite, appelle, d'urgence, extension et approfondissement. Liberté d'expression, combat de l'obscurantisme, approfondissement laïque (donc de la liberté, de l'égalité et de la démocratie) : ne sont-ce pas des perspectives civilisationnelles qui sont nôtres et qui peuvent se marier aux exigences de constitution de ce large rassemblement de classe sans lequel tout projet progressiste n'est qu'amas de mots ?

Dans le même temps, car il y a souvent deux bouts à tenir – et malheur aux hémiplogiques politiques ! – nous ne voulons pas davantage d'une société militarisée, aux libertés étouffées pour que l'ordre bourgeois règne. Instruits de l'usage antipopulaire des lois liberticides, nous refusons ce piège grossier. « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » disait le grand Saint-Just au temps glorieux et périlleux de la Révolution française, mais, chacun le sait ou devrait le savoir, ses plus puissants ennemis ne sont pas aujourd'hui dans nos quartiers – jetés en pâture au soupçon public – et les projets de loi qu'on appelle à droite ne les visent pas, eux. D'évidence, on ne protégera pas la Liberté en sacrifiant les libertés populaires ! Les réponses véritables sont ailleurs.

VIRER CAP POUR CAP

Si on a bien en tête que les frères Kouachi et Amedy Coulibaly sont français, ont grandi et passé leur vie en France et ne sont donc en rien des Croisés venus de quelque contrée lointaine, alors la question qui est posée n'est pas celle de quelque fantasmagorique fermeture des frontières ou de forteresses et mâchicoulis à opposer à l'étranger ennemi, mais celle de notre société qui, *nolens volens*, a produit ces individus. En d'autres termes, face aux tentations liberticides qui peuvent percer ici ou là, jouissant des appa-

rences de « l'efficacité sans angélisme », on ne saurait trop méditer cette réflexion que Marx formulait à propos de la peine de mort dans le *New York Daily Tribune* en janvier 1853 : « Quelle sorte de société est-ce donc, celle qui ne connaît pas meilleur instrument pour se défendre que le bourreau et dont le « journal vedette 00 » proclame au monde entier que sa propre brutalité est une loi éternelle ? [...] Au lieu de magnifier le bourreau qui exécute une partie des criminels à seule fin de faire place aux suivants, n'y a-t-il pas nécessité de sérieusement réfléchir à changer le système qui engendre de tels crimes ? »

« La question qui est posée n'est pas celle de quelque fantasmagorique fermeture des frontières ou de forteresses et mâchicoulis à opposer à l'étranger ennemi, mais celle de notre société qui, *nolens volens*, a produit ces individus.. »

De ce point de vue, n'ayons pas honte de nos combats ! L'austérité que nous dénonçons sans relâche est en bonne place sur la liste des responsables. Quel sort les dirigeants de la sixième puissance mondiale ont-ils réservé aux orphelins Kouachi ? Quelle école leur a été proposée ? Quelles perspectives les systèmes judiciaire et pénitentiaire leur ont-ils ouvert ? Quelles projections en matière d'emploi, d'épanouissement, de vie leur furent offertes ? Quel sens collectif véhicule-t-on en haut lieu, du côté de cette bourgeoisie radoteuse où Macron (« Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires ») ne parvient qu'à bégayer Guizot (« Enrichissez-vous ! ») la veille même de la tuerie ?

Ces politiques qui ne visent que l'accumulation de profit de quelques-uns, par-delà les souffrances et les humiliations qu'elles génèrent massivement, sont des culs-de-sac du sens collectif, et par là, des accoucheuses de monstres. ►►

Après les massacres

► Non, la « maudite faim d'or » (« *auri sacra fames* ») dénoncée par les Anciens ne saurait être un objectif de vie, c'est la maladie de misérables junkies prêts à tous les forfaits pour parvenir à leurs fins lamentables.

« Ces politiques qui ne visent que l'accumulation de profit de quelques-uns, par-delà les souffrances et les humiliations qu'elles génèrent massivement, sont des culs-de-sac du sens collectif, et par là, des accoucheuses de monstres.. »

La politique extérieure menée par les gouvernements français, particulièrement depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, est assurément un autre élément moteur. Abjecte et injuste, hypocrite et brutale, participant, sous les ordres US servilement acceptés quand ils ne sont pas devancés, à la plongée dans le chaos de territoires gigantesques, elle est aussi de ces machines-outils qui fabriquent à la chaîne des assassins et des fous, ici et là-bas.

Pour tous ces pans structurants de l'action politique, comment ne pas voir l'ampleur et l'urgence du virage ? Cap pour cap, au plus tôt.

PERMETTRE L'ESPOIR À UN PEUPLE EN ATTENTE

Mais tout cela n'est-il que délire utopique d'opiomane, à l'heure où les sondages se suivent pour annoncer la marche triomphale du Front national ? Le martèlement systématique – à qui profite ce crime ? – de l'idée d'un peuple irrésistiblement gagné par le fascisme ne décourage-t-il pas toute action populaire, pensée dès lors comme perdue d'avance ? L'offre politique identifiée ne désole-t-elle pas autant qu'elle désespère ?

De larges spectres médiatiques – de Zemmour à Brunet en passant par tant d'autres – ne répandent-ils pas un venin avec efficacité ? Tout cela est vrai, à certains égards, même s'il faut aussitôt ajouter pour le volet médiatique que le public intéressé par les émissions politiques aurait tort de surestimer leur écho dans la population globale – combien de dizaines de millions de personnes ne regardent pas BFM, n'écoutent pas RMC, ne lisent pas Zemmour ! – et leur influence profonde – on n'écoute jamais en abandonnant toute forme d'esprit critique. Le « totalitarisme médiatique » tout-puissant, comme tout « totalitarisme » est un fantôme impossible, qui suppose des êtres humains pures pâtes à modeler, autrement dit des humains qui n'existent pas.

Des points de blocage existent, assurément, mais les potentialités ont rarement été aussi immenses pour marier liberté, égalité et même fraternité. L'exceptionnelle mobilisation populaire qui a suivi les crimes – malgré ses limites et ses piteuses tentatives de récupération – en a donné un aperçu, coupant court – au moins provisoirement – à la joyeuse parade annoncée du Front national. Mieux, si les actes isolés et les actions de groupuscules déchaînés contre les musulmans se sont dramatiquement multipliés, la bienveillance populaire à l'égard des musulmans a même bondi de près de 10 % (sondage IFOP 01/2015) après les grandes marches républicaines !

Malgré le discours dépréciant ce peuple de France raciste et colonisateur – qui colonisa pourtant, si ce n'est ce même patronat qui exploitait en même temps le peuple de France ? –, nous étions des millions pour la liberté et sans haine pour les pratiquants de quelque religion que ce soit. Quelle fierté dans ces rues ! La fierté de se voir nombreux et de se voir avec le visage insoupçonné de la liberté sans hostilité aux musulmans. Les applaudissements qui se répandirent un peu partout dans les marches l'ont dit à leur façon : nous sommes le peuple de France ; nous ne plierons pas devant le fondamentalisme, nous ne tomberons pas dans le

piège du fascisme ; nous sommes un grand peuple pour prendre massivement cette double décision aujourd'hui.

Ces marches ne sont pas tout mais elles sont beaucoup, elles disent beaucoup, elles ouvrent beaucoup.

Notre problème ne s'en trouve pas résolu pour autant, il est vrai ; qui en doutait en aura été pour ses frais après la législative partielle du Doubs qui a vu la nouvelle performance du couple ultra-sponsorisé FN-abstention.

C'est qu'un grand défi est devant nous : briser la croyance populaire, solidement ancrée, selon laquelle rien n'est possible aujourd'hui. De fait, tant que notre peuple croira en sa propre faiblesse – sa mobilisation et son organisation étant sans effet ni objet face aux experts qui savent mieux, face aux marchands dont on ne peut contester la toute-puissance sans être broyé –, alors valsera le couple FN-abstention. Tant que notre peuple croira en sa propre dérive droite et fascisante, alors prospérera le couple FN-abstention. Le sinistre piquant de l'affaire est que cette dérive politique massivement intégrée subjectivement est paradoxalement extrêmement fautive objectivement.

Rappelons notre dossier « Pour en finir avec la droitisation de la société ». Voyons ces récentes marches historiques. Analysons encore ce sondage réalisé juste après les tueries : 2/3 des Français refusent tout amalgame entre les fondamentalistes et les musulmans, et ce, dans tous les secteurs, ouvriers compris, quoi qu'on en dise, et hormis celui des artisans et commerçants, quoi qu'on n'en dise rien. Creusons : comment le Front national agrège-t-il ? Quels thèmes choisit-il de mettre en avant ? Écoutons ! Quel communiste, *in petto*, ne s'est jamais dit après avoir entendu Marine Le Pen : « Mais, hormis l'immigration, ce sont nos propositions ! » ? Pour nourrir l'expansion brune, les tacticiens du Front national scrutent avec la plus grande attention les aspirations populaires : le virage radical du discours du FN en

matière sociale et économique – envolé le discours du libéralisme sauvage et vive Syriza ! [sic !] –, parallèle à son essor, devrait achever de convaincre les progressistes déprimés que les potentialités sont aujourd'hui immenses de notre côté, pourvu qu'on veuille bien les voir et se mettre en ordre de bataille pour les saisir. À nous donc de ne pas manquer ce rendez-vous de l'histoire, en proposant un message de dignité, de fierté, en proposant un projet aux arêtes identifiées, au plus près des attentes de notre peuple, un projet qui dise un sens et un chemin de concrétisation. De ce point de vue, ces difficiles élections départementales sont un moment de très forte importance.

« Nous sommes le peuple de France ; nous ne plierons pas devant le fondamentalisme, nous ne tomberons pas dans le piège du fascisme.. »

Les obstacles sur notre route ne sont pas imaginaires mais il faut bien convenir qu'après l'Amérique latine, le Maghreb, le Burkina-Faso, le Kurdistan, d'aucuns parviennent enfin à rallumer des étoiles dans le ciel européen. L'heure n'est donc décidément pas au découragement quand tout appelle à relever les manches, pour que ceux qui sont tombés ne soient pas morts en vain, pour être à la hauteur des exigences politiques puissamment manifestées par notre peuple, pour relever les défis et saisir les immenses possibles de notre temps. Penser et agir avec résolution et lucidité : la tâche appelle nos bras et nos esprits. En route ! ●

Guillaume Roubaud-Quashie, rédacteur en chef
Pour l'équipe de *La Revue du projet*

La Revue du projet, n°44, février 2015.

ÉRIC PIETTE

Éric Piette est un poète belge, né à Charleroi en 1983. Son œuvre débute en 2011 avec un premier livre, *Voz*, largement salué par la critique et récompensé par deux prix littéraires, puis un second, *L'Impossible Nudité*, en 2014. Depuis, le silence, la douleur, la maladie, mais aussi l'engagement politique auprès du PTB (Parti du travail de Belgique). Un silence qu'ont dû peupler aussi les fantômes qui traversent ses deux premiers livres, et qui habiteront peut-être les prochains, car ce silence sera fécond. *Voz*, non pas pour l'espagnol « voix », mais pour le serbe « train », est un livre écrit comme entre deux gares, où le poète semble toujours en partance depuis quelque ville d'Europe, pour un lieu qui n'a pas vraiment d'importance car il porte avec lui sa solitude, ses déchirements, ses disparu(e)s et la fraternité universelle de l'errant. Qui écrit ? C'est l'émigrant de Landor Road d'Apollinaire. « Nous écoutions Vivaldi la nuit / rêvant de distilleries / que contenaient nos verres / la Charente n'est pas loin / sans voiture nous sommes coincés / nous parlons d'enfance au corps coupé / nous trinquons à notre santé / le *Stabat Mater* était sans fin. » Si dans *L'Impossible Nudité* l'errance se poursuit (« tu n'as que ce que tu mérites / à errer seul ce soir / dans les rues d'Amsterdam »), les poèmes se font plus saccadés, plus fragmentaires, comme des notations d'un moment présent, vécu, sur lequel plane la douleur, une mort blanche dans des draps d'hôpital. L'écriture s'y asphyxie, et l'on pense à Michaux, ou au Roubaud de *Quelque chose noir*. Dans ces vers « s'élabore ce qui / ne rime pas » : le programme est affiché et pourtant, avec ou sans rime, *L'Impossible Nudité* réussit le pari d'enfermer une tragédie sous la ouate, et on l'entend qui murmure derrière les boules Quies du poème. J'ai découvert Éric Piette au festival de Sète cet été. Ce fut une belle découverte, comme on a peu, au milieu des scènes des pseudo-performeurs braillards : un poète, c'est rare. ●

Victor Blanc



« je n'y suis pas né
mais j'y ai vécu, longeant
Sambre et Meuse, titubant
parfois – et le rêve d'Istanbul
qui poursuit
les enterrements sont lents
jamais je ne m'étais jeté à l'eau
les ruelles d'une ville vide – silence et tumulte
les cafés repliés où fraternité et lames
sont des mystères
rien à savoir, mais des histoires,
légendes, récits, et ce soleil qui
fout le camp ou se lève derrière la citadelle
alors que l'ami fume une paix maîtrisée
que l'horloge est arrêtée
rue Notre-Dame
il y a si longtemps et j'y reviens
et sur le temps, et sur les lieux
d'un roman, d'un viatique – et l'homme
à la canne qui me disait : fiston, tu verras
qu'ai-je vu ?
hormis la force pénétrante de la mort
et le regard pareil de l'ami
une fois l'aube levée derrière la gare
la poésie dans ses yeux, pas le ciel, rien
d'autre que ses yeux
quelque chose a renversé la ruine de l'aube »

Éric Piette, « Autres séjours »,
L'Impossible Nudité, Le Taillis Pré, 2014.

Francisco Papas Fritas Décentrer le regard



Francisco Papas Fritas, *La « Libertad » guiando al « pueblo »*, 2017.
© avec l'autorisation de l'artiste.

Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que le tableau *La Liberté guidant le peuple* se dote d'une signification nouvelle. Après les versions, entre autres, de Yue Minjun (1995) et Gérard Rancinan (2008), l'artiste chilien anarchiste Francisco Papas Fritas prend le parti d'acculturer le chef-d'œuvre, forme de réparation postcoloniale, pour parler d'une réalité propre à son contexte de création. « Notre besoin de liberté, nous confie l'artiste, doit être éloigné de cet imaginaire blanc, colonialiste, anthropocentrique et européen. »

Représentant un soulèvement d'hommes et de femmes mapuches, ce tableau sonore – du cri de la femme au centre qui brandit le drapeau de son peuple – contraste avec la monumentalité froide de la figure personnifiée originelle. Contrairement à la version de Delacroix, que l'artiste perçoit comme étant « une représentation bourgeoise et masculine d'un moment révolutionnaire des marginaux », les femmes ont ici une place privilégiée.

Faites de chair et non d'idées, parées des traditionnels *trapelakucha*, *pezkiñ* et *keltatun*, elles mènent le mouvement tandis que le *longko* (chef de la communauté), tout à gauche du tableau, se laisse guider. Sous leurs pieds gisent les cadavres d'Angelini et Matte, les représentants des familles qui ont exproprié, et exploitent encore, les territoires forestiers ancestraux mapuches au Chili. À droite de la toile, devant les ruines des barricades, les pousses de *drimys winteri* (*voigue*, *canelo*), plante essentielle et sacrée de la culture mapuche, utilisée notamment par le *machi* (représentant religieux élu, homme ou femme), renforce encore cette idée de complémentarité entre féminin et masculin qui est au cœur de la cosmovision de ce « peuple de la terre ». ●

Site de l'artiste :

<http://www.franciscopapasfritas.com/es/>

Élodie Lebeau



Libertés communales, Égalité des territoires, Fraternité des populations

Jérémie Bacchi est sénateur, secrétaire départemental de la fédération des Bouches-du-Rhône et membre de l'exécutif national du PCF. Pour *Cause commune*, il livre son analyse de la dernière séquence électorale et des enjeux politiques dans une France marquée par une crise sanitaire, économique et sociale.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURQUETTE** —

© Vous avez été élu sénateur le 27 septembre. Quelles leçons tirez-vous de ce scrutin ?

Jérémie Bacchi : Les sénatoriales ne sont pas une élection qui peut être prise isolément. Les rapports de force qui s'y expriment sont directement issus des élections municipales de juin. En mettant en œuvre notre stratégie de rassemblement, les communistes ont renforcé leur présence en nombre d'élus municipaux, se plaçant dans les Bouches-du-Rhône en tête de la gauche en nombre de grands électeurs. Lors des élections sénatoriales, nous avons prolongé notre stratégie de rassemblement en nouant un accord avec le Parti socialiste et EELV et en constituant une liste composée d'élus et de citoyens engagés, symboliquement terminée par le maire communiste de Martigues, Gaby Charroux, et la maire « Printemps

marseillais » Michèle Rubirola qui ont ainsi démontré leur détermination à porter au plus haut notre score.

Avec cette élection, le PCF retrouve un siège de sénateur dans les Bouches-du-Rhône, ce qui est bien sûr une bonne nouvelle pour notre parti mais, au-delà, un point d'appui pour le monde du travail durement éprouvé par la crise sociale et économique engendré par la crise sanitaire, et pour tous les progressistes de ce département qui souhaitent défendre la place centrale de la commune dans

la république. Je porterai au Sénat la voix de ceux qui exigent le progrès social, la défense de l'environnement et un renouveau démocratique qui place l'intervention citoyenne en son cœur.

© Pourquoi a-t-il été possible d'aboutir à un large rassemblement avec le Printemps marseillais lors des municipales, ou avec votre liste lors des sénatoriales dans les Bouches-du-Rhône et pas ailleurs ?

« Le patriarcat, le racisme, l'homophobie s'entrecroisent pour maintenir la domination d'un petit groupe sur le monde entier. »

Jérémy Bacchi : Plusieurs facteurs expliquent ce résultat. D'abord, je veux citer le traumatisme des effondrements de la rue d'Aubagne, le 5 novembre 2018, qui ont entraîné la mort de huit Marseillaises et Marseillais, symbole de l'incurie de la municipalité Gaudin et de l'abandon des populations fragiles

à la faveur d'une triangulaire. Vous avez fait le choix de vous retirer, un choix critiqué par certains.

Avec le recul, le referiez-vous ?

Jérémy Bacchi : Ce choix a été douloureux, pour mes colistiers et pour moi-même. Nous l'avons pris à l'unanimité

plus que nos deux objectifs ont été atteints : battre le RN dans les 13^e et 14^e arrondissements et faire gagner le Printemps marseillais à l'échelle de la ville, sans rien renier de nos valeurs.

© Le projet de loi du gouvernement, dit « 3D », pour décentralisation, différenciation et déconcentration a été au cœur des débats de la campagne des élections sénatoriales. Quel regard portez-vous sur lui ?

Jérémy Bacchi : Il est lourd de menaces pour nos communes. Après avoir, des années durant, asséché les ressources des communes, contraint l'action des élus et accéléré la désertion des services publics, le pouvoir central veut désormais « différencier » les territoires pour mieux les mettre en concurrence les uns avec les autres, faisant ainsi éclater le cadre républicain. C'est l'aboutissement d'une conception libérale de la décentralisation, à mes yeux incompatible avec les principes fondateurs de la République. Avec mon groupe à la Haute Assemblée, nous agirons pour redonner sens à la devise inscrite au fronton de nos mairies : Liberté, Égalité,

« Il y a urgence à penser une visée révolutionnaire, internationale, émancipatrice pour nous libérer de ces carcans. »

aux marchands de sommeil. Cet événement a profondément marqué la population et rappelé aux forces progressistes l'immense responsabilité qui pesait sur elles pour construire une alternative à vingt-cinq ans de droite. Ensuite, à Marseille, pour des raisons historiques, aucune force n'était plus hégémonique à gauche, ce qui a ouvert la voie à un rassemblement riche de sa diversité et respectueux de chacune de ses composantes. Enfin, l'émergence d'un fort mouvement citoyen, avec une exigence d'implication et de réussite, a permis de donner une cohérence forte au rassemblement.

Dans ce contexte, les communistes ont lancé un appel au rassemblement dès avril 2019. Ils ont ensuite participé à toutes les initiatives visant à faire aboutir ce qui est devenu le Printemps marseillais. J'ajoute que, dans le reste du département, de larges rassemblements sont pratiqués depuis longtemps dans les municipalités à direction communiste.

© Vous étiez tête de liste du Printemps marseillais dans les 13^e et 14^e arrondissements, un secteur municipal gagné par l'extrême droite en 2014

des autres têtes de liste du Printemps marseillais et à la grande majorité de mes colistiers avec une idée en tête : barrer la route à l'extrême droite qui a fait tant de mal pendant six ans aux habitants de ces arrondissements dans lesquels je vis. La responsabilité de ceux qui ont divisé la gauche dans ce secteur qui était dirigé par le RN est lourde mais, une fois le constat posé, il nous fallait décider.

« Ce sont dans ces batailles concrètes qu'il faudra inscrire la construction de rassemblements pour les départementales et les régionales dans l'esprit de notre congrès : union la plus large et un apport communiste clairement identifié. »

Je suis communiste, j'appartiens à une famille qui sait ce que la résistance signifie. L'extrême droite est un ennemi mortel. Qui à gauche pourrait se regarder dans la glace en assumant de vouloir grappiller quelques strapontins en la faisant gagner ? Si c'était à refaire, je le referai d'autant

Fraternité. Libertés communales, Égalité des territoires, Fraternité des populations.

© Alors que le gouvernement annonce un plan de relance de 100 milliards d'euros après avoir injecté 400 milliards d'argent ►►

► **public pour faire face aux contrecoups du confinement, les plans de licenciements pleuvent. Êtes-vous surpris ?**

Jérémy Bacchi : Non, le président de la République qui avait promis de changer de politique durant le confinement maintient son cap et accélère. S'il abandonne l'austérité budgétaire, ce n'est pas pour redonner sa puissance à l'État, ce n'est pas pour faire levier sur l'économie, la transformer profondément... C'est pour relancer le système qui nous a conduits dans le mur : le capitalisme libéral et mondialisé. Comment ose-t-il parler de relocalisation quand les milliards de nos impôts servent à fermer des usines

de production industrielle et agricole relocalisée, en favorisant les circuits courts, en investissant massivement dans des services publics pour les hisser à la hauteur des ambitions du XXI^e siècle.

© **Vous êtes donc favorable au retour du Haut-commissariat au plan avec François Bayou à sa tête ?**

Jérémy Bacchi : J'ai malheureusement le sentiment que cette nomination vise beaucoup à consolider la majorité présidentielle et très peu à donner de grands objectifs à l'économie française. Nous n'avons pas besoin d'un vice-Premier ministre là où la V^e République et

du gouvernement. Ces élections paraissent lointaines et abstraites lorsqu'on fait partie d'un plan de licenciement ou qu'on craint d'y figurer. La crise sanitaire n'est pas finie. Nous continuerons de demander aussi longtemps que nécessaire le remboursement à 100 % des masques par la Sécurité sociale, mais aussi un plan de formation et de recrutement massif de soignants. Le « Ségur de la santé » est sans commune mesure avec les besoins qui s'expriment. Il faut plus de lits, plus de personnel, plus de moyens, bref de l'argent pour l'hôpital pas pour le capital.

Ce sont dans ces batailles concrètes qu'il faudra inscrire la construction de rassemblements pour les départementales et les régionales dans l'esprit de notre congrès : union la plus large et un apport communiste clairement identifié.

© **Vous êtes l'une des figures du renouvellement du PCF.**

Que signifie pour vous la perspective communiste ?

Jérémy Bacchi : La crise sanitaire et les conséquences qu'elle entraîne font surgir la nécessité d'un nouveau mode de développement. Jamais il n'a été plus urgent de prendre la maîtrise de nos vies pour notre avenir, celui de nos enfants, celui de la planète. Pour changer de logique, renverser l'ordre existant, il faut pousser partout la mise en commun, la solidarité, le partage, la délibération collective pour faire reculer la privatisation des biens communs, de l'espace public, et des décisions qui s'imposent sur nos vies. Le patriarcat, le racisme, l'homophobie s'entrecroisent pour maintenir la domination d'un petit groupe sur le monde entier. J'ai la conviction que le capitalisme n'emmènera pas l'humanité plus loin, si ce n'est dans le mur. Il y a urgence à penser une visée révolutionnaire, internationale, émancipatrice pour nous libérer de ces carcans. ●

« **Le scandale Bridgestone, qui a touché 1,8 million d'euros de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en 2019 et qui met les 863 salariés de l'usine de Béthune à la porte, est symbolique de cette politique malsaine.** »

en France et à faire partir les productions en Europe de l'Est ou encore plus loin, avec les normes sociales et environnementales qu'on connaît. Le scandale Bridgestone, qui a touché 1,8 million d'euros de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en 2019 et qui met les 863 salariés de l'usine de Béthune à la porte, est symbolique de cette politique malsaine. C'est avec ces logiques qu'il faut rompre. Je ne suis pas pour demander des contreparties aux grands groupes, on a vu ce que donnaient leurs promesses en l'air. Il faut être plus offensifs et utiliser les immenses moyens publics mobilisés pour orienter l'économie, en imposant de nouveaux droits des salariés dans les entreprises, en structurant des filières, en s'engageant pour une pro-

ses réformes successives ont déjà très largement disqualifié la fonction de chef du gouvernement. Ce qu'il nous faut, pour répondre au défi climatique et plus largement écologique mais aussi pour retrouver le plein emploi et sortir la France de l'ornière, c'est d'une planification écologique, démocratique, dont les objectifs fondamentaux soient la satisfaction des besoins humains et la préservation de la planète.

© **Les élections régionales et départementales seront vite là. Comment comptez-vous les appréhender ?**

Jérémy Bacchi : La tâche urgente des communistes est de se tenir aux côtés du monde du travail qui est en proie à une offensive coordonnée du patronat et

Centenaire du Parti communiste français

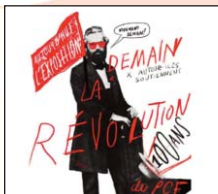
100 ans d'avenir

DES EXPOSITIONS, ESPACE NIEMEYER



100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs

(à partir du 25 novembre 2020)



Demain, la Révolution !

(à partir du 4 décembre 2020)

Exposition présentée sur les grilles qui entourent le siège du PCF, place du Colonel-Fabien, espace d'expression donné à des graphistes et des dessinateurs de presse d'aujourd'hui sur la thématique de la Révolution et des luttes à venir.



Libres comme l'art

(à partir du 24 mars 2021)

100 ans d'histoire
entre les artistes et le PCF

"Trésors donnés - Trésors prêtés"

DES OUVRAGES



Libres comme l'art

« Avec plus de 150 œuvres rassemblées, ce livre d'art présente un parcours totalement inédit et incarne un message toujours actuel : d'un siècle à l'autre, l'art nous change et change le monde. »
Prix souscription 25€



100 ans de Parti communiste français

Une trentaine de jeunes chercheurs proposent un parcours à travers ce siècle communiste (avec une préface de Fabien Roussel et une postface de Claude Mazauric). Prix 25 €



100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs (le livre)

Catalogue de la grande exposition d'affiches originales, organisée par la Fondation Gabriel-Péri, affiches incarnant un combat, un mot d'ordre, un espoir. Une édition augmentée existe avec un double DVD issu du fonds prodigieux de Ciné-Archives
Prix 24 €, 35€ avec les 2 DVD

OUVRAGES À COMMANDER À

Centenaire du PCF, 2 place du colonel Fabien 75019 PARIS

Frais de port : 5 Euros

Chèques à l'ordre de ANF-PCF

Pour des commandes en nombre, écrire à : centenaire@pcf.fr

COMMUNISME

Le communisme aujourd'hui : penser, militer, agir

PAR **AURÉLIEN ARAMINI** ET **JEAN-MICHEL GALANO**

Le « communisme » n'est pas un objet d'histoire. La conviction première qui a guidé la réalisation de ce dossier est qu'il y a, aujourd'hui plus qu'hier, une urgence de communisme. Cette urgence est d'autant plus grande que le capitalisme inflige des souffrances terribles non seulement aux humains et aux peuples mais aussi au vivant et à la nature. La deuxième conviction qui anime ce dossier est que le communisme, tout en se caractérisant par sa critique radicale du système économique capitaliste, est inscrit en filigrane dans les combats émancipateurs contemporains contre le sexisme, le racisme ou l'impérialisme.

Si l'on s'accorde sur l'urgence de « communisme », il faut toutefois admettre que, même chez ceux qui se reconnaissent comme « communistes » dans les cercles militants et au-delà, le sens même du terme « communisme » ne va

plus de soi. La réponse à la question « qu'est-ce que le communisme ? » était évidente – sûrement trop évidente – pour un militant il y a un demi-siècle : il aurait évoqué « un mouvement révolutionnaire » guidé par un parti d'avant-garde, porté par une « théorie révolutionnaire » – le « marxisme-léninisme » – dont l'objectif est d'instaurer une société communiste abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme. C'était une doctrine claire et nette – trop nette, trop claire – qui ne laissait pas de place au doute et qui n'avait guère la souplesse nécessaire pour épouser les aspérités du réel. Mais force est de constater que nous sommes aujourd'hui dans une situation radicalement inverse : ce qu'est le « communisme » n'a plus rien d'évident pour bon nombre d'entre nous. Sans parler du déniement savamment orchestré du terme, écrasé sous la référence au « totalitarisme », on ne peut nier le fait que des publicitaires aux sondeurs, en passant par bon nombre de journalistes et même de sympathisants sincères, la référence au « communisme » est d'emblée connotée péjorativement. Dès lors, pourquoi ne pas le remplacer par « socialisme », « progressisme » ou encore « émancipation humaine » voire « citoyenneté » ? La réponse est simple : parce que ce n'est pas la même chose.

« Un “mouvement” doit et ne peut être saisi que dans sa dynamique : il en va ainsi du “communisme”. »

LE MOT « COMMUNISME » A UN SENS

Par ce dossier, nous voulons affirmer que le mot de « communisme » a un sens, qu'il a un passé et qu'il a aussi un avenir. La vocation de *Cause commune* n'est pas de produire un catéchisme révolutionnaire où figurerait une définition simple et maniable du « communisme ». Il n'aurait pas non plus été pertinent de soulever une foule d'interrogations où l'idée même de « communisme » serait complètement diluée. S'il n'est pas possible de donner une définition simple du « communisme », c'est parce que, comme l'ont écrit Marx et Engels, le « communisme » n'est pas un « état qui doit être créé », ni « un idéal sur lequel la société devra se régler ». Si le communisme devient sous la plume de certains publicistes actuels une « dystopie », c'est fort probablement parce qu'ils croient, à tort, avoir affaire à une « utopie ». Or le communisme n'est pas une utopie quelque part dans les nuages : c'est un déjà-là balbutiant mais bien réel.

Qu'entendre alors par « communisme » ? Plusieurs définitions ou éléments définitoires figurent chez Marx : le communisme est « l'abolition positive de la propriété privée » ; « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » ; « une société coopérative fondée sur la possession commune des moyens de production ». Des milliers de pages ont été écrites sur ces expressions et des sociétés entières s'en sont réclamées au cours du XX^e siècle. Ce sont des faits – le « marxisme », les républiques « socialistes » – qu'il faut interroger mais ce n'est pas notre propos dans ce dossier : la question qui nous anime est de savoir ce que peut signifier être communiste aujourd'hui, en actualisant ces formules de Marx. D'abord, l'approche des communistes se caractérise par l'exigence de *remettre en cause la propriété* établie dans le système capitaliste en récusant une répartition des richesses où une infime minorité confisque les richesses mondiales, et en reliant la privatisation intégrale avec les désastres que subissent le globe et la vie. Ensuite, une perspective communiste s'attache à *identifier les causes de cette exploitation* dans le processus productif lui-

« La révolution est en plus construction, élaboration, dépassement, et c'est là que se pose la question essentielle du communisme, de celui qui est "déjà-là" et de celui qui s'impose comme à-venir, à la fois nécessaire et nullement écrit d'avance. »

même et dans la lutte de classes réellement en cours : en dévoilant les conditions d'extorsion de la plus-value aussi bien au niveau microéconomique de l'entreprise que du niveau macroéconomique des échanges mondiaux, les militants communistes se veulent, non plus force dirigeante, mais force utile. Ils mettent les outils dont ils disposent pour comprendre les logiques d'exploitation et de domination au service de la grande masse des travailleurs. Ce dont il s'agit, c'est, pour chacun, de passer de l'« en soi » de la conscience confuse voire de l'inconscience,

au « pour soi » de la conscience claire et informée. Et il y a un mot pour cela : la « conscience de classe ». Partie prenante des luttes sociales progressistes contre le sexisme, l'homophobie, le racisme, les violences policières, etc., l'engagement communiste s'attache à les inscrire dans une perspective économique. Enfin, l'ambition des communistes est de *proposer une alternative* où le pouvoir n'appartiendra plus à une classe dominante – c'est-à-dire à une infime minorité exploitant l'immense majorité ; loin de souhaiter l'engloutissement de l'individu dans le collectif, la condition du communisme est « le développement multilatéral de

tous les *individus* des deux sexes, devenant capables de prendre directement en mains toutes leurs affaires sociales – le communisme est l'autogestion citoyenne généralisée » (Lucien Sève). Pour qu'une telle proposition ne soit pas abstraite, il faut conquérir l'hégémonie culturelle au sens que lui donne Gramsci et permettre à chaque individu de prendre part aux délibérations communes ; il faut aussi que le projet communiste s'inscrive dans un programme politique dont l'horizon est celle d'une transformation radicale non seulement de l'organisation économique de la société mais aussi des rapports entre les individus.

UN MOUVEMENT RÉEL QUI ABOLIT L'ÉTAT ACTUEL

Parmi toutes les « définitions » possibles du communisme chez Marx, il en est une dernière sur laquelle nous voudrions attirer l'attention parce qu'elle mérite un statut spécial, ne serait-ce que ►►

« Le communisme n'est pas une utopie quelque part dans les nuages : c'est un déjà-là balbutiant mais bien réel. »

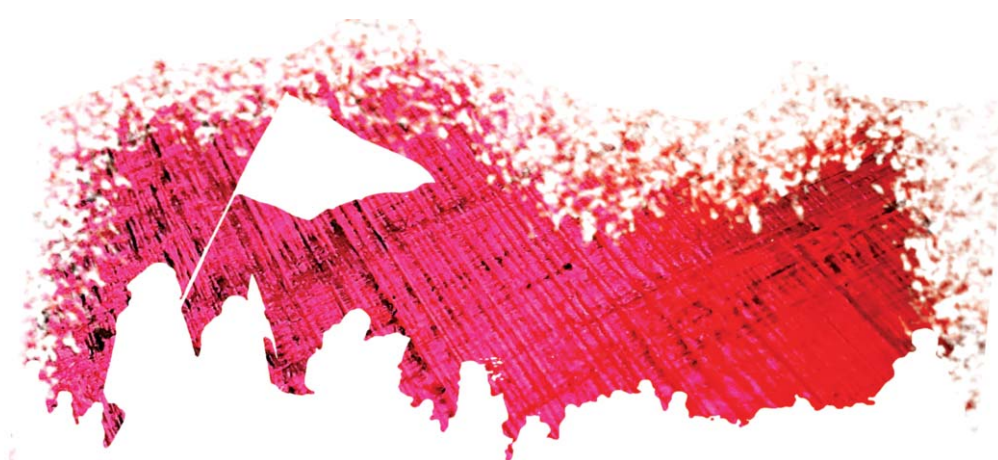
» par sa valeur explicative : « Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état actuel. » Si le communisme est un « mouvement réel » et non pas un mouvement de la pensée, il ne peut, comme tout mouvement, qu'être approché, indiqué, désigné non pas comme un être à venir ni comme quelque chose de désirable subjective-ment, mais comme une exigence objective. À ce jour, il n'y a pas d'autre terme que « communisme » pour dire tout cela. Vouloir abandonner le terme de « communisme », c'est déjà renoncer à abolir l'état actuel. Bien sûr, certains ont cru pouvoir figer ce mouvement en quelques formules préfabriquées valables en tout temps et en tout lieu. Mais c'est ignorer qu'un « mouvement » doit et ne peut être saisi que dans sa dynamique : il en va ainsi du « communisme ». En rassemblant des points de vue communistes souvent complémentaires, parfois divergents, ce dossier donne à voir un communisme vivant qui lutte sur trois fronts pour abolir le capitalisme : sur le front *théorique* en pensant, avec Marx, Engels et les « marxistes », le réel et ses contradictions, sur le front *politique* en agissant au sein des exécutifs grâce aux élus, du village le plus modeste à l'Assemblée nationale, et sur le front *social* en militant aux côtés de celles et de ceux qui subissent l'exploitation. Ces différents fronts ont permis des conquêtes sur le plan social qu'il est légitime de concevoir comme un « déjà-là » du communisme,

« déjà-là » du communisme visible d'ailleurs dans tous ces rapports sociaux et économiques qui échappent à la loi du marché (la gratuité, la solidarité, l'entraide, etc.). Pensons tout particulièrement aux services publics ou à la Sécurité sociale, où chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins, extirpant ainsi les rapports économiques de la jungle libérale et néolibérale, et annonçant le « passage de la préhistoire à l'histoire » (Marx).

Le communisme du XXI^e siècle doit-il privilégier la théorie, l'action politique ou le militantisme ? Chacun des textes de ce dossier montre que ces trois dimensions sont solidaires, même si l'une d'entre elles passe parfois au second plan : la bataille des idées se nourrit de l'expérience militante qui, elle-même, se concrétise par les avancées obtenues sur le plan politique. Au-delà des différences de sensibilités, de perspectives ou d'objets, chacune des contributions que l'on va lire révèle que le communisme, tel Antée, ne peut combattre ses ennemis que s'il s'ancre fermement dans « le terrain de la lutte de classe réellement en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout » (Lénine). Les communistes doivent prendre part aux nombreuses révoltes contemporaines contre l'ordre capitaliste. Mais leur tâche ne serait-elle pas de contribuer à faire de la révolte autre chose qu'une simple réaction contre l'injustice ? La révolution est en plus construction, élaboration, dépassement, et c'est là que se pose la question essentielle du communisme, de celui qui est « déjà-là » et de celui qui s'impose comme à-venir, à la fois nécessaire et nullement écrit d'avance. ■

• **Aurélien Aramini** et **Jean-Michel Galano**

sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.



Un communisme du XXI^e siècle

Un communisme du XXI^e siècle, point de jonction de toutes les luttes sociales, féministes et antiracistes et perspective de radicalisation de la Grande Révolution.

PAR **SALIHA BOUSSEDRA***

Luttes antiracistes, luttes féministes, luttes sociales et communisme. Quels rapports entre ces luttes et quelles perspectives politiques ? Il peut exister un antiracisme de droite ou libéral, un féminisme de droite ou libéral, il ne peut exister un communisme de droite. Une lutte communiste se distingue en ce sens qu'elle est fondée sur des intérêts de classe et qu'elle défend à la fois une émancipation d'ordre politique (les droits fondamentaux) mais aussi une émancipation sociale (droits sociaux et droits des salariés). Elle possède en commun avec les autres luttes la conquête bourgeoise des droits de l'homme. Autrement dit, les communistes ont toujours été favorables à l'extension des droits politiques. Une lutte communiste n'établit pas de hiérarchie entre les différentes luttes visant l'émancipation humaine. Elle est commune à toutes ces luttes pour la raison suivante : le communisme distingue l'émancipation politique et l'émancipation sociale. L'émancipation politique est la révolution apportée par la bourgeoisie posant les droits de l'homme comme principe universel. L'universalité du principe ainsi posé appelle son extension : c'est ce que feront les femmes. Au nom de l'universalité du principe des droits de l'homme, les femmes exigeront son extension aux droits des femmes. C'est ce que feront les anciens esclaves : c'est au nom de l'universalité du principe qu'ils revendiqueront d'être des êtres humains comme les autres ayant droit à la liberté politique. C'est ce que feront les anciens peuples colonisés : revendiquer l'extension du principe. Sous la conquête des droits de l'homme a été posé un point bien plus fondamental : l'égalité de tous les êtres humains. Le propre de la lutte communiste historiquement a été de considérer qu'une liberté est certes un droit fondamental mais qu'obtenir un droit sans moyens

« Une lutte communiste se fonde sur le développement des individus parce qu'elle cherche à les conduire jusqu'à leur plein épanouissement en luttant contre la racine des rapports de domination que sont la division du travail et la propriété privée. »

de l'exercer restait une demi-victoire. La lutte communiste se présente donc comme une radicalisation de la révolution entamée il y a plus de deux cents ans par la grande révolution : réaliser ou mener à son terme l'émancipation humaine.

LA DIVISION DU TRAVAIL : POINT ORIGINEL DE LA DOMINATION HUMAINE

Le reproche fait à la lutte communiste est de réduire toutes les luttes à l'opposition du capital et du travail. La lutte entre le capital et le travail désigne pour les communistes le mode de production, il désigne une période historique déterminée vouée à disparaître en raison de ses contradictions internes et de son incapacité à répondre à l'émancipation humaine. Le mode de production désigne un système qui existe aujourd'hui au niveau de la planète entière. Il implique de ►►

► diviser les sociétés en deux grandes classes : celles qui possèdent les moyens de production et celles, dépendantes et dominées, qui produisent les richesses des sociétés sans posséder les moyens et les fruits de leur travail. Les communistes se réfèrent en effet au travail salarié des ouvriers et des ouvrières qui forment une classe sociale. Mais la critique communiste est bien

« Les deux piliers de la lutte – la lutte sociale et la lutte politique – se handicapent mutuellement en se tenant ainsi à distance et se privent de pouvoir créer ensemble de véritables rapports de force. »

plus radicale : elle pose que la division du travail (non réductible au seul « travail salarié ») est à l'origine des rapports de domination au premier rang desquels se trouve la relation homme-femme, matrice originelle des rapports de domination. Le « travail » ou originellement ce que Marx appelle l'« activité productive humaine » s'est trouvé enrôlé dans un processus aliénant (perte radicale des objets essentiels à la vie). Ce processus d'aliénation se trouve au fondement des rapports de domination en raison de la conception que se font les communistes de l'être humain à partir de Marx. L'être humain se distingue des autres espèces non pas d'abord par la « conscience » mais par le fait qu'il doit « produire » sa vie pour la maintenir et la reproduire. En ce sens, la lutte des communistes en direction du travail ne vise pas le seul « travail salarié » mais la division du travail et avec elle (l'un ne va pas sans l'autre) la propriété privée. La division du travail d'abord entre les sexes, puis entre le travail manuel et intellectuel et enfin entre la ville et la campagne sont les points originels ayant permis la formation des classes sociales. Lutter en communiste peut conduire à viser le dépassement du salariat mais au-delà, il peut également conduire vers la critique radicale de la domination d'un être humain sur le travail d'un autre être humain (que ce travail soit salarié ou qu'il soit domestique, par exemple).

Mais quel rapport la lutte contre la division du travail peut-elle avoir avec des luttes féministes, des luttes antiracistes, des luttes LGBT ? La société

féodale était fondée sur une domination de la communauté sur les individus. La société bourgeoise est fondée sur une domination de l'individu sur la communauté. Dans les deux cas, l'intérêt individuel s'oppose à l'intérêt communautaire. Mieux, en mettant les femmes et les enfants au travail salarié, la société bourgeoise leur a permis de se développer « en tant qu'individus » et, partant, de revendiquer des droits politiques en raison de leur développement individuel. Dans le cadre d'une société qui reconnaît les droits de l'homme et du citoyen, le développement individuel autorise que tous les pans de l'individualité – sexe, couleur de peau, orientation sexuelle – puissent trouver la possibilité de se voir reconnus en tant que tels et au sein de l'espace public. L'entrée de l'ensemble des membres de la famille ouvrière dans le monde du travail a participé à faire voler en éclats la base économique de l'ancienne institution familiale et a autorisé l'expression et le développement de ses composantes individuelles « en tant qu'individus développés ». Mais tout cela ne se réalise pas sans luttes. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Cette phrase si connue implique qu'au sein de la société capitaliste, les individus sont amenés à se développer en tant qu'individus. Par suite, ils sont conduits à entrer en lutte pour être reconnus du point de vue des droits politiques. Mais l'expression et la lutte pour la reconnaissance des droits politiques n'est pas sans concerner le monde du travail (discrimination à l'embauche en raison du sexe, de l'orientation sexuelle, de la couleur de peau, etc.). L'avancée des droits politiques et sociaux dans le cadre d'une société capitaliste se réalise toujours de manière contradictoire : les ouvriers des deux sexes sont en concurrence au sein du marché du travail, les préjugés vis-à-vis des orientations sexuelles ont pu ralentir des alliances politiques entre groupes sociaux pour ne prendre ici que quelques exemples. Le propre de notre situation actuelle tient à ce qu'au sein de ces luttes politiques pour la reconnaissance des droits politiques, ce sont les stratégies autonomistes (mouvementistes) qui l'ont emporté.

TENSION ENTRE ÉMANCIPATION POLITIQUE ET ÉMANCIPATION SOCIALE

Si une partie des luttes sociales ou minoritaires se sentent « étrangères » ou à côté de la lutte communiste, c'est qu'il existe une tension entre

l'émancipation politique et l'émancipation sociale. Lorsque les femmes se battent contre les violences sexuelles, leurs luttes relèvent encore de l'émancipation politique : elles demandent à être reconnues « en tant que personne humaine » à laquelle est dû le « respect ». Lorsque des jeunes se battent contre les violences policières, leur lutte relève de l'émancipation politique ; là encore, ils demandent à être membres à part entière de la communauté nationale en tant que leur est dû le respect dévolu au citoyen d'un état de droit. C'est à partir du point de vue de l'« émancipation politique » qu'est reproché aux communistes de ne s'intéresser qu'à l'opposition du capital et du travail, autrement dit à l'émancipation sociale. En réalité, le problème ne se situe pas tant sur le plan des « valeurs » puisque, depuis la Grande Révolution, il est admis que tous les êtres humains sont absolument égaux (du moins en droit). Mais le problème se situe sur un double niveau. Les partis politiques en France n'ont pas toujours su comprendre *à temps* la demande de reconnaissance politique de certaines catégories telles que les femmes ou les personnes LGBT. Or les individus poussés par le cadre historique de notre société à se développer en tant qu'individus ont dû se prendre en main et ont mené ces luttes victorieuses sur le plan de la reconnaissance politique. Cette démarche a pu valider à leurs yeux l'intérêt des luttes autonomistes. Le second niveau se situe davantage aujourd'hui sur les « espaces » de lutte susceptibles de faire basculer les différentes situations. Aujourd'hui, pour nous en tenir à la gauche, tous les partis politiques ont intégré depuis plusieurs années l'importance de la conquête des droits politiques pour les catégories que nous avons déjà citées. La reconnaissance politique est en passe d'être acquise, les droits sont là, ils restent maintenant à les appliquer. Dans ce cadre, les communistes donnent une certaine importance à la lutte syndicale et politique, au sens de « parti politique ». En effet, l'écrasante majorité des personnes susceptibles d'être confrontées au racisme se trouvent dans les milieux populaires. De même, les violences faites aux femmes prennent une dimension démesurée dès lors

« Dans le cadre d'une société qui reconnaît les droits de l'homme et du citoyen, le développement individuel autorise que tous les pans de l'individualité – sexe, couleur de peau, orientation sexuelle – puissent trouver la possibilité de se voir reconnus en tant que tels. »

qu'elles sont intriquées avec les problématiques sociales que sont celles de la précarité économique et sociale (comment payer un loyer seule avec des enfants, comment payer un déménagement, comment gérer le travail salarié et les enfants ?). Dans ce cadre, la lutte pour l'application des droits ne peut se réaliser sans tenir compte de l'émancipation proprement sociale. En dehors des violences policières qui relèvent en partie seulement de l'émancipation politique (l'essentiel des individus masculins concernés par ces questions vivent dans les quartiers populaires), le racisme se traduit concrètement par des problématiques sociales : la discrimination à l'embauche est une atteinte très grave aux droits sociaux dans le cadre d'une société capitaliste. Rappelons à cet égard les propos de Marx en 1844, l'homme dans notre société n'existe qu'en tant que « travailleur », autrement dit, il n'existe pas socialement sans travail. Mais, pour pouvoir se maintenir au travail, il doit pouvoir

entretenir correctement sa vie, c'est pourquoi la discrimination au logement cette fois est tout aussi grave puisqu'elle empêche un individu de pouvoir entretenir sa vie dans de bonnes conditions pour pouvoir garder son travail. Une fois reconnus les droits politiques, leur application concerne directement des droits sociaux. Des droits sociaux de base dans le cadre de nos sociétés qui doivent permettre d'abord d'entretenir et de reproduire sa vie. Une perspective communiste au XXI^e siècle pourrait conduire les luttes féministes, antiracistes ou encore les luttes LGBT à mieux se positionner d'un point de vue stra- ►►

« La lutte communiste se présente comme une radicalisation de la révolution entamée il y a plus de deux cents ans par la Grande Révolution : réaliser ou mener à son terme l'émancipation humaine. »

► tégique sur le plan de l'échiquier politique. Ces luttes pour l'émancipation politique se sont généralisées à toute une partie de l'échiquier politique comme l'a été avant elles la question des droits de l'homme dont aucun parti aujourd'hui n'oserait remettre en cause le principe. Cette situation oblige sans doute aussi à se réinterroger sur les stratégies « autonomistes ». Si nous prenons le cas des femmes, elles sont devenues des citoyennes à part entière, elles ont obtenu des droits politiques (droit à l'avortement, droit de travailler sans l'autorisation du mari, passage de la puissance paternelle à l'autorité parentale, etc.) mais leurs droits sociaux ainsi que le partage du travail dans la division du travail domestique ne se sont guère améliorés. De plus, un féminisme libéral ne présentera pas le même projet de société qu'un féminisme communiste. La perspective d'une lutte communiste se fonde sur le développement des individus parce qu'elle cherche à les conduire jusqu'à leur plein épanouissement en luttant contre la racine des rapports de domination que sont la division du travail et la propriété privée. D'un point de

vue proprement politique, une lutte communiste peut devenir le point de rencontre de ces différentes luttes en leur donnant les moyens d'une organisation susceptible de créer le véritable rapport de force et non pas d'être de simples forces sociales d'expression de leur identité. Sur un plan politique, il y a une grande différence entre « exprimer son identité dans l'espace public en l'accompagnant bien sûr de revendications », « être reconnus dans l'espace public en tant qu'identité politique » et « remporter des victoires » ; c'est la différence entre *expression* des forces sociales et la *victoire* des forces sociales. Aujourd'hui, les femmes, pour prendre cet exemple, ont besoin de victoires de grande envergure. C'est durablement que les femmes ont besoin d'être sorties du chômage, du travail précaire et partiel, des petits salaires et de la non-conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Ces questions demandent des luttes féroces sans précédent qu'il faudra aller littéralement arracher au patronat et au gouvernement. Sans l'apport des organisations politiques, syndicales et sans *luttes organisées*, nous ne parviendrons pas à obtenir de tels niveaux de victoire. Le communisme du XXI^e siècle exige également de réinterroger le rôle des partis politiques vis-à-vis des mouvements sociaux. Les mouvements sociaux sont jaloux d'une autonomie mais, depuis la critique des partis politiques et l'émergence du mouvementisme, leurs victoires ont été pour l'essentiel des victoires de droits politiques. Ils n'ont pas pu obtenir de grandes victoires sociales comme l'a été celle du régime général de la Sécurité sociale. De même, les partis politiques sont frileux à l'idée de donner une orientation politique aux mouvements sociaux de crainte de se voir accuser de « récupération ». Ainsi, les deux piliers de la lutte – la lutte sociale et la lutte politique – se handicapent mutuellement en se tenant ainsi à distance et se privent de pouvoir créer ensemble de véritables rapports de force. ■

***Saliha Bousseadra** est philosophe.

Elle est docteure en philosophie de l'université de Strasbourg.



General Electric ou la grande « dépossession »

Un exemple saisissant dans cette entreprise de la dépossession du travail par le capitalisme, telle que l'a décrite Marx.

PAR **EVELYNE TERNANT***

Dans les manuscrits de 1844, Marx décrit comment, sous les rapports sociaux capitalistes, les travailleurs sont « dépossédés » du travail sous trois aspects : en premier lieu, ils sont séparés du produit du travail, qui ne leur appartient pas. La dépossession touche aussi l'activité productive, sur laquelle ils n'ont aucune prise, ce qui donne lieu à la perte de sens et la déshumanisation du travail. Enfin, c'est le rapport des êtres humains entre eux qui est altéré en profondeur par cette aliénation du travail, avec une dégradation de la sociabilité humaine et la reproduction de l'exploitation en chaîne : hommes/femmes, parents/enfants, colonies...

UNE VENTE À LA DÉCOUPE

Un exemple saisissant de cette grande « dépossession » du travail des salariés est le cas de General Electric (GE) en France. L'histoire commence avec Alstom à Belfort, en 1879, qui va devenir dans les années 1970 le lieu phare de la production du TGV et de la turbine Arabelle des centrales nucléaires. On y réalise les produits de la conception à la gestion de projet en passant par toutes les étapes de la fabrication, valorisées par des brevets locaux, grâce au savoir-faire

accumulé sur une longue période par les ingénieurs, techniciens et ouvriers qualifiés.

Les premiers actes de démantèlement apparaissent sous la logique de concentration du capital financier, lorsque l'entreprise Alstom passe sous le contrôle de la Compagnie générale d'électricité (CGE). Le site de Belfort perd l'autonomie et devient le maillon d'une chaîne dont l'organisation échappe aux salariés. En 1979, à partir de l'événement déclencheur qu'est le « cadeau » misérable offert aux salariés par la direction à l'occasion du centenaire de l'usine de Belfort, la « grande grève de la dignité » est en fait une protestation contre un management autoritaire, notamment à l'égard des ingénieurs dépossédés de leur autonomie technologique par le transfert au siège des brevets locaux et la segmentation de leur activité de recherche. La privatisation de la CGE et le mouvement généralisé de financiarisation lancent alors l'entreprise à fin des années 1980 dans un « mecano » effréné de fusions/acquisitions/absorptions qui verront les collectifs de travail séparés, les synergies qui existaient entre énergie et transport dans l'ancienne entité détruites par le cloisonnement systématique des activités : les sites, dont celui de Belfort, sont filialisés, découpés, séparés, cloisonnés pour mieux évaluer leur rentabilité financière spécifique et affaiblis dans leur cohérence industrielle. Le transport est séparé de l'énergie elle-même découpée en activités turbine à gaz, nucléaire, énergies renouvelables et réseaux. Tout est prêt pour une vente à la découpe, qui va livrer pièce par pièce l'industrie énergétique française à General Electric. D'abord la turbine à gaz en 1999, puis la grande braderie de novembre 2014, sous le quinquennat Hol- ►►

« Ce retournement du travail contre ceux qui le réalisent est pensé, voulu et organisé par les logiques managériales à l'œuvre aujourd'hui. »

►► lande : tout le reste du secteur énergétique. Cette vente s'organise sous le sceau de l'impérialisme américain, dans le cadre du droit d'extraterritorialité que l'administration américaine s'est octroyé, et par lequel la justice américaine, en lien étroit avec les milieux d'affaires, sanctionne des faits de corruption survenus hors du territoire américain. Sans qu'aucun gouvernement, ni en France ni en Europe, ne remette en cause ce rapport de domination.

UN DÉSASTRE INDUSTRIEL ET HUMAIN

Le scandale d'État de cette vente, proche de la forfaiture, avec la complicité directe d'Emmanuel Macron, en tant que ministre de l'Économie et des Finances puis président de la République, est resté, jusque-là, étonnamment maîtrisé par le pouvoir, grâce à ses réseaux d'influence, ses relais médiatiques, bien que la dimension judiciaire de l'affaire soit loin d'être négligeable, avec pas moins de quatre plaintes déposées :

- pour *pacte de corruption* par Olivier Marleix, député LR, à la suite de la commission d'enquête parlementaire sur la vente d'Alstom ;
- pour *détournement de fonds publics* par Anticor ;
- pour *prise illégale d'intérêt* de Hugues Bayley, directeur de GE-France et ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, par Delphine Bato ;
- pour *soupçon d'optimisation et de fraude fiscale* par Fabien Roussel.

Les effets en chaîne du désastre industriel et humain de cette décision se succèdent. Aucun des engagements de développement d'activité pris par GE n'est respecté, avec la complaisance du gouvernement. Pire, en 2019, c'est un plan de suppression de la moitié des effectifs, plus de mille emplois qui s'abat dans le secteur turbine à gaz. En 2020, ce sont les entités d'HYDO et GRID (énergie renouvelable hydraulique et réseaux) qui sont touchées et en risque vital. GE, passé sous le contrôle d'un fonds d'investissement dit « activiste », entendons « prédateur », n'a eu de cesse depuis le rachat de la branche énergie d'Alstom en 2015, de restructurer, réorganiser, baisser ses investissements productifs et son secteur recherche et dévelop-

« Le scandale d'État de cette vente, proche de la forfaiture, avec la complicité directe d'Emmanuel Macron, en tant que ministre de l'Économie et des Finances puis président de la République, est resté, jusque-là, étonnamment maîtrisé par le pouvoir, grâce à ses réseaux d'influence. »

pement, pousser l'optimisation fiscale en redistribuant la plupart du résultat de l'entreprise à l'actionnaire ; les dividendes et rachats d'actions dépassent les bénéfices en 2017 et 2018. L'in-

certitude sur les évolutions énergétiques le conduit aujourd'hui à se désengager des bases industrielles de France et d'Europe, en délocalisant l'engineering en Inde, la fabrication en Chine, avec quelques antennes qui demeurent en Europe, pour assurer les prises de marché, là où il existe une clause de fabrication. Ce pilotage sous critère de rentabilité immédiate est finalement coûteux, car il désorganise les collectifs de travail, méprise les savoir-faire et compétences accumulés sur le temps long grâce aux systèmes de formation de haut niveau et de recherche, et détruit les liens avec les grands services publics de l'énergie et des transports. De ces restructurations incessantes sont apparus des temps de production allongés, des surcoûts pour retards ou malfaçons, bref de l'inefficacité écono-

mique, à laquelle l'entreprise répond par toujours plus de pression sur l'emploi et les dépenses humaines, et un abandon des fonctions d'intégrateur (génie civil, montage, ingénierie...) pour se replier sur les fonctions de sous-traitance industrielle qui rapportent le plus de cash. Au bout, c'est l'intérêt vital du pays dans la fourniture d'électricité qui est en jeu.

L'ILLUSTRATION DE LA MARCHANDISATION D'UN TRAVAIL HUMAIN

Et les salariés ? Un « solde », un résidu des objectifs du capital, la négation de leur existence en tant que producteurs et citoyens. Hors de toutes ces décisions. La mainmise sur les brevets, qui jalonne l'histoire de GE, témoigne de cette grande « dépossession » des salariés. Dès le rachat d'Alstom, les brevets français ont été transférés en Suisse ou aux États-Unis, avec l'obligation pour les filiales de GE de payer des royalties et des redevances pour l'utilisation de ces brevets qu'elles ont elles-mêmes développés, parfois avec l'aide des collectivités locales *via* les pôles de compétitivité ! Au-delà même du scandale du pillage financier, c'est l'illustration de la mar-

chandisation d'un travail humain sur lequel les producteurs « dépossédés » n'ont plus aucun droit dans le capitalisme, et qui finit par se retourner contre eux en pillant la valeur de leur travail présent.

Comment ne pas penser à cette célèbre description de la « dépossession » par Marx ? « La *dépossession* de l'ouvrier au profit de son produit signifie non seulement que son travail devient un objet, une existence *extérieure*, mais que son travail existe *en dehors* de lui, indépendamment de lui, étranger à lui, et qu'il devient une puissance autonome face à lui. La vie qu'il a prêtée à l'objet s'oppose à lui, hostile et étrangère » (*Manuscrits de 1844*, traduction de M. Rubel). Ce retournement du travail contre ceux qui le réalisent est pensé, voulu et organisé par les logiques managériales à l'œuvre aujourd'hui. Danièle Linhardt, dans *La Comédie humaine du travail* (Érès, 2015), montre comment les restructurations incessantes de services et leur cortège de changement de métiers et de missions déposèdent les salariés de leurs savoirs, leurs expériences, leurs collectifs, les prive de tout ce qui les rassure et de la sérénité dans le travail. Ils perdent leurs repères et sont précarisés subjectivement. Cette « précarisation subjective », qui concerne aussi les emplois stables et fait perdre du sens au travail, est là pour que les salariés, qui ne maîtrisent plus rien, intègrent les méthodes standard, les critères, les procédures et s'appliquent à eux-mêmes les principes néotayloriens d'économie permanente de temps et de coût. Ainsi, c'est tout un ensemble de « compétences » managériales, relationnelles et communication-

« Retirer au plus vite l'industrie énergétique des griffes de GE, pour en assurer une maîtrise publique sous le contrôle des femmes et des hommes salariés et des citoyens. »

nelles qui accompagne la logique « sèche » du calcul de rentabilité. Le capital en a absolument besoin pour diviser, démembrer, atomiser le processus de production et les travailleurs eux-mêmes jusque dans leur conscience.

« Les restructurations incessantes de services et leur cortège de changement de métiers et de missions déposèdent les salariés de leurs savoirs, leurs expériences, leurs collectifs, les prive de tout ce qui les rassure et de la sérénité dans le travail. »

Alors, comment ne pas penser aussi à la perspective de l'émancipation communiste dans le travail et hors travail esquissée dans *Le Capital* ? « [...] la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité » (*Le Capital*, 1867, livre III, chap. 48). Aujourd'hui, si l'on s'en tient au seul « royaume de la nécessité », le contrôle rationnel par « les producteurs associés » de leur activité pour ne plus être dominés par la puissance du capital, organisée dans ses méthodes et « aveugle » dans ses effets collectifs, consiste à retirer au plus vite l'industrie énergétique des griffes de GE, pour en assurer une maîtrise publique sous le contrôle des femmes et des hommes salariés et des citoyens. ■

*Évelyne Ternant est membre du comité exécutif national et secrétaire régionale du PCF Bourgogne - Franche-Comté.

Communisme, écologie et industrie

Philosophiquement, la question d'une industrie écologique ou d'une écologie industrielle suppose de repenser complètement les rapports entre la technique et la vie et de mettre à mal une idée très courante, séparant pour les opposer nature et technique.

PAR FLORIAN GULLI*

Ce qui fait la spécificité des communistes sur la question écologique, c'est la place qu'ils accordent à l'industrie. Ils font le pari d'une écologie opposée au refus de l'industrie. Défendre l'industrie ne signifie absolument pas lui épargner tout reproche. Mais il faut distinguer une critique de l'industrie qui se fait au nom du retour à un mode de production antérieur, de type artisanal et une critique de l'industrie présente au nom d'une autre industrie. En bref, « une autre industrie est possible ».

DU MÉPRIS DE L'INDUSTRIE AU MÉPRIS DES TRAVAILLEURS

Mais d'où vient le refus de l'industrie, *que l'on distinguera de la nécessaire critique de ses conséquences, quand elles sont négatives* ? On peut partir d'une remarque du philosophe François Dagognet, l'un des rares

philosophes à avoir proposé une défense de l'industrie, ses collègues préférant souvent voir dans la modernité un enfer industriel. Que dit-il ? « Le procès [de l'industrie] s'est ouvert avant même le développement de cette société jugée sans esprit et il s'est poursuivi avec plus de hargne en sa présence. » *La critique de l'industrie précède l'industrie* ; elle commence,

dira Dagognet, avec Platon. On a là une sorte de paradoxe. Le réquisitoire contre la société industrielle du XIX^e siècle est écrit dans ses grandes lignes au IV^e siècle avant J.-C. Que signifie

ce paradoxe ? Qu'une partie de la critique contemporaine de l'industrie, de la production industrielle, comme de la consommation des produits industriels vise autre chose que l'industrie. Pour aller à la conclusion : une partie de la critique de ce qui tourne autour de la production industrielle est l'effet d'un mépris de classe, d'un mépris des classes populaires et de l'activité laborieuse. Sont visées, à travers la critique de l'industrie, les classes populaires en tant que producteurs et/ou en tant que consommateurs. C'est très clair dans l'Antiquité. La production, le travail sont dévalorisés. Ce sont des activités serviles, réservées aux esclaves. Elles s'opposent au loisir de l'homme libre et du citoyen. Les activités politiques et intellectuelles sont nobles ; le travail et la production sont ignobles. Dans la *République* de Platon, les philosophes sont rois, les guerriers leur sont subordonnés et tout en bas se trouvent les producteurs. Les philosophes, membres de la classe dominante, justifient théoriquement cette hiérarchie de classe. Ceux qui participaient à l'élaboration de la culture occupaient une position de classe qui les inclinaient vers le mépris des producteurs.

Et le préjugé persiste à l'époque moderne. Le philosophe Slavoj Žižek le décèle dans le cinéma contemporain, qui refole le lieu de la production : « Dans la perception idéologique contemporaine, le travail lui-même, plus encore que le sexe (le travail manuel surtout, opposé à l'activité "symbolique" de la production culturelle), semble être frappé d'obscénité, la production devant être dissimulée au regard du public. La tradition culturelle selon laquelle, de *L'Or du Rhin* de Wagner à *Métropolis* de Fritz Lang, le processus de production a lieu souterrainement, dans d'obs-

« La technique est originairement la forme humaine de l'organisation de la matière par la vie. »

Georges Canguilhem

cures cavernes, culmine aujourd'hui avec "l'invisibilité" de millions de travailleurs anonymes qui suent dans les usines du tiers monde. [...] Le seul moment dans les films hollywoodiens où le processus de production est montré dans toute son intensité est d'ailleurs lorsque le héros pénètre le domaine secret du "maître du crime" et parvient alors à localiser l'espace d'un travail intense : on raffine et emballe de la drogue, on construit un missile qui va détruire New-York... Quand, dans un James Bond, le "maître du crime", après avoir capturé le héros, lui fait faire un tour de son usine illégale, Hollywood se rapproche de très près de la fière représentation social-réaliste classique de la production dans l'usine. La fonction de l'intervention de Bond est alors, bien entendu, de faire exploser ce lieu de production, et de nous permettre ainsi de revenir aux faux-semblants de notre existence quotidienne dans un monde où la classe ouvrière a disparu. »

Il existe donc en Occident, depuis Platon, une puissante tradition philosophique méprisant l'activité de production, tradition qui s'est déchaînée avec l'industrialisation.

On peut faire l'hypothèse qu'une partie de l'écologie – *pas toute l'écologie, il faut insister* – puise dans cette vieille « tradition culturelle » de mépris de ceux qui manipulent les symboles et les abstractions, à l'égard de ceux qui travaillent la matière. La critique de l'industrie risque toujours d'être hantée par le mépris de classe.

Ainsi la critique du productivisme a pu servir à discréditer les travailleurs en lutte. Alain Obadia écrit, à propos des années 1980 : « C'est parce qu'ils seraient incapables d'abandonner le schéma productiviste que la CGT et le PCF s'opposeraient à la casse industrielle ! » Et l'ouvrier défendant son emploi se voyait repeint en individu corporatiste indifférent à la nature. Combien de temps a-t-il fallu attendre pour juger digne d'attention la question de sa reconversion ?

SORTIR DE L'INDUSTRIE OU TRANSFORMER L'INDUSTRIE ?

Souvent opposées, industrie et écologie peuvent être solidaires. À condition de ne pas prendre la civilisation industrielle comme un bloc monolithique. On peut avancer qu'il existe plusieurs types d'industrie, plusieurs stades du développement industriel. Nous en serions encore à un stade immature, la maturité se laissant apercevoir çà et là.

Philosophiquement, la question d'une industrie écologique ou d'une écologie industrielle suppose de repenser complètement les rapports entre la technique et la vie et de mettre à mal une idée très courante, séparant pour les opposer nature et technique. Tant qu'on oppose ces deux termes, alors le développement de l'un se fait forcément au détriment de l'autre. Mais on a des raisons solides de ne pas cautionner cette opposition, opposition sous-jacente à de nombreux discours décroissants ou antiproducti-

« Une perspective communiste insiste prioritairement sur les transformations du mode de production, celui-ci déterminant en dernière instance la structure sociale. »

vistes. Le philosophe Georges Canguilhem développe cet argument dans un article de 1973 intitulé « La technique ou la vie » et dont je voudrais citer quelques passages. Qu'est-ce que la technique ? Elle n'est pas originairement l'effet de la science. Elle est d'abord « un fait de la vie ». « La vie est parvenue à produire un animal dont l'action sur le milieu s'exerce par la main, l'outil ou le langage. » « La technique est originairement la forme humaine de l'organisation de la matière par la vie. » D'un point de matérialiste, cette conception de la technique est la seule tenable. La technique posée à côté de la nature ? D'où pourrait-elle venir ?

Poser que la technique est le prolongement de la vie permet de poser la question qui nous occupe autrement. Le problème n'est pas que la technique et l'industrie s'opposent à la vie et à la nature. Le problème n'est pas de retrouver un monde plus proche de la nature, plus humain, puisque la technique est un fait de nature. Le problème n'est pas moins d'industrie pour plus de vie, puisque l'industrie est un développement vital. Le problème n'est pas l'industrie elle-même, mais le fait qu'elle produise des déséquilibres. Un développement vital, la technique, met en péril d'autres développements vitaux. Les problèmes écologiques contemporains peuvent être lus ainsi : la technique contemporaine ►►

►► dérègle des cycles biologiques, l'objectif est de régler ce pouvoir de dérégulation. L'objectif n'est pas de chercher à y échapper au nom de la nature. Il s'agit donc de transformer le mode de production industriel et non de sortir de l'industrie. Mais comment ?

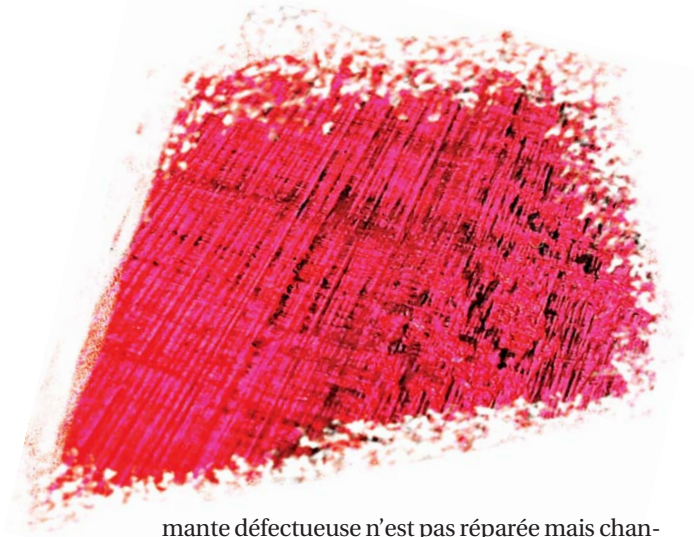
UNE ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE

D'abord, l'économie circulaire ou production cyclisée. Dans leur livre *L'Être humain et la nature, quelle écologie ?* (note de la fondation Gabriel-Péri, 2013) Roland Charlionet et Luc Foulquier écrivent : « Lutte pour le communisme et lutte pour l'économie circulaire, même combat ». L'économie circulaire désigne la tentative pour créer des « écosystèmes industriels », par analogie avec les écosystèmes biologiques (voir *Vers une écologie industrielle*, Suren Erkmann). Les végétaux nourrissent les animaux herbivores, lesquels sont mangés par des carnivores, les déchets et cadavres de ces derniers nourrissant à leur tour

« Souvent opposées, industrie et écologie peuvent être solidaires. À condition de ne pas prendre la civilisation industrielle comme un bloc monolithique. »

d'autres êtres vivants. Dans la nature, il n'y a pas de déchets, seulement des ressources, le tout formant un cycle. Il faut envisager une industrie de ce type : où les déchets des uns sont des ressources pour les autres. Les unités de production doivent être pensées dans leur interaction avec d'autres. Elles doivent être pensées comme parties d'un système. Ce qui a un autre intérêt : organiser des circuits courts et diminuer les kilomètres de transport.

L'écoconception des produits. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'abord de concevoir des produits pour durer. À rebours de la logique d'obsolescence programmée, symbole du mode de production industrielle d'aujourd'hui. Il s'agit aussi de les concevoir en pensant leur réparation. C'est la conception modulaire qui vise à promouvoir des produits dont on pourrait changer seulement les pièces défectueuses au lieu de changer tout l'appareil (aujourd'hui, une im-



mante défectueuse n'est pas réparée mais changée). Conception modulaire qui devrait être couplée avec un service public municipal, par exemple, de réparation et d'entretien. À cela s'ajoute le recyclage.

L'économie des usages. Celle-ci vise à fournir le service plutôt que le bien. Le constructeur peut vendre le service automobile plutôt que la voiture, le service d'impression plutôt que l'imprimante. Ce qui peut se faire sous forme de location temporaire pour chaque usage ou par contrat longue durée avec un service de maintenance.

En conclusion, les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés demandent de transformer le mode de production industriel. Les dégâts environnementaux sont l'effet non pas d'une civilisation industrielle considérée mais d'un stade précis du développement industriel, que l'on peut dire immature, et qui peut être dépassé, puisque tous les points évoqués précédemment sont d'ores et déjà mis en œuvre. Il faut donc bannir les discours généralistes sur la technique et l'industrie, du type « pour ou contre ». Et se demander quelle industrie nous voulons.

Une perspective communiste insiste prioritairement sur les transformations du mode de production, celui-ci déterminant en dernière instance la structure sociale. Ce que nous avons vu à l'instant. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas s'intéresser aux modes de consommation. Néanmoins, on ne peut jamais en parler sans parler en même temps de production parce que les deux termes sont en interaction réciproque. ■

***Florian Gulli** est philosophe. Il est professeur agrégé au lycée Pasteur à Besançon.

Le communisme contre le mauvais temps

L'appréhension du communisme comme nouvelle « jeunesse du monde » est ce qui fait inévitablement sa force face aux constructions politiques orientées vers la meilleure gestion possible de l'état de fait.

PAR **PIERRE SALVADORI***

Pourquoi le communisme, lorsqu'on est jeune, nous demande-t-on souvent. Nous serions emportés par le « fétiche » de la révolution, raille la droite, tandis qu'une partie de la gauche a relégué cet objectif au simple statut d'idéal pour n'y plus voir qu'un terminus abstrait pour la locomotive de l'histoire. Dom-mage, dit-on, avec Walter Benjamin pour qui, si « Marx a sécularisé la représentation de l'âge messianique dans la représentation de la société sans classes [...], le malheur a commencé quand la social-démocratie a fait de cette représentation un "idéal" » qui permet précisément d'« attendre avec plus ou moins de placidité l'arrivée d'une situation révolutionnaire ».

« Cet imaginaire temporel est probablement l'attrait premier du communisme, dès lors que la brisure temporelle soudaine introduite par la révolution fraye une aurore dans la nuit d'une lutte des classes pour l'instant gagnée par les riches. »

Difficile pourtant, aujourd'hui, de cerner ce que seraient les contours de cet « âge messianique », cette fin historique qui, appelée *eschaton* en grec, constitue l'objet d'étude de l'eschatologie et dont les sociétés passées ont souvent fait de l'attente un élément moteur de leurs projections sociales. Ainsi les religions monothéistes ont-

elles attendu le Messie, et le mouvement communiste – sous d'autres modalités –, la révolution, deux échéances salvatrices qui contrastent avec les formes angoissantes de l'*eschaton* contemporain, entre *fin du monde*, *fin du mois* et *fin de l'histoire*.

NOS LENDEMAINS CHAGRINS

Faute de large victoire récente susceptible de relancer l'idée *qu'il y a bien une alternative*, quel contraste évident y a-t-il donc avec le temps de nos aînés qui trouvèrent leurs premiers engagements politiques dans les mouvements nourris, parfois avec retardement, par mai 1968 ? Leurs luttes, communistes ou non, déployaient des utopies joyeuses et des grands récits mobilisateurs, dont les racines communes se nouaient dans la certitude providentielle d'un basculement à venir, tant était forte la conscience qu'il s'en était fallu de peu de franchir la frontière qui séparait la gueule de bois politique des lendemains qui chantent. Où sont à présent passées ne seraient-ce que ces *narrations* entraînantes ? De celles qui mobilisaient la jeunesse d'antan, de celles qu'effrayaient bien à propos les classes dominantes, de celles qui maintenaient jeunesse et travailleurs à l'offensive, radieuses et coriaces, et la bourgeoisie en garde, fébrile et chancelante... ? Et tant pis, pour une fois, si l'on idéalise.

Seule l'utopie du projet européen – qui, comme « projet », n'a précisément pas de terminus – a encore droit de cité aujourd'hui dans le mirage de l'agora médiatique, et celle-ci vient ombrager de son romantisme tranquille des utopies moins abstraites et plus criardes. Clercs faillis mais autorisés, vendeurs de cames idéologiques hybri- ►►

► deés, creux gestionnaires d'une fausse pénurie concourent ainsi à la fabrique du consensus autour d'un politique évidé, maintenu dans les rebuts et les limbes d'une Europe politique soigneusement évitée car vendue au rabais. Le retour à l'équilibre budgétaire, seule perspective politique, seul seuil historique vers lequel oriente son *credo*, ne propose aucune offre de salut, ne projette qu'un temps homogène et vide, appelé à se répéter sans cesse, et *l'histoire* n'est plus possible.

À QUELLE FIN SE VOUER ?

Depuis ses fondations, le communisme trouva, lui, son énergie politique dans sa capacité à projeter une échéance, à déplier un temps fléché vers des lendemains qui chantent et une nouvelle genèse pour une humanité sans classes. La lutte aurait ainsi un *débouché temporel* en ce qu'elle accoucherait d'un temps nouveau, si lointain qu'il soit. Cet imaginaire temporel est probablement l'attrait premier du communisme, qui fait venir à lui une jeunesse et un monde populaire moins pressés d'en découdre que de trouver dans cette confiance dans les temps à venir une « sécurisation de l'imaginaire », dès lors que la brisure temporelle soudaine introduite par la révolution fraye une aurore dans la nuit d'une lutte des classes pour l'instant gagnée par les riches. Cette appréhension du communisme comme nouvelle « jeunesse du monde » est ce qui fait inévitablement sa force face aux constructions politiques orientées vers la meilleure gestion possible de l'état de fait.

« Le communisme promeut la “révolution de la réforme” et s'oppose en cela à la “réforme de la révolution” prônée par les partis réformistes. »

Car nulle société ne peut s'édifier durablement pour tous sans ne serait-ce que la « fiction maîtresse » d'un seuil historique à venir, qui lui confirme qu'elle ne vient pas clôturer l'histoire mais qu'elle la fait advenir. Dès lors, si le communisme est sûr de son désir politique, c'est moins par certitude qu'il est appelé à se subs-

« L'attrait du mouvement communiste est bien sa capacité à déployer un imaginaire de la libération qui combine dialectiquement deux temporalités appelées à s'imbriquer avant de se succéder. »

tituer à un capitalisme voué providentiellement à s'effondrer sous le poids de ses contradictions que parce qu'il sécurise l'imaginaire au lieu de le charger chaque jour un peu plus d'angoisses matérielles et affectives. Pour le communisme, la *fin* n'est pas le *glas*, et nous ne sommes pas condamnés à jouer le mieux possible du violon sur le pont d'un bateau qui coule, repliés dans l'esthétique de la décadence qui sied si bien aux cyniques, en attendant que l'histoire revienne pour enfin accoucher d'un temps nouveau dans la douleur d'une révolution sanglante, comme le voudraient les partisans d'un grand soir soudain et providentiel.

RÉVOLUTION DE LA RÉFORME

L'attrait du mouvement communiste est bien sa capacité à déployer un imaginaire de la libération qui combine dialectiquement deux temporalités appelées à s'imbriquer avant de se succéder. D'un côté, il travaille à accélérer une *fin* qui ne serait plus angoissante dès lors qu'elle ne serait plus la clôture de l'histoire mais l'ouverture d'un nouveau monde social. De l'autre, tant que cette fin joyeuse n'est cependant pas vraiment là, le temps est celui des compromis pour obtenir, comme disait Jean Jaurès, des « réformes révolutionnaires » qui sont des « réformes réfléchies [qui] doivent hâter et adoucir l'évolution » : c'est dans ce cadre qu'avec l'appui des autres forces de gauche le mouvement communiste freine les contre-réformes et empêche autant la bascule possible dans la contre-révolution que la stabilisation dans la social-démocratie. Le communisme promeut donc la « révolution de la réforme » et s'oppose en cela à la « réforme de la révolution » prônée par les partis réformistes. ■

*Pierre Salvadori est doctorant en histoire moderne à Sorbonne Université.

Communiste et féministe... aussi longtemps qu'il le faudra

Si on me demandait de définir mon engagement politique en un mot, je répondrais sans hésiter : le terrain. Depuis mon plus lointain souvenir, je me vois en train de parler, de collecter, de tracter.

PAR **NATHALIE TESSIER***

J'avais 13 ans quand je faisais une collecte financière pour le Chili. C'était en 1974, c'était à la fête de *La Marseillaise* au parc Chanot et j'interpellais toutes les personnes en disant qu'il fallait soutenir le peuple chilien. Militantes des jeunes communistes au collège puis au lycée, nous organisons des réunions avec les lycéennes et les lycéens à l'intérieur de l'établissement, discussions et écrivions des tracts. À l'UEC, à la fac et puis très vite institutrice à 22 ans, j'ai découvert les luttes syndicales toujours sur le terrain mais avec des avancées plus immédiates, des vrais rapports de force créés avec les collègues, ceux qui te font gagner. Militante et déléguée du personnel élue dans un milieu majoritairement féminin, j'ai vécu les avancées pour les femmes militantes et compris très vite que les combats féministes étaient essentiels pour l'égalité femme/homme.

J'étais toujours membre du parti et je participais aux réunions de cellule instits du centre-ville et aussi là où j'habitais. J'ai aussi beaucoup appris et beaucoup milité au sein de la FCPE du lycée où allait mon fils.

J'ai une fois de plus eu la chance de rencontrer des femmes et des hommes extraordinaires qui défendaient l'idée de l'école républicaine pour

toutes et tous, qui se battaient pour défendre les élèves quand il le fallait, le corps enseignant et les agents aussi. Avec comme credo : tous les enfants peuvent y arriver. Donnons-leur les

moyens ! On a défendu les ouvertures de classes, les recrutements supplémentaires, les effectifs allégés, une école démocratique...

Et puis je suis revenue militer totalement au parti. Dans ma section du 8^e arrondissement dont je suis devenue la secrétaire, nous avons axé notre militantisme sur le terrain, le collectif et les actions concrètes. Nous avons très vite programmé avec succès des débats publics dans notre quartier. Le premier était « Précarité et femmes », il y en a eu d'autres et il y en a encore. Informer, former, réfléchir et agir. Nous avons fait des collectes pour les réfugiés de la Roya, pour le Secours populaire, au plus près des problèmes rencontrés par les femmes et les hommes. Faire connaître les idées et le programme du PCF au service

des luttes sociales en France et dans le monde, pour combattre les méfaits terribles du capitalisme qui détruit l'humanité et la planète.

L'AVENTURE DU PRINTEMPS MARSEILLAIS

Alors quand nous avons décidé ensemble au niveau du parti de nous lancer dans l'aventure collective du Printemps marseillais, j'ai dit oui. Les militants et militantes du PCF ont tout donné, ►►

« L'union sans précédent des partis progressistes et des citoyennes et citoyens a soulevé un espoir immense dans notre ville meurtrie par le drame de la rue d'Aubagne et une gestion calamiteuse de vingt-cinq ans. »

► nuit et jour, sans compter. Leur énergie, leur force et même plus ! Sans le Printemps marseillais, nous n'aurions pas eu beaucoup d'élus, mais sans les communistes il n'y aurait pas eu de victoire du Printemps marseillais ! L'union

« Faire connaître les idées et le programme du PCF au service des luttes sociales en France et dans le monde, pour combattre les méfaits terribles du capitalisme qui détruit l'humanité et la planète. »

sans précédent des partis politiques progressistes, des citoyennes et des citoyens, a soulevé un espoir immense dans notre ville meurtrie par le drame de la rue d'Aubagne et une gestion calamiteuse de vingt-cinq ans.

Nous sommes maintenant à la tête de la deuxième ville de France avec une envie de démocratie, de justice sociale, d'écologie... nous ne décevrons pas les Marseillaises et les Marseillais.

Conseillère municipale chargée de la délégation des droits des femmes et de la lutte contre les

violences faites aux femmes, rattachée directement à Michèle Rubirola, la maire de Marseille, je vais tout mettre en œuvre pour que Marseille soit à la pointe des luttes contre les violences faites aux femmes. Je vais proposer la création d'un observatoire des violences faites aux femmes, demander le développement de places dédiées aux femmes victimes de violences conjugales, un lieu d'accueil global, réfléchir aussi avec les autres adjointes et adjoints pour faire de cette lutte une priorité de la ville de Marseille. Je vais rencontrer les acteurs et actrices des associations et des services de la ville, de la préfecture, les femmes elles-mêmes pour construire ensemble des projets, un plan de formation à destination de la ville, un urbanisme qui prend en compte le critère de genre, la culture de l'égalité de la crèche à l'université... la liste est longue et une grande partie est dans le programme du Printemps marseillais construit avec les citoyennes et les citoyens. Nous allons faire ensemble, nous allons aller sur le terrain écouter et avancer.

Une ville féministe est une ville où personne ne reste à la rue.

Ensemble, on est invincible. Je suis prête pour cette aventure. Avec vous toutes et tous. ■

*Nathalie Tessier est conseillère municipale à Marseille.

Toujours communiste en 2020, paroles d'un militant

Jean-Louis Cailloux témoigne de son expérience de militant à l'entreprise dans la filière de l'aéronautique, une activité militante motivante mais difficile.

PAR JEAN-LOUIS CAILLOUX*

J'ai toujours milité sur deux pieds, dans mon entreprise en tant que salarié de la SNECMA et dans ma ville, Suresnes. Depuis les années 2000, j'anime avec d'autres militants le collectif des communistes travaillant dans l'aéronautique et le transport aérien. J'ai toujours eu le souci de faire vivre le Parti communiste dans les entreprises et tout particulièrement dans cette filière

industrielle où j'ai travaillé pendant trente-six ans. Cette activité du parti dans l'entreprise est motivante mais difficile. Il ne va pas de soi pour les salariés qu'il y ait des expressions et des actions politiques sur le lieu de travail. Toutefois, si l'activité militante est régulière, le parti est intégré dans le paysage et les salariés qui contestent sa présence sont rares.

L'ENTREPRISE, UN LIEU DE CITOYENNETÉ

L'entreprise est un lieu, au moins potentiel, de citoyenneté. On se bat par exemple pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Pour l'écologie avant l'heure, au sein des comités d'hygiène et de sécurité. Sur le lieu de travail, on parle de l'école, de la santé, de la politique internationale. J'ai dit que l'entreprise est un lieu « potentiel » de citoyenneté : il serait trop long d'expliquer ici les raisons des réticences des salariés dans ce domaine mais il faut reconnaître que c'est en premier lieu l'absence de cellule, ou sa faible activité, qui ne rend pas cette présence naturelle. En effet, j'ai constaté un fort recul de la présence communiste dans l'entreprise depuis Robert Hue, lorsque l'activité dans le cadre de la « cellule » a été battue en brèche. La situation a été aggravée par le soutien apporté à la politique de privatisation des entreprises menée à cette période. L'accentuation de la répression patronale a porté un coup sévère au rôle du parti dans l'entreprise, en semant le désarroi et un sentiment d'inutilité de la politique conduisant à un repli sur l'activité syndicale.

En tant que salarié de la SNECMA, j'ai vécu douloureusement, malgré la position claire des communistes de notre cellule d'entreprise, les tracts de Lutte ouvrière dénonçant notre parti et notre ministre des Transports qui acceptait notre mise en Bourse.

« Moins nous sommes présents dans l'entreprise en tant que communistes, moins la nécessité de notre présence s'y fait sentir et il est patent pour la majorité des citoyens que la démocratie s'arrête aux portes des entreprises. »

Moins nous sommes présents dans l'entreprise en tant que communistes, moins la nécessité de notre présence s'y fait sentir et il est patent pour la majorité des citoyens que la démocratie s'arrête aux portes des entreprises. D'autres forces politiques développent l'idée que la citoyenneté devrait s'exercer en dehors de l'entreprise, sur le temps libre, la politique étant réduite à un spec-

tacle. Mon vécu confirme le contraire : c'est essentiellement dans l'entreprise que se construit ou se détruit l'emploi, c'est dans l'entreprise que les possesseurs du capital font du profit sur le travail des salariés, c'est dans l'entreprise que se décident les délocalisations, la désindustrialisation du

« L'entreprise détermine l'essentiel de l'activité économique et c'est là que se façonne, ou pas, la conscience de classe des salariés, soit plus de vingt millions de personnes. »

pays, la qualité de vie des familles. C'est aussi l'entreprise qui, en changeant de site, impose des trajets toujours plus longs aux salariés, créant de la pollution, des coûts et des fatigues supplémentaires. Même la question du logement concerne en partie les entreprises avec le 1 % patronal (qui n'a d'ailleurs jamais dépassé 0,45 %). En fait, l'entreprise détermine l'essentiel de l'activité économique et c'est là que se façonne, ou pas, la conscience de classe des salariés, soit plus de vingt millions de personnes.

Désormais retraité, je n'ai pas oublié la nécessité du travail militant en direction des entreprises. Le changement ne se fera pas au rabais, dans le flou des contenus. Il ne sera pas octroyé par on ne sait quel sauveur ou cartel de sauveurs. Il doit venir d'en bas, des travailleurs. C'est ce qui doit motiver les communistes à proposer des actions audacieuses et innovantes, à la hauteur de ce qu'ils ont su faire dans leur histoire. Bref, que la citoyenneté cesse d'être un vain mot.

Toute ma vie, j'ai été fidèle à Brecht dont nous avons repris une maxime en surtitre du journal *L'Éveil* publié par la section de Suresnes. « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. » ■

Jean-Louis Cailloux est militant communiste à Suresnes.

Avec Marx, un communisme de parti

Si l'idée d'un lien étroit entre pratique communiste et forme-parti a joué un rôle majeur au cours du XX^e siècle, elle est aujourd'hui mise à mal. Pour autant, il n'est pas certain qu'il faille renoncer à la seconde au profit exclusif de la première. En la matière, la façon dont Marx envisageait le nouage complexe entre les deux concepts a peut-être encore des choses à nous apprendre.

PAR JEAN QUÉTIER*

Les réflexions contemporaines sur le communisme congédient très souvent ce qui a sans doute constitué le vecteur privilégié des tentatives visant, depuis le milieu du XIX^e siècle, à lui donner une forme concrète : le parti. L'objectif de ce texte n'est pas de discuter dans le détail les arguments mobilisés par des philosophes aussi différents que Lucien Sève ou encore Alain Badiou, pour ne citer que deux auteurs emblématiques, dont les réflexions sur la question communiste constituent des contributions majeures au débat actuel sur le sujet. Leurs objections mériteraient d'être examinées pour elles-mêmes dans un article à part, dont le format dépasserait largement celui des quelques paragraphes qui suivent. Nous souhaiterions bien plutôt revenir ici sur la singulière alliance que Marx s'est, avec d'autres, efforcé de tisser il y a un siècle et demi entre ces deux concepts. Si les intuitions qu'il a été amené à développer entre le milieu des années 1840 et le début des années 1880, à la faveur de sa propre intervention militante, ne sont bien évidemment pas exportables telles quelles dans le contexte des années 2020, l'hypothèse que nous voudrions défendre est qu'elles ont encore bien des choses à nous

apprendre et qu'elles pourraient bien venir ébranler certaines de nos idées reçues concernant le communisme de parti.

UNE NOUVELLE FAÇON D'ENVISAGER LE COMMUNISME

Lorsque l'on s'interroge sur le contenu de la conception que Marx se faisait du communisme, il est possible d'appréhender le problème par différents angles, qui ne sont nullement exclusifs les uns des autres. On peut par exemple prendre appui sur un certain nombre de déclarations dispersées dans l'ensemble de son œuvre, qui permettent de se faire une idée de la façon dont une société libérée de la domination du capital pourrait être organisée. Cette matière est souvent riche et peut nous éclairer sur des questions aussi décisives que celles du travail ou de l'individu. Pour autant, elle demeure d'une certaine façon intrinsèquement limitée par le caractère radicalement anti-utopiste de la pensée de Marx. On y trouvera certes de grandes orientations mais nulle description détaillée de la société de l'avenir, et ce pour des raisons qui tiennent à la nature même de ce qu'est selon lui le communisme. Ce dernier, en effet, ne saurait être conçu comme un idéal régulateur, mais bien plutôt, selon la formule consacrée contenue dans le premier chapitre de *L'Idéologie allemande*, comme le « mouvement *effectif* qui abolit l'état actuel ». Cette thèse fondamentale ne renvoie pas seulement aux potentialités objectives offertes par les contradictions internes du mode de production capitaliste, elle a également trait à la mobilisation même de cette classe des travailleurs qui constitue l'acteur d'un processus

« La réflexion sur le parti de classe n'est jamais séparée chez lui d'une mise en garde contre les logiques sectaires qui menacent toujours de surgir en son sein. »

de transformation sociale, qui s'engage dès aujourd'hui par l'intermédiaire d'une pratique collective.

LE PARTI, LIEU DE PRODUCTION THÉORIQUE

On comprend dès lors que la théorie du communisme, telle que Marx pouvait la concevoir, ait revêtu une dimension nettement stratégique, conduisant à faire de la question de l'organisation politique du prolétariat d'aujourd'hui un enjeu au moins aussi central que celui de la structuration de la future société sans classes. Le concept de parti apparaît ainsi comme une tentative de réponse, déjà esquissée par nombre de militants à l'époque de Marx, au problème de la mise en œuvre de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même. Contrairement à certains de ses devanciers en quête de « recettes » prêtes à l'emploi pour les « gargotes de l'avenir », pour reprendre une expression rendue célèbre par la postface à la deuxième édition allemande du livre I du *Capital*, Marx considérait que la théorie communiste elle-même était appelée à s'inventer à l'intérieur des organisations que le prolétariat se serait données. Poussée jusqu'à ses ultimes conséquences, cette conception ne peut manquer de bouleverser le schéma classique de la « fusion du socialisme et du mouvement ouvrier » développé par Karl Kautsky à la fin du XIX^e siècle, et dont l'influence au sein du marxisme s'avérera par la suite déterminante. L'idée selon laquelle la théorie communiste devrait être produite par des intellectuels bourgeois et introduite de l'extérieur auprès des ouvriers s'avère difficilement compatible avec un des aspects centraux de la conception de Marx, qui fait du parti lui-même un lieu de *production* théorique collective et non un simple lieu de *diffusion*.

UNE INVENTION DÉMOCRATIQUE

C'est avec cet objectif en tête que Marx a été amené à réfléchir sur les formes d'organisation les plus susceptibles de favoriser l'élaboration autonome d'un discours revendicatif communiste par les ouvriers eux-mêmes. Le parti, structure fondée sur le principe de la souveraineté des adhérents et convoquant à intervalles réguliers des congrès destinés à déterminer les grandes orientations politiques de l'organisation, avait ainsi vocation à résoudre les impasses sur lesquelles ne pouvaient manquer de déboucher les anciennes modalités d'action révolutionnaire incarnées par les sociétés secrètes. Même s'il s'agit là d'un élément qui peut aujourd'hui surprendre – dans la mesure où la

plupart des critiques contemporaines adressées au parti le sont au nom des logiques de dépossession qu'il conduirait plus ou moins nécessairement à promouvoir, reprenant ainsi une argumentation

« Le concept de parti apparaît ainsi comme une tentative de réponse, déjà esquissée par nombre de militants à l'époque de Marx, au problème de la mise en œuvre de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même. »

développée il y a plus d'un siècle par Robert Michels à propos de la « loi d'airain de l'oligarchie » –, il est tout à fait notable que la valorisation du parti sous la plume de Marx ait d'abord eu pour fonction de rendre possible une pratique communiste portée en conscience par le plus grand nombre.

À REBOURS DES LOGIQUES SECTAIRES

De façon tout à fait significative, la réflexion sur le parti de classe n'est jamais séparée chez lui d'une mise en garde contre les logiques sectaires qui menacent toujours de surgir en son sein et de remettre en cause le caractère démocratique de l'organisation. Si la secte est pensée comme la variante pathologique du parti de classe, c'est parce qu'elle reconduit, sous toutes ses formes, des logiques de tutelle radicalement incompatibles avec une pratique communiste. Le combat mené par Marx contre les chefs de secte en tout genre, qu'ils soient partisans d'un socialisme d'État comme Ferdinand Lassalle ou au contraire anarchistes comme Mikhaïl Bakounine, se faisait ainsi au nom d'une conception du parti rejetant aussi bien le culte de la personnalité que l'idée selon laquelle un système théorique clos – un « *schibboleth* particulier », dira-t-il dans sa lettre à Johann Baptist von Schweitzer du 13 octobre 1868 – élaboré en amont par un théoricien prétendument génial devrait guider en toute circonstance le mouvement ouvrier. Si les temps ont changé, il est permis de considérer que cette manière d'envisager le nouage entre communisme et parti n'a pas entièrement perdu de son actualité et gagnerait au contraire à être redécouverte. ■

Jean Quétier est philosophe. Il est agrégé et docteur de l'université de Strasbourg.

Fondamentaux ?

« Je dis toujours la même chose parce que c'est toujours la même chose »
(Jules Guesde).

PAR JEAN-MICHEL GALANO*

L'aspiration à un « retour aux fondamentaux » est souvent formulée par des communistes, parfois au-delà même des rangs du PCF. Elle exprime à la fois une insatisfaction réelle non exempte de nostalgie et une aspiration à la rigueur. Pour y répondre, il faut démêler ce qu'elle contient de légitime et la forme en grande partie mystifiée dans laquelle elle s'exprime. Malaise identitaire ? Pas seulement.

UNE NOTION AMBIGUË

Il est arrivé que certains se réclament carrément d'un « fondamentalisme communiste » (Pierre Juquin en 1984). Expression forte, pour ne pas dire forcée, qui dit l'essentiel. Et qui, comme on l'a vu, ne prémunit contre aucune dérive dans la réalité. Tout fondamentalisme, et comment ne pas penser au fondamentalisme religieux, veut dire : il y a une doctrine achevée, inscrite dans un livre canonique, dans lequel l'esprit ne peut être détaché de la lettre. L'histoire est ainsi ramenée au temporel, à l'écume des choses, voire à la mode : pas question de se compromettre avec l'inessentiel ! S'agit-il là d'un extrême caricatural ? Mais la caricature est bien réelle ! Comment ne pas voir que, dans des pays beau-

coup plus imprégnés que le nôtre de valeurs religieuses, le marxisme est spontanément compris, autant par ses adversaires que par ceux qui s'en réclament, comme une autre religion, avec ses dogmes et sa liturgie ? Le « Ni Marx ni Jésus » affiché par de nombreux étudiants états-uniens dans les années 1960-1970 et que certains ont tenté d'acclimater en France exprime cette mystification.

Mystification : un bâtiment possède des fondations sur lesquelles il *repose* : modèle statique. Une technique possède des fondamentaux, et ne peut se modifier qu'à la marge. Des fondamentaux, c'est une infrastructure inaltérable. Evgueni Preobrajenski écrit en 1918 un *ABC du communisme* ; Staline intègre à son *Histoire du PC(b) de l'URSS* un chapitre simpliste mais maniable sur « les bases du léninisme ». Dans tous les cas, il s'agit de l'enseignement d'un dogme, sans appel à l'appropriation critique. Le religieux n'a fait que changer d'objet. Il n'a pas changé de nature.

Comment s'étonner dès lors que la chute de l'URSS, la crise du marxisme et les mutations sans précédent de la simple vie à la fin du XX^e siècle aient entraîné la tentation chez certains de tout envoyer promener au nom de « l'ouverture », tandis que d'autres se refermaient sur l'idéalisation nostalgique d'un passé révolu ? Ouverture, fermeture : la voilà, la contradiction à dépasser ; le voilà, le piège.

Et il faut rendre hommage à tous ces militants et acteurs de terrain qui, dans la pratique et dans la vie, ne cessent, au quotidien et non sans peine, de dépasser cette opposition calamiteuse du sectarisme ruineux et de la pseudo-ouverture démagogique et opportuniste. « Le communiste qui va au charbon, il lui faut des certitudes, il faut qu'il ait quelque chose à dire à ses camarades

« Ce qui manque souvent à la gauche et au mouvement social, c'est de replacer la partie dans le tout, et de saisir comment la misère réelle n'est que le corollaire d'une forme de développement de nos sociétés, avec sa division en classes antagoniques. »

de travail, à leur répondre, et ça ne le dispense pas de les écouter, bien au contraire », disait volontiers Henri Alleg à propos du contenu de *L'Humanité*. Ouverture, oui, fermé, oui : mais fermé sur quoi ?

« LES POISSONS ROUGES NE SONT PAS SOLUBLES DANS L'EAU »

Les communistes ne sont pas, contrairement à ce que disait Staline, « une race à part ». Ni dans la société, ni dans la gauche à laquelle ils appartiennent de plein droit. « Nous sommes dans la citoyenneté comme des poissons dans l'eau, mais les poissons rouges ne sont pas solubles dans l'eau », me disait avec humour un militant. Les communistes partagent avec d'autres, tant d'autres, et au-delà même parfois de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, un grand nombre de valeurs : féminisme, antiracisme, accueil de l'autre, souci de l'environnement, rejet des discriminations, attention portée aux plus fragiles, refus de la marchandisation du corps humain... la liste serait indéfinie.

Cet ensemble de valeurs partagées ne contient cependant pas ce que les logiciens appelleraient la « différence spécifique » des communistes. Des féministes, des antiracistes, des militants syndicaux efficaces et résolus, il y en a, et c'est heureux, bien au-delà de nos rangs et souvent, historiquement, avec un temps d'avance sur nous. Pourtant, c'est souvent elles et eux qui soulignent que les communistes ont « quelque chose » à leur apporter. Quoi ?

Là encore, il n'est pas besoin de chercher très loin : l'apport communiste à la gauche et au mouvement social, c'est en premier lieu l'articulation qu'ils s'efforcent de réaliser entre les valeurs, largement partagées, et leur réalisation dans la vie. Une partie de celles et ceux qui adhèrent aux valeurs de liberté et de justice sociale s'en tiennent au *wishful thinking*, à l'espérance, à ce que Hegel appelait sarcastiquement « la belle âme ». Mais chez ceux-là mêmes qui cherchent à descendre du ciel des valeurs au creux de la réalité humaine, que de fausses routes ! Que de mots creux ! Que de gestes platelement symboliques !

Pourquoi ces insuffisances et ces échecs ? Parce que ce qui manque souvent à la gauche et au mouvement social, c'est de replacer la partie dans le tout, et de saisir comment la misère réelle n'est que le corollaire d'une forme de développement de nos sociétés, avec sa division en

classes antagoniques. Et c'est là que l'apport communiste peut se révéler décisif. Montrer la réalité incontournable mais impalpable des rapports sociaux derrière les figures bien tangibles du patron, du contremaître ou de la marchandise, montrer une nécessité réelle à l'œuvre sous une

« Chaque injustice, chaque discrimination, si durement qu'elle soit vécue dans le singulier d'une histoire personnelle, est un parmi les millions de points d'impact d'une situation globale : à la fois persistance de l'ancien monde, régression toujours possible des rapports humains à la barbarie originelle, et effets inédits de la crise du capitalisme. »

contingence apparente, c'est la tâche. Et elle n'est pas évidente. À qui rêve de justice sociale, répondre « services publics » a quelque chose de prosaïque, voire de mesquin. Et pourtant...

LE RÉEL ET LA LETTRE

Ce que les communistes ont retenu de Marx et avant lui de Hegel, c'est que l'universel n'existe que dans le singulier. Chaque injustice, chaque discrimination, si durement qu'elle soit vécue dans le singulier d'une histoire personnelle, est un parmi les millions de points d'impact d'une situation globale : à la fois persistance de l'ancien monde, régression toujours possible des rapports humains à la barbarie originelle, et effets inédits de la crise du capitalisme. « La crise », ce n'est pas un discours, c'est une réalité. Et s'il est vrai que le mot peut être employé mécaniquement, la chose ou plutôt le rapport qu'il désigne n'en est pas moins réel, connaissable et par là même susceptible d'être transformé.

Prenons un exemple, qui est peut-être l'exemple majeur : le mouvement du capital. Marx explique dans le chapitre sur les échanges que si l'on appelle M la marchandise et A l'argent, on peut représenter l'histoire des échanges, dans sa logique réelle, de la façon suivante : après une longue période de troc (M-M), l'introduction progressive de l'argent (M-A-M) caractéristique ►►

► des sociétés non capitalistes et des économies qu'on peut appeler « circulaires ». Le capitalisme commence quand le rapport s'inverse, que l'argent avancé est mis en premier et permet d'acheter, non seulement des marchandises, mais une marchandise bien spécifique, à savoir la force de travail de ceux qui, expropriés (l'accumulation dite primitive), n'ont pas autre chose à vendre, ce qui permet le processus A-M-A' ($A' > A$). Processus qui entraîne à la fois production de richesses, réduction du travailleur à la condition de salarié, formation chez le travailleur de compétences et de savoirs nouveaux en même temps qu'il se déforme et s'use, lutte des classes lui permettant d'améliorer quelque peu sa condition, accumulation du capital génératrice à terme de crise. De fait, la logique même du capital aboutit à faire l'économie du passage par la production des richesses, avec le mouvement A-A', où l'argent va directement à l'argent, au détriment du plus grand nombre...

Ce résumé est évidemment incomplet et très schématique. Pourtant, il contient les aspects fondamentaux, non pas du marxisme, mais de notre monde économique et social, et de sa crise. Il décrit l'essence de l'exploitation capitaliste. Marx n'avait pas connu, à son époque, le mouvement A-A'. Il l'avait prédit. Non qu'il ait eu on ne sait quel don de voyance, mais parce qu'il a su mettre en place une matrice d'explication. Pas un dogme à révéler, mais un instrument à faire fonctionner.

On pourra chercher à diluer cette « loi d'airain » de toutes les façons, imputer à autre chose qu'à la lutte des classes l'amélioration, toute relative, de la condition salariée, chercher à diviser les travailleurs entre eux, nationalement et internationalement, prolétarianiser les consommateurs par le biais de plus en plus sophistiqué du crédit, chercher à balkaniser la société de toutes les façons possibles, opposer les femmes aux



hommes, les jeunes aux vieux, les fonctionnaires aux autres salariés, justifier la consommation somptuaire de quelques privilégiés en parlant de « ruissellement »... on ne fera que noyer le poisson et se détourner de l'essentiel. Bien avant la création du Parti communiste français, Jules Guesde a eu ce mot fameux : « On me reproche de dire toujours la même chose : mais c'est parce que c'est toujours la même chose. » Sous ses travestissements d'opportunité, la même structure dure et perdure.

Car c'est de l'essentiel, plutôt que du fondamental, qu'il convient de parler : le capitalisme produit, entre autres choses, la nécessité de son propre dépassement. Le communisme n'est pas quelque chose que l'on applique, mais tout au contraire quelque chose qui est impliqué dans un grand nombre de pratiques et de revendications, y compris en l'absence de toute référence explicite et même consciente. Et l'apport des communistes au mouvement populaire, ce qui fait leur identité propre, c'est l'articulation qu'ils se sont donné les moyens de faire entre les espérances, voire les revendications, justifiées mais dispersées, et la nécessité d'une révolution sociale et politique, dans des formes encore difficilement prévisibles. ■

*Jean-Michel Galano est agrégé de philosophie.

« L'apport communiste à la gauche et au mouvement social, c'est en premier lieu l'articulation que les communistes s'efforcent de réaliser entre les valeurs, largement partagées, et leur réalisation dans la vie. »

Que faire du (des) marxisme(s) ?

Le marxisme ou l'héritage assumé d'une identité communiste vivante.

PAR **AURÉLIEN ARAMINI***

Le marxisme semble être un héritage si difficile à assumer que certains communistes préfèrent aujourd'hui revenir à Marx dont la pensée, tel un diamant, serait prise dans la gangue d'une tradition qui empêche d'en voir l'éclat. Je crois au contraire qu'il est de la plus haute importance d'assumer l'héritage du marxisme dont il faut mesurer la richesse tant sur le plan théorique que pratique pour nourrir le projet communiste aujourd'hui.

QUELLE RELATION ENTRE MARX ET LE MARXISME ?

DEUX CONCEPTIONS À RÉCUSER

Le marxisme renvoie à un ensemble de théories s'inscrivant dans la filiation de la pensée de Marx. Concernant la relation entre la pensée de Marx et le marxisme, deux conceptions prédominent : la première identifie Marx et le marxisme, la seconde les sépare radicalement.

L'identification de Marx et du marxisme consiste à considérer l'œuvre de Marx comme le premier moment de ce courant de pensée qui a ensuite été développé, structuré au fur et à mesure de l'histoire intellectuelle et politique par les penseurs « marxistes » Engels, Kautsky, Lénine, Gramsci, Mao, etc. Le marxisme serait, au choix, la réalisation, l'application, voire la « vérité » de la pensée de Marx. Cette identification pure et simple est doublement critiquable. Elle repose d'abord sur un grand nombre de confusions. La lecture attentive des textes de Marx révèle la distance parfois immense entre le Marx des marxistes et Marx lui-même ; plusieurs théories attribuées

à Marx se révèlent en réalité introuvables dans les textes précis du philosophe allemand. Ensuite, il n'y a pas un mais *des* marxismes. Or aucun ne peut prétendre détenir le monopole de la vérité de Marx. La question n'est donc pas de savoir que faire du marxisme au singulier mais de savoir comment appréhender l'histoire irréductiblement plurielle des marxismes.

Le constat d'un écart entre ce qu'a dit Marx et ce que d'autres lui ont fait dire conduit à la seconde conception, qui vise à séparer radicalement Marx du marxisme. Le philosophe Michel Henry définissait le marxisme comme l'ensemble des contresens faits sur Marx. Cette conception justifiant un retour à Marx conduit à un repli idéaliste, voire fondamentaliste, sur le Livre (d'ailleurs, est-ce *Le Capital*, *L'Idéologie allemande* ou encore le *Manifeste* ?) et un tel repli entraîne la méconnaissance totale de l'histoire des luttes, où se lit la dialectique complexe entre

théorie révolutionnaire et mouvement révolutionnaire au XX^e siècle. Il serait légitime, dans un autre cadre, de proposer une interprétation matérialiste de ces deux conceptions. La première s'est inscrite dans la perspective, pour les partis communistes en phase ascendante, de constituer une « doctrine » facilement assimilable et mobilisable par les masses, tout en justifiant du même coup certaines orientations stratégiques. La deuxième conception, résultant de l'échec des États communistes, peut être conçue comme un effet des dégâts et des dévastations spirituelles liées

à la chute de l'URSS (voir Domenico Losurdo, *Fuir l'histoire*, Delga, 2007). Le point commun de ces deux conceptions opposées est qu'elles ►►

« La question n'est pas de savoir que faire du marxisme au singulier mais de savoir comment appréhender l'histoire irréductiblement plurielle des marxismes. »

► fuient la complexité de l'histoire : la première est aveugle à la multiplicité des marxismes et la seconde nie purement et simplement cette histoire.

RÉÉVALUER LES MARXISMES

Pour réévaluer le marxisme ou plutôt *les marxismes*, ne faut-il pas cesser de considérer cette tradition comme la vérité univoque de Marx qui en épuiserait le sens ou, au contraire, comme un contresens complet qui n'aurait rien à voir avec Marx ? Dans la pluralité de ces expressions, le marxisme est d'abord un dialogue entre Marx et des penseurs engagés dans un mouvement de transformation sociale dans un temps et dans un lieu précis. Il est essentiel de remarquer que le marxisme est toujours particularisé spatialement et temporellement, parce qu'il est l'expression d'hommes et de femmes qui pensèrent *avec* Marx – ou pour être plus précis avec les conceptions qu'ils/elles attribuaient au philosophe allemand – pour transformer radicalement *leur* société avec ses dynamiques propres : l'austro-marxisme d'Otto Bauer dans l'Empire austro-hongrois, le léninisme dans la Russie tsariste... Mais le marxisme est aussi un dialogue entre Marx et un penseur singulier, certes situé socialement et culturellement, mais qui possède une sensibilité et une trajectoire individuelle à l'image de Gramsci ou de Che Guevara. Tous les auteurs marxistes expriment le difficile travail de l'histoire du communisme, de ses échecs mais aussi de ses réussites. Rendre justice à tous ces auteurs, c'est prendre part au

« En attendant cette “histoire mondiale des marxismes”, inséparablement critique, matérialiste et dialectique, le communiste d'aujourd'hui, soucieux de penser le réel contemporain, ne doit-il pas méditer autant les instruments fournis par la pensée de Marx que les “mille marxismes” qu'elle a engendrés ? »

« La lecture attentive des textes de Marx révèle la distance parfois immense entre le Marx des marxistes et Marx lui-même. »

dialogue qu'eux-mêmes ont engagé avec Marx pour penser concrètement leur situation concrète. Non qu'il s'agisse de faire du marxisme un musée – il ne serait d'ailleurs pas facile de faire de plusieurs de ces auteurs des icônes inoffensives ! Tous ces auteurs doivent au contraire constituer une tradition vivante. Leurs concepts,

qui ne sont certes pas chez Marx ou ne s'y trouvent que de manière embryonnaire, fournissent un appareillage conceptuel robuste afin d'interpréter le monde d'aujourd'hui et de le transformer. Pensons aux concepts de « nationalité » chez Otto Bauer, d'« impérialisme » chez Lénine, d'« hégémonie » chez Gramsci... Le marxisme doit donc être envisagé comme « un capital de matériaux, d'analyses, de perspectives qui doivent être testées avec attention aujourd'hui où la nouvelle figure de l'économie-monde intégralement capitaliste est le référent obligé de la pensée » (André Tosel, *Le Marxisme du XX^e siècle*, Syllepse, 2009).

POUR UNE HISTOIRE MONDIALE DES MARXISMES

Un immense chantier à ouvrir serait celui d'une histoire mondiale des marxismes. Cette histoire devrait être *critique*, *matérialiste* et *dialectique*. Elle doit d'abord être *critique* car, pour le communisme du XXI^e siècle, la réappropriation de la tradition marxiste doit éviter l'écueil de l'hagiographie. S'il faut en montrer la richesse théorique et pratique, il ne faut pas nier que, sous la plume des marxistes, il y a eu des contresens, et que certaines confusions ont eu des conséquences tragiques. On ne doit pas sous-estimer non plus les effets sclérosants de la « mise en doctrine » du marxisme-léninisme, faisant d'une théorie attentive au mouvement réel un prêt-à-penser révolutionnaire s'appliquant en tout temps et en tout lieu. C'est d'ailleurs contre la réduction mécaniste de sa pensée dans le proto-marxisme français du dernier tiers du XIX^e siècle que Marx eut cette formule célèbre : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste. » Toutefois, une interprétation sérieuse des marxismes, aussi critique soit-elle, suppose d'être *matérialiste* : l'incapacité théo-



rique de certains dirigeants ou la trahison sont des explications pauvres. Les réappropriations de la pensée de Marx – y compris celles qui ont pu en faire une « doctrine » – devraient être inscrites dans un contexte économique, social et politique ainsi que dans son univers « culturel » d'arrière-plan, c'est-à-dire qu'il faudrait examiner la langue et la tradition philosophique, artistique ou religieuse dans lesquelles tel marxisme s'est développé. La réappropriation matérialiste du marxisme préviendrait ainsi la captation de certains auteurs de cette tradition : ainsi en est-il de Gramsci dont la lecture « populiste » méconnaît la dimension fondamentale « marxiste » au sein d'une Italie où l'industrie du Nord s'est développée en exploitant le Sud agricole. Enfin, cette histoire doit être *dialectique*, c'est-à-dire qu'elle doit développer les contradictions qui ont animé la philosophie marxiste, contradictions dont Lucien Sève avait identifié la quadruple dimension : « Entre l'invariabilité de son noyau fondateur et son historicité radicale ; entre son identité théo-

rique et la diversité des bases historico-sociales de sa reproduction élargie ; entre son essence critique et ses rapports de pouvoir avec l'État et le parti ; entre son universalité virtuelle et son identification réelle avec un camp opposé à d'autres » (*Une introduction à la philosophie marxiste*, Éditions sociales, 1980).

En attendant cette « histoire mondiale des marxismes » inséparablement *critique, matérialiste et dialectique*, le communiste d'aujourd'hui, soucieux de penser le réel contemporain, ne doit-il pas méditer autant les instruments fournis par la pensée de Marx que les « mille marxismes » qu'elle a engendrés ? Bref, il faut « assumer son passé », comme l'a écrit Lucien Sève : « En théorie comme ailleurs, il n'est pas d'identité vivante dans l'amnésie de l'héritage. » ■

***Aurélien Aramini** est philosophe. Il est agrégé et docteur en philosophie de l'université de Franche-Comté.

Misère de « l'étapisme »

Il est urgent d'imaginer, d'explorer en pensée et en action un monde de l'après-capitalisme. Il faut renoncer à la recherche obstinée des « étapes » successives, qui fait que ce n'est jamais l'heure de parler du communisme et de se battre en son nom.

PAR BERNARD VASSEUR*

Mon livre s'intitule *Le communisme a de l'avenir... si on le libère du passé* (Éditions de l'Humanité, 2020). J'en déplie les thèses essentielles selon ces deux points.

LE COMMUNISME A DE L'AVENIR

Ce titre s'oppose évidemment à l'affirmation partout rabâchée depuis trente ans, à savoir que « le communisme est mort » et que c'est la leçon la plus assurée du XX^e siècle (effondrement de l'URSS et du « socialisme existant », réorientation de la Chine). Il vise à dire que la pensée de Marx a de l'avenir en ce qu'elle peut nous aider à penser notre présent.

• Il y a trente ans, le nom de Marx était associé à l'effondrement des pays socialistes et on tenait pour assuré qu'il n'avait plus rien à nous dire. Or tout change aujourd'hui dans la vitrine des libraires. Marx est partout présent : avec ses œuvres (des inédits et de nouvelles traductions), avec des livres qui affirment la vigueur du communisme et rencontrent le succès (Alain Badiou, Jacques Rancière, Frédéric

Lordon, Bernard Friot, Lucien Sève, Isabelle Garo...). Des dialogues se nouent avec ses textes (Thomas Piketty : *Le Capital au XXI^e siècle* [Seuil, 2013], *Capital et idéologie* [Seuil, 2019] ; Emmanuel Todd : *Les Luites de classes en France au XXI^e siècle* [Seuil, 2020], etc.). On parle du communisme pour penser le présent... sauf

au Parti communiste où l'on reste étonnamment discret sur le sujet (On s'en tient parfois timidement à se réclamer tout au plus du « commun ». Bizarre et étrange paradoxe).

- Il n'y a pas que chez les libraires qu'on parle de Marx, son ombre flotte dans nombre de luttes sociales récentes. Celle des soignants (la santé n'est pas une marchandise, l'hôpital ne peut pas se gouverner comme une entreprise capitaliste). Celle des gilets jaunes (comment vivre quand votre travail ne suffit pas à vous nourrir ? Comment se réapproprier la politique et combattre la violence d'État ?) Celle du mouvement des retraites (contre l'inversion de l'histoire récente qui prétend faire travailler plus longtemps parce qu'on vit plus longtemps. Contre « la dé-civilisation capitaliste » Lucien Sève).
- La pandémie qui frappe le monde entier, le met à l'arrêt et sème partout l'angoisse, la maladie et la mort, met à l'ordre du jour la question de « l'après-capitalisme ». Cette violence de l'épidémie révèle les inégalités béantes qui blessent les sociétés humaines jusqu'à mettre en péril la vie sous toutes ses formes sur la planète. Et si le virus n'a pas de passeport et ne fait pas de politique, sa rencontre avec les humains n'a rien de naturel, mais doit tout à la globalisation du capitalisme le plus *high-tech*. Il devient évident qu'on ne peut pas traiter un mal aussi profond avec des tisanes et de l'eau tiède dans le prolongement du « monde d'avant ». Tout montre que ce qui est vraiment dépassé aujourd'hui, c'est qu'une infime minorité d'humains persiste à détenir, et à gérer comme son unique bien privé des réalités, des forces et des capacités de plus en plus gigantesquement sociales. Ce qui est vraiment obso-

« Ce qui est vraiment
obsolète,
c'est la survie
d'un système
parvenu à un point tel
qu'il met gravement
en cause
la dimension civilisée
des rapports humains
et le caractère viable
de la planète. »

lète, c'est la survie d'un système parvenu à un point tel qu'il met gravement en cause la dimension civilisée des rapports humains et le caractère viable de la planète (car, contrairement à la légende qu'on nous vend, il ne peut pas y avoir de « capitalisme vert »). Il est urgent d'imaginer, d'explorer en pensée et en action un monde de l'après-capitalisme. Ma conviction est que l'œuvre de Marx peut nous aider à avancer, à rassembler et à construire un chemin dans cette voie.

... SI ON LE LIBÈRE DU PASSÉ

Il convient donc de lire Marx tel qu'on peut le faire aujourd'hui, c'est-à-dire en détricotant sa pensée des pesantes traditions qui l'ont recouverte dès la fin du XIX^e et au long du XX^e siècle. On découvrira alors que Marx n'est pas qu'un penseur de l'anticapitalisme, il est inséparablement le porteur de la visée grandiose d'une émancipation libératrice et égalitaire, de l'idée d'une reprise en main par l'humanité de sa propre histoire, en sorte que la « lutte des classes » est chez lui aimantée par le combat pour « une société sans classes », soit la perspective d'une civilisation inédite sans dominants ni dominés. Rien à voir avec ce que le XX^e siècle nous a fait rencontrer sous le nom de « socialisme existant » ou de « social-démocratie », mais l'idée d'une « société supérieure dont le principe fondamental

« Il faut penser – avec Marx – que le communisme n'est pas une utopie, ni un idéal, mais un combat engagé au présent, une bataille au sein du capitalisme et travaillant à le subvertir en jouant de ses contradictions. »

est le plein et libre développement de chaque individu » (*Le Capital*, Livre I). Autrement dit, une révolution et une société des humains qui n'ont jamais été essayées ni réalisées. Et si l'heure en était venue ? Mais alors il faut rompre avec quelques « certitudes » (anciennes) imposées par l'histoire. Il faut penser qu'aux yeux de Marx le communisme n'est pas le portrait idéal d'une société lointaine de l'avenir, toujours reculée

« La pensée de Marx a de l'avenir en ce qu'elle peut nous aider à penser notre présent. »

dans l'horizon (et en réalité jamais atteinte au point de n'être plus qu'un idéal et une lueur tremblotante faite de « valeurs »). Il faut renoncer à « l'étapisme », à la recherche obstinée des « étapes » successives (fixées par décret de la direction du « parti ») qui fait que ce n'est jamais l'heure de parler du communisme et de se battre en son nom (que son combat est toujours reporté à plus tard, ce qui fait qu'on ne devrait en parler que « quand ce sera son heure »... qui ne vient jamais). Il faut penser – avec Marx – que le communisme n'est pas une utopie (une société située après l'étape du socialisme), ni un idéal (en politique on sait ce que valent les idéaux !) mais un combat engagé au présent, une bataille au sein du capitalisme et travaillant à le subvertir en jouant de ses contradictions. Un combat né au XIX^e siècle, auquel Marx a contribué pleinement et qu'il est temps de relancer puisque la situation l'exige avec force. Dès lors, il faut aussi établir par quelles ruses de l'histoire le communisme marxien a pu devenir le socialisme chez ses héritiers en titre (la social-démocratie allemande, puis le marxisme soviétisé) et en quoi communisme et socialisme ne sont pas termes synonymes comme on le croit souvent. C'est ce que je m'emploie à faire dans ce livre. ■

*Bernard Vasseur est agrégé de philosophie.



Être communiste, c'est réinventer le socialisme

Comment nommer l'alternative ? Ces deux mots de socialisme et de communisme sortent tout aussi meurtris l'un que l'autre de l'histoire mais restent indispensables. Loin de tout modèle, il s'agit désormais de remettre sur le métier la construction collective d'une rupture radicale avec le capitalisme, qui parvienne à élaborer dans le même temps ses moyens et ses finalités.

PAR ISABELLE GARO*

Une telle relance stratégique implique de relier un projet de sortie du capitalisme, quel que soit son nom de baptême, à ses conditions sociales réelles, c'est-à-dire de l'enraciner dans les luttes telles qu'elles existent, dans les organisations existantes et naissantes, hors d'elles aussi, bref partout où se dessine un futur possible.

LA PERTINENCE DURABLE DES VUES DE MARX

Sur ce plan, la pertinence durable des vues de Marx frappe. Mentionnant rarement le communisme, l'opposant parfois mais pas toujours au socialisme, il s'agissait moins pour lui d'en dessiner par avance les contours exacts, ni même de repérer les germes de la nouvelle société dans l'ancienne, mais d'analyser les contradictions les plus vives du présent. Les contradictions du capitalisme sont toutes des formes de la lutte de classe et, à ce titre, les hauts lieux de l'intervention politique, révolutionnaire : il s'agit d'unir les exploités et les dominés, hommes et femmes, pour la réappropriation de leurs propres forces sociales contre leur privatisation capitaliste. Cela vaut en particulier pour ces médiations dévoyées en outils d'oppression que sont l'État, le travail et le savoir.

Ainsi, contre la formation d'un État séparé au service des classes dominantes, Marx insistait sur les ressources qu'offre la forme communale traditionnelle ou moderne (la Commune de Paris) en vue de construire une planification

démocratique de la production et de la vie sociale. Contre le savoir, que tente de capturer et de formater le capitalisme, il soulignait la tendance à la polyvalence de l'ouvrier moderne et surtout l'aspiration à la réappropriation de soi, qui passe par la reconquête de son temps de vie. Ces aspirations sont plus que jamais les nôtres, elles ont un rôle moteur dans la rupture résolue avec les choix imposés par les classes dominantes, qui sera longue, difficile et hautement conflictuelle.

« C'est la reprise et la réélaboration inventive d'une perspective anticapitaliste commune qui permettra de les arracher au récit des vainqueurs autant qu'à la fatalité de la défaite qu'ils en sont venus à désigner. »

COMMUNISME, SOCIALISME ?

Alors, faut-il encore nommer « communisme » un tel projet, inséparable des luttes de classe existantes et de leur structuration commune, fédératrice, seule source d'une alternative au capitalisme qui ne se conformera à aucun programme prédéfini ? Certes, le terme de « communisme » désigne par excellence une perspective résolument non capitaliste, mais il a le défaut de le résumer à ses finalités ultimes, dont la

« Tout ce vocabulaire fait partie intégrante de l'alternative à reconstruire. »

signification se trouve aujourd'hui déchirée entre aspirations mal définies, élans néo-utopiques, dénonciation de ses usages passés. Quant au terme de « socialisme », il est mort deux fois : il a fini par s'enliser dans la transition ratée des pays qui s'en sont réclamés, tandis que les formations sociales-démocrates ralliées au libéralisme ont abandonné toute perspective d'abolition du capitalisme.

Pourtant, c'est ce terme de « socialisme » qui ressurgit aux États-Unis et ailleurs, tandis que le terme d'« écosocialisme » en renouvelle les contours. Si l'on ajoute que le communisme

tend à devenir une thématique philosophique à la mode, alors on peut considérer que le terme de « socialisme » met utilement l'accent sur la dimension nécessairement stratégique de la construction d'une société égalitaire et démocratique, féministe, antiraciste, écologique, internationaliste.

Bref, si tout ce vocabulaire fait partie intégrante de l'alternative à reconstruire, il faut se garder de s'enliser dans les querelles de mots. Au lieu de fétichiser ces termes, de les réduire à des labels d'organisations en crise, de les durcir en doctrines éternelles, leur polysémie foncière est un atout : c'est la reprise et la réélaboration inventive d'une perspective anticapitaliste commune qui permettra de les arracher au récit des vainqueurs autant qu'à la fatalité de la défaite qu'ils en sont venus à désigner. ■

***Isabelle Garo** est philosophe. Elle est agrégée et docteure en philosophie de l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et enseigne en classes préparatoires au lycée Chaptal.

Faut-il se débarrasser de l'État ?

La crise ouverte par la pandémie de la covid-19 a agi comme un révélateur de la nature profondément ambivalente de l'institution étatique.

PAR **IGOR MARTINACHE***

Partout dans le monde, on a en effet vu l'institution étatique reprendre la main sur la vie économique et sociale au nom de la survie d'une partie de la population. De quoi faire mentir l'ancien Premier ministre, Lionel Jospin, déclarant en 2000 devant la fermeture d'une usine Michelin que « l'État ne peut pas tout », pour le meilleur et pour le pire. Car, si l'on a pu croire un temps que soudain l'humain était devenu prioritaire sur le capital, on a également vu s'étendre un autoritarisme débridé par l'adoption de l'état d'urgence sanitaire, comme après les attentats terroristes. Comme le disait Pierre Bourdieu, l'État a deux mains : de la droite, il gaze, matraque et emprisonne les manifestantes et manifestants ainsi que les habitants des quartiers populaires, tandis que, de la

gauche, il soigne, éduque et réduit diverses inégalités. En tant que communistes nous savons bien, cependant, qu'en dernière instance, la superstructure étatique agit pour les intérêts de ►►

« Il est plus que jamais nécessaire de nous projeter dans le temps long pour éviter les catastrophes qui se profilent, tout en se prémunissant contre la myopie et les tentations dirigistes de ceux qui se croient plus éclairés. »

» la bourgeoisie possédante, et la « gestion » de la crise actuelle n'a fait que le confirmer. « L'histoire montre que l'État, appareil coercitif distinct, n'a surgi que là et au moment où est apparue la division de la société en classes, donc la division en groupes d'hommes dont les uns peuvent constamment s'approprier le travail d'autrui, là où les uns exploitent les autres », expliquait Lénine en juillet 1919, résumant sans ambages que « l'État, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre ». Dès lors, il s'agirait, selon le dirigeant soviétique, de retourner cette « machine » contre la classe possédante pour ensuite, une fois toute division de classe abolie, « l'envoyer à la ferraille ».

LA NÉCESSITÉ DE L'ÉTAT POUR LES NÉOLIBÉRAUX

La tentation est grande chez beaucoup de la mettre dès maintenant à la casse, comme si avait déjà sonné la fin de la lutte des classes. Se rejoignent dans ce désir, à leur corps défendant, libéraux de gauche et de droite, mais les uns comme les autres restent au fond minoritaires. Il ne faut pas confondre, en effet, ultralibéraux et néolibéraux. Les seconds, actuellement hégémoniques – et pour combien de temps encore –, au-delà de leur diversité ont en commun de reconnaître

« En tant que communiste nous savons bien qu'en dernière instance, cependant, la superstructure étatique agit pour les intérêts de la bourgeoisie possédante, et la « gestion » de la crise actuelle n'a fait que le confirmer. »

la nécessité de l'État, conscients qu'ils sont que des marchés concurrentiels ne peuvent exister sans lui. Il s'agit ainsi pour eux d'organiser non pas le retrait pur et simple de l'État, mais son redéploiement en arbitre impartial d'une concurrence libre et non faussée, seule à même d'optimiser le bien-être du plus grand nombre. En vertu de ce qu'il est convenu d'appeler le *New Public Management*, le marché doit aussi pénétrer l'organisation de l'État elle-même par l'introduction d'indicateurs de performance permettant une mise en compétition généralisée

des structures et des territoires, la récompense des « méritants » et la sanction des autres. Bref, de « gérer » l'État comme on gère désormais une entreprise privée. C'est cette logique qui occasionne une course à la « rationalisation », c'est-à-dire à l'accroissement des rendements sur fond de réduction des moyens, ou plus exactement de leur concentration, et occasionne une dégradation de la qualité des services publics en même temps qu'une souffrance physique et psychologique croissante des personnels dans les diverses administrations et services publics. Face à ces constants, la question ne semble ainsi pas seulement être celle du « plus ou moins d'État » que celle d'un « mieux d'État ».

POUR UNE PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE

Sans tomber dans une démagogie consistant à croire que chacun serait finalement capable d'occuper la place des membres de l'exécutif, il s'agirait d'inventer les voies pour faire d'eux de simples exécutants. Celles d'une planification démocratique, oxymore apparent, car il est plus que jamais nécessaire de nous projeter dans le temps long pour éviter les catastrophes qui se profilent, tout en se prémunissant contre la myopie et les tentations dirigistes de ceux qui se croient plus éclairés. De tels dispositifs sont déjà en germe, par exemple en Suède, où les indicateurs de la planification écologique sont le fruit de délibérations à l'échelle locale et régionale, ou en France même, comme l'illustre la mise en place d'une Convention citoyenne pour le climat, qui a remis ses cent cinquante propositions, non dénuées d'intérêt, en juin dernier. Ce n'est pas tant d'imagination dont nous avons besoin que de volonté collective pour systématiser ces démarches, en faire plus qu'un supplément d'âme du capitalisme contemporain et les faire peser sur les décisions de financement des activités de production et de distribution des revenus plus égalitaire. Cela implique évidemment un combat politique car les défenseurs du *business (as usual)* veillent, mais il est bel et bien possible de retourner contre eux la « machine » de l'État comme il a été possible de mettre la planète à l'arrêt pour lutter contre une épidémie créée par le capitalisme. Et peut-être qu'ainsi un jour il sera possible d'envoyer ce dernier et avec lui l'État au compost... ■

Igor Martinache est agrégé et docteur en science politique de l'université Lille-2.

Conversation sur le dépérissement de l'État

C'était pendant le confinement. Dans un village du Bugey, au pied du Grand Colombier, eut lieu virtuellement, par les étranges lucarnes et les ondes magiques, une conversation sur le dépérissement de l'État : un ouvrier agricole, des philosophes du Doubs, un matheux, une grammairienne, des juristes, un Irlandais, un économiste semi-brésilien, un militant des années 1950, le spectre de Marx, d'autres voix.

In'y avait ni fibre, ni 5G, le réseau passait mal, mais on a distingué quelques bribes que voici, sans être bien sûr de qui les a prononcées.

● Le ministère, les agences régionales de santé, le gouvernement sont aux abois et incapables. Bref, l'État est défaillant, dans ses prises de décision, dans leurs applications, dans le respect des principes de Liberté, Égalité et Fraternité ; il est défaillant car il veut ménager l'économie (enfin, les entreprises privées) et éventuellement la santé de certains travailleurs dont il aura besoin pour faire tourner cette même économie plus tard. Il se contredit, il est lent à réagir... sauf pour la répression. L'État du XXI^e siècle n'est pas seulement une machine grippée qui pourrait être relancée grâce à un peu d'huile de coude et de bon sens de gestion. Des bénévoles ont fabriqué des masques, alors que ceux-ci avaient disparu, préparé et distribué des repas pour les pauvres, organisé des marchés rouges. Dans le fond, cet État, on pourrait peut-être essayer de le faire dépérir au plus vite.

● Oui, d'ailleurs, est-ce que Marx, Engels, Lénine, etc., n'ont pas dit que l'un des buts ou l'une des conséquences du communisme, c'était le dépérissement de l'État ?

● Ce n'est pas ce qu'ont fait leurs partisans. Dans les pays où les partis communistes étaient au pouvoir, on ne peut pas dire que l'État a

dépéri, il était autoritaire, bureaucratique, voire pire, et il l'est même en général devenu de plus en plus. Il y avait un divorce entre ces grandes phrases théoriques et la réalité. D'ailleurs, qu'est-ce que Marx avait écrit exactement ?

● En voici un passage important dans la critique du programme de Gotha : « Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ? Autrement dit, quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. Le programme n'a pas à s'occuper, pour l'instant, ni de cette dernière, ni de l'État futur dans la société communiste. »

● Alors y aurait-il chez Marx la « tentation » d'une disparition pure de l'État dans une société qui se générerait elle-même, un peu par « magie », comme le dit Henri Maler dans *Contretemps* en 2002 ? En fait, cette idée n'est pas si nouvelle. Au siècle des Lumières, ceux qui pensaient que le règne de la raison allait triompher et que la société ►►

► serait alors en harmonie, estimaient que l'État devait dépérir. Toute la tradition marxiste a essayé de penser la question, avec Lénine, Gramsci, Poulantzas, etc. Pour Lénine, dans *L'État et la Révolution*, la société le fera quand les hommes auront appris à administrer et administreront la production sociale... Malheureusement, les expériences historiques des marxistes vont surtout nous montrer un État socialiste transitoire.

« Dans les pays où les partis communistes étaient au pouvoir, on ne peut pas dire que l'État a dépéri, il était autoritaire, bureaucratique, voire pire, et il l'est même en général devenu de plus en plus. »

● Vous dites « l'État, l'État, l'État », mais de quoi parlez-vous vraiment, est-ce seulement du gouvernement ? Par exemple, les collectivités locales, les fonctionnaires, les agents hospitaliers, la Sécurité sociale, c'est dedans ou non ? J'ai posé la question à un avocat, à une employée de mairie, à un petit patron, à un ecclésiastique, tous de gauche. Le premier m'a répondu : « Il y a le droit public et le droit privé ; les collectivités locales sont régies par le premier, donc elles font évidemment partie de l'État. » La seconde m'a dit : « L'État, c'est ce qui nous fournit ou ne nous fournit pas une dotation budgétaire, qui nous met des contraintes, il est bien clair que les collectivités locales et l'État s'opposent pour l'essentiel. » Pour le troisième, qui a du mal à faire tourner sa boîte, le cri est le suivant : « Je peux facilement payer les salaires de mes ouvriers, mais ce qui me plombe, c'est ce que je dois à l'État (l'URSSAF, la Sécu, etc.) » ; donc pour lui la Sécu, c'est l'État (ce qui ferait bondir les communistes, quels que soient leurs désaccords entre eux par ailleurs). Enfin, le dernier, qui n'est pourtant pas contre la séparation de l'Église et de l'État, a bien insisté, en sollicitant le denier du culte, sur le fait que les pauvres prêtres ne recevaient aucun subside de l'État (central ou local). Donc chacun met dans ce terme ce qu'il veut. Et si vous regardez les dictionnaires, d'autrefois ou d'aujourd'hui,

c'est pareil. De même, avec la « société civile » : pour les uns, c'est l'État ; pour d'autres ça s'y oppose ou ça s'oppose aux partis, ou c'est un mot trompeur pour désigner les chefs d'entreprise.

● Tu as raison, on reste souvent dans des débats biaisés par des quiproquos ou des dialogues de sourds. Il ne peut pas y avoir de définition absolue de l'État en dehors de conceptions théoriques de la société. En général, pour les marxistes, dans une société de classes, l'État représente les organes officiels de contrainte au service de la classe dominante, mais ses contours ne sont pas précisables au millimètre près. Gramsci disait qu'on pouvait évoquer un État au sens restreint, mais aussi en un sens plus large ; il est probable qu'il y inclurait aujourd'hui C-News ou BFM-TV, qui sont pourtant privés, voire les essaims de lobbyistes liés aux hauts fonctionnaires. Une définition doit toujours être couplée avec les problèmes qu'on veut résoudre.

● Depuis lors, il y a eu des théoriciens de gauche, jugés ou non marxisants, aux relations diverses avec le PCE, qui se sont exprimés sur cette question du dépérissement de l'État.

● Bien sûr, par exemple pour Bernard Friot, comme le communisme est, pour une large part, « déjà là », avec la Sécurité sociale de 1946, alors gérée par les travailleurs eux-mêmes (du moins avant les ordonnances de Jeanneney en 1967), le statut de fonctionnaires, la reconnaissance des qualifications. Il s'agit alors d'étendre ces acquis, ces démarches, ces réalisations. On pourrait élargir à l'alimentation ou au logement ce qui se fait avec la Sécu pour la santé ; on devrait aider davantage « ceux qui sont pour l'alternative ici et maintenant, tous ces trentenaires éduqués qui ne veulent pas jouer le

« Il ne peut pas y avoir de définition absolue de l'État en dehors de conceptions théoriques de la société. »

jeu du capital, qui sont pour un changement dans la production ». Dans ces conditions, on voit bien que l'État pourrait assez rapidement « déperir ».

● C'est certainement intéressant. À mon avis, il a raison d'insister sur le fait que les partis de gauche et les syndicats se limitent trop souvent

« Au siècle des Lumières, ceux qui pensaient que le règne de la raison allait triompher et que la société serait alors en harmonie, estimaient que l'État devait déperir. »

à des luttes défensives de victimes, cela ne donne pas le moral. Il faudrait effectivement mieux insister sur ce qui permet l'espoir, sur les bonnes institutions qu'on pourrait étendre, sur ce qui naît de façon prometteuse (par exemple avec le logiciel libre, avec l'économie sociale et solidaire). Il est vrai aussi qu'on est parfois obnubilé par les élections et qu'on sous-estime d'autres façons de militer. Mais ces réflexions ne nous disent pas bien clairement comment on va créer le rapport de force pour imposer les changements, ni comment on va se défendre vis-à-vis des multinationales, des instances capitalistes et des pays hostiles à ce genre d'organisation de la société, lesquels disposent de leurs armées, de leur OTAN, de leur FMI, de leur OMC, de leur BCE, etc.

● Cela se joue aussi à l'échelle internationale. Concrètement, il faut pouvoir coordonner une action contre la fraude et « l'optimisation » fiscales, pour imposer des normes sociales et environnementales. Reagan a dit : « L'État n'est pas la solution, c'est le problème. » Pour lui, cela débouchait sur les privatisations, sur la jungle des patrons organisés face aux petites gens éparpillées. Il faut montrer notre différence vis-à-

vis de ces prétendus « libéraux » qui réclament moins d'État (du moins à divers égards) : un certain contournement de l'État ne doit pas signifier la disparition de l'action publique. Ainsi, quand on propose de « morceler l'État », il faut se rappeler qu'il y a plusieurs types de morcellements avec des contenus de classe différents.

Souvenons-nous du discours le plus applaudi dans l'histoire des Nations-Unies, celui du président chilien Salvador Allende, en décembre 1972, où il montrait que les multinationales sont devenues plus fortes que les États, en tout cas les petits et les moyens. À l'époque, il visait d'abord ITT (International Telephon and Telegraph) qui fut un moteur du coup d'État de Pinochet. Si, sous couvert parfois de « décentralisation », de « société civile », de promotion de la spontanéité, l'État-nation est trop morcelé et affaibli, il n'a plus les moyens de se défendre contre les GAFAM, contre les multinationales du pétrole ou du gaz, contre les institutions internationales à la botte des États-Unis. De plus, ça peut aussi profiter aux mafias et aux sectes.

« Je ne pense pas que ce soit à *Cause commune* de prendre une position tranchée ni sur ces questions théoriques, ni sur un visage trop précis de ce que serait « le communisme ». »

● Là, je suis d'accord. En Grèce, « l'État » était-ce le gouvernement de Tsipras et ses services, ou n'était-ce pas plutôt la troïka FMI-BCE-Bruxelles, au service des capitalistes les plus riches de l'UE ?

● Je prends maintenant l'exemple de l'école, au sens large. Le ministère impose des programmes autoritaires et souvent non pluralistes, il méprise les propositions des enseignants, des parents ou des étudiants, il cherche à transformer les cours d'économie en propagande pour son système et sa pensée unique. D'un autre côté, il

favorise l'enseignement privé, qui bénéficie de moins de contrôle. Avant 1914, la CGT s'est un moment demandé s'il ne fallait pas plutôt créer des écoles ouvrières. Dans l'université, les crédits sont de plus en plus répartis sur projets jugés par des politiciens à la tête du client, il vaudrait mieux laisser les chercheurs décider eux-mêmes de leurs orientations, ils sont plus compétents pour cela que les énarques. »

► ● Ces questions devraient en effet être approfondies. D'autres philosophes, sociologues ou économistes ont tenté des réflexions, comme Bourdieu ou Lordon, les partis et syndicats aussi, mais je te concède qu'on est encore dans le flou sur bien des points.

● Parmi ceux qui ont critiqué la conception classique des marxistes en matière d'État, on peut aussi penser à Dardot et Laval. Dans *L'Ombrage d'Octobre* (2017), ils exposent que la Révolution russe a été la construction la plus forte de ce que pouvait être un État, que Lénine portait en lui cette croyance dans le rôle d'un État qui s'occupe de tout, à la place de tout le monde et qui doit perdurer tant que l'heure n'est pas jugée bonne pour passer au communisme. En somme, les bolcheviks russes ont assumé, pour l'Occident, le rôle de défricheur de la nature même de l'État poussé à son paroxysme : un État à

pas le confondre avec Staline, dont il se méfiait. En outre, le rôle des ouvriers, des paysans, des soldats dans la révolution d'Octobre et le processus qui a suivi, a été considérable, ce n'est pas qu'une affaire « étatique ». C'était la première révolution de ce type qui l'emportait dans la durée, tout était nouveau ; je me méfie toujours des jugements portés avec un siècle de recul. Et puis Octobre a inspiré tous les mouvements décoloniaux et quelques autres.

● Et le PCF dans tout cela ?

● Pour parler vite, il a longtemps distingué trois phases. Celle de l'instant, où on se bat pour des revendications très concrètes, dans le cadre de la société capitaliste, mais en préparant l'avenir, en donnant à la classe ouvrière davantage conscience de sa force ; une phase transitoire, appelée dictature temporaire du prolétariat, devant déboucher sur le socialisme (« à chacun selon son travail ») ; puis le communisme (« à chacun selon ses besoins »). Mais dans les années 1960 et surtout 1970, le PCF a procédé à une modification importante de sa vision. Il a rejeté l'idée d'une phase transitoire autoritaire et affirmé que le socialisme « à la française » serait construit par un élargissement continu de la démocratie, notion placée au centre de sa réflexion et de son action, et non par la « dictature du prolétariat » (c'est très très explicite au XXII^e Congrès en 1976). En 1977-1978, il a même ajouté qu'il se prononçait pour « l'autogestion », terme qu'il avait condamné auparavant comme une espèce de leurre destiné à faire l'impasse sur la conquête nécessaire du pouvoir d'État. Mais, me semble-t-il, il est resté prudent et n'a pas pris de position tranchée sur ce que seraient « le communisme » et « le dépérissement de l'État ».

« Souvenons-nous du discours le plus applaudi dans l'histoire des Nations-Unies, celui du président chilien Salvador Allende, en décembre 1972, où il montrait que les multinationales sont devenues plus fortes que les États, en tout cas les petits et les moyens. »

peine bon à fournir à ses sujets de quoi survivre dans un unique contexte, celui de la compétition et de l'obéissance (et des menaces à ses frontières, reconnaissons-le)...

● Ce n'étaient pas que des « menaces » – il s'agit d'un point essentiel dans la réflexion de Lénine, qu'ils caricaturent –, c'est l'attaque coordonnée des puissances impérialistes qui veulent tuer le nouveau-né bolchevique, Churchill est explicite. La lecture de Dardot et Laval est éminemment critiquable et très pauvre d'un point de vue historiographique. Lénine avait des principes, il travaillait beaucoup du point de vue théorique, mais il possédait aussi un sens aigu du rapport de force, de l'analyse de la conjoncture, d'où des décisions politiques adaptées au contexte, comme la NEP. Il ne faut

● Dans la foulée de ces modifications importantes de la ligne du PCF, a été publié un livre intéressant, *Les Communistes et l'État*, par Jean Fabre, François Hincker et Lucien Sève (Éditions sociales, 1977). On pourrait ajouter les discussions, menées surtout au début des années 1980 sur les différences entre « étatisations » et « nationalisations », sur les « nouveaux critères de gestion » pour les entreprises nationalisées ou non, donc sur les droits des travailleurs et des usagers. Mais on doit reconnaître que, par la suite, la question a rarement été abordée de front, uniquement de biais de temps à autre.

● En fait, si on admet qu'avec la victoire de partis de vraie gauche et leur arrivée au gouvernement, tout reste ouvert, il y a toujours une tension entre divers moyens : faire de bonnes lois, consolider à certains points de vue un État à tendance démocratique, relativiser son rôle à d'autres égards, réformer l'appareil d'État, promouvoir et favoriser des activités productives ou associatives dans lesquels l'État ne mettrait pas trop son nez.

● Pourquoi opposer ce qui devrait être complémentaire ? On a souvent l'impression que tel parti, tel syndicat, telle association préfère insister unilatéralement sur un aspect au lieu de jouer sur tous les tableaux. Il met parfois un point d'honneur à passer plus de temps à combattre ceux qui ont *grosso modo* les mêmes valeurs, voire à les traiter d'imbéciles, qu'à chercher à améliorer ses analyses et ses actions face

aux exploiters, aux prédateurs et aux parasites qui mènent le monde.

● [La connexion se brouille.]

● [On croit entendre dans le lointain la voix du directeur de la revue] Je ne pense pas que ce soit à *Cause commune* de prendre une position tranchée ni sur ces questions théoriques, ni sur un visage trop précis de ce que serait « le communisme ». Je doute même que ce soit la tâche du congrès. Mais c'est très intéressant d'en débattre, plutôt que d'esquiver toujours les questions délicates. Je promets que l'an prochain j'essaierai de monter le Grand Colombier à vélo, cela m'éclaircira sûrement les idées. ■

Conversation retranscrite par Pierre Crépel et Pierrick Monnet.

État monopoliste, socialisation, socialisme

La production des biens et des services étant, aujourd'hui, de plus en plus sociale, cela entraînant la baisse du taux privé de profit, dans quelle mesure l'État de la grande bourgeoisie monopoliste peut-il être opposé à ce processus ? Avec quelles conséquences ?

PAR JEAN-CLAUDE DELAUNAY*

Aujourd'hui comme hier, la socialisation des rapports économiques n'est pas contestable. Porté par le développement des forces productives, le périmètre de la production dépasse le seuil national. Les entreprises ne s'adressent plus à la demande nationale mais à la demande mondiale. Le financement de leurs investissements ou la vente de leurs titres s'opèrent sur des marchés financiers de plus en plus vastes, géographiquement étendus, tous reliés entre eux. Au sein des monnaies, le dollar US tend à fonctionner comme monnaie mondiale. Comment les États interviennent-ils dans ce processus ? Pour répondre à cette question, il faut faire un peu d'histoire.

Dans les débuts du capitalisme industriel, il est bien connu que l'État est surtout intervenu comme accompagnateur de la nouvelle société.

Mais ce capitalisme-là, dit de libre concurrence, ordonné par le marché capitaliste et par des crises économiques régulières, s'est bientôt transformé en capitalisme de grosses unités. Celles-ci furent de plus en plus réticentes à se soumettre aux lois de leur système. Elles cherchèrent à lutter volontairement contre les effets de la socialisation des rapports économiques sur la rentabilité privée. On doit distinguer deux sous-périodes.

LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

La première sous-période s'étend de la fin du XIX^e siècle aux années 1970. Bien que d'abord très réticentes à agir ainsi, les grosses entreprises utilisèrent leurs États respectifs pour circonscrire les conséquences de la socialisation sur les rapports privés de propriété, pour les reporter sur ►►

» les travailleurs de leur pays ou sur les peuples de leur empire. Elles n'hésitèrent pas à se faire la guerre au sein du capitalisme mondial. Au total, elles inaugurèrent une nouvelle période, le capitalisme monopoliste d'État, ainsi qu'un nouveau type de rapports entre les nations et les peuples du monde : l'impérialisme et la guerre permanente.

Il faut bien comprendre les mécanismes à l'œuvre. Le capitalisme industriel s'est révélé être un puissant instrument de développement. Il a établi le règne de la machine-outil industrielle. Mais guidées par l'essence privée et concurrentielle de sa structure, les entreprises ont tout à la fois été poussées à investir, à accroître le périmètre du marché, mais simultanément à réduire la capacité du marché à absorber la production ainsi permise, ainsi qu'à rentabiliser leur capital. Elles ont engendré une situation de suraccumulation macroéconomique et durable du capital (de baisse tendancielle longue du taux de profit), avec cette particularité que les agents dominants de ce système refusèrent d'en subir les effets et eurent le pouvoir de le faire. La suraccumulation durable du capital est la maladie mortelle du capitalisme industriel, qui, avec elle, n'a pas seulement pris du ventre, comme le disait Sombart, mais est devenu cardiaque.

LA MONDIALISATION CAPITALISTE SOUS DOMINATION AMÉRICAINE

La seconde sous-période fut ouverte avec les années 1970. Il est apparu que l'intervention de l'État, dans le cadre national, était non seulement

grène du socialisme est apparue. C'est pourquoi, dans le dernier quart du XX^e siècle, les élites du capitalisme développé ont conçu une autre solution, la mondialisation capitaliste sous domination américaine. Cela correspond à ce que j'appelle le stade du « capitalisme monopoliste financier ». Dans chaque pays, l'État finance les dépenses de guerre et assure le contrôle intérieur

« La suraccumulation durable du capital est la maladie mortelle du capitalisme industriel, qui, avec elle, n'a pas seulement pris du ventre, comme le disait Sombart, mais est devenu cardiaque. »

des populations, potentiellement rebelles en raison de la surexploitation dont elles sont les victimes. Sa dimension d'État social est réduite à rien. Son intervention en faveur du capital financier est renforcée. Le capital est déclaré libre de cette « insupportable oppression » qu'était devenue pour lui la satisfaction des besoins populaires, pourtant fondamentaux. La gestion des affaires du monde est désormais confiée aux marchés financiers, placés sous le contrôle de l'État des États-Unis, de sa banque centrale et de ses armées.

Tel est, en gros, l'état actuel du monde. Le capitalisme monopoliste financier n'a rien résolu de la contradiction majeure du capitalisme puisqu'à la suraccumulation durable du capital productif s'ajoute désormais celle du capital financier. La Chine socialiste se renforce. L'idée de la rationalité du socialisme progresse, car le capitalisme n'est pas en mesure de gérer efficacement et pacifiquement la socialisation des forces productives comme de satisfaire les besoins populaires. Ce système a fait son temps. Il nous revient d'en faire la révolution. ■

***Jean-Claude Delaunay** est économiste.
Il est professeur émérite de l'université de Marne-la-Vallée.

« Le capitalisme monopoliste financier n'a rien résolu de la contradiction majeure du capitalisme puisqu'à la suraccumulation durable du capital productif s'ajoute désormais celle du capital financier. »

inefficace et destructrice, mais qu'elle était politiquement dangereuse pour le système. Les classes populaires ont commencé d'investir les États pour leur propre compte. Les peuples colonisés ont conquis leur indépendance. La gan-

Le communisme comme héritage et avancée permanente

Le communisme municipal est un laboratoire d'idées et d'innovations à l'échelle d'une commune, qui se régénère constamment dans la proximité et l'intérêt général.

PAR MICHÈLE PICARD*

Ceux qui ont cru à la « fin de l'histoire », théorisée dans les années 1990, devraient relire leurs copies. Le libéralisme triomphant et la mondialisation « heureuse », comme modèle indépassable, ont du plomb dans l'aile. La tragédie de l'épidémie actuelle, les catastrophes environnementales et les inégalités sociales indécrottables (2 153 milliardaires possèdent plus de richesses que 60 % de la population mondiale) appellent de toute urgence une autre politique.

LA MODERNITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES PORTÉES PAR LE COMMUNISME

Qui peut croire, à l'heure où notre pays traverse la pire crise sanitaire depuis l'après-guerre, que les politiques publiques de santé, d'éducation, de culture populaire, portées par le communisme, sont devenues archaïques ? Elles n'ont jamais été autant d'actualité. Le communisme n'est ni une utopie, encore moins une dystopie, il est un héritage et une avancée permanente, un socle de valeurs humaines et un laboratoire d'idées. Qui ne voit pas la modernité de la Sécurité sociale d'Ambroise Croizat, créée en 1945 ? En regroupant les allocations familiales, les assurances maladie et les retraites, il crée l'État social sous lequel nous vivons toujours depuis l'après-guerre, malgré les coups de boutoir du capitalisme et des intérêts privés.

« Porter un projet de société commun, être capables d'innover et d'imaginer de nouvelles solidarités, intégrer à la citoyenneté les notions de développement durable, voilà des fondations sur lesquelles s'appuyer pour redonner du souffle à une démocratie verrouillée par la technocratie et sa vision mercantile. »

Relisons le programme des Jours heureux du CNR, distribué clandestinement le 15 mars 1944, et nous y entendrons des échos qui résonnent toujours aussi vivement dans nos libertés publiques, dans le rôle protecteur de l'État ou le retour à la nation des grands moyens de production. Relisons les États généraux de Jack Ralite contre la marchandisation de la culture et pour l'affirmation d'une exception culturelle, d'une responsabilité nationale en matière de culture et de création. Cette modernité, elle vit en nous lorsque nous réaffirmons, aujourd'hui en 2020, que tout n'est pas marchand, que l'école, la santé ne sont pas à vendre, que l'investissement n'est pas un coût, que l'humain doit être le préalable à nos réflexions, actions et décisions.

LE COMMUNISME MUNICIPAL

Le communisme, notamment le communisme municipal, puise sa force dans la proximité, dans sa capacité à répondre aux attentes des habitants par le prisme de l'intérêt général et par la maîtrise publique d'enjeux aussi considérables que l'éducation, la culture populaire, le logement social, le sport amateur, les droits des femmes, la santé, la sécurité. C'est également un laboratoire d'idées et d'innovations à l'échelle d'une commune. La ville de Vénissieux, dont je suis la maire depuis 2009, n'a-t-elle pas été la première ville en France à avoir mis en ►►

» place un service municipal de l'enfance, en 1966 ? Bien avant la loi de 2002, nous avons également créé les conseils de quartier dès 1989 pour rapprocher les habitants des projets et prises de décision qui les concernent en premier lieu. De même, j'ai lancé en 2016 le 1^{er} Forum

« Le communisme n'est ni une utopie, encore moins une dystopie, il est un héritage et une avancée permanente, un socle de valeurs humaines et un laboratoire d'idées. »

de la prévention des addictions à destination de la jeunesse. Pionnier au niveau national, il a été reconnu par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les dérives addictives. De même, il y a une continuité dans la construction de notre nouvelle cuisine centrale en 2019, étape supplémentaire d'un récit commencé en 1945 par l'œuvre des cantines pour bâtir une restauration collective de qualité et publique.

Ainsi, la connaissance du terrain favorise les expérimentations, toujours au service de l'humain et inscrites dans la perspective d'un communisme municipal qui se régénère constamment dans la proximité et l'intérêt général.

Que le levier soit urbain, social, culturel, économique, la commune doit rester inclusive, un espace de possibles, ouvert à tous et à toutes les générations, sans discrimination, sans ségrégation, sans sélection par l'argent. Défendre les acquis sociaux, porter un projet de société commun, être capables d'innover et d'imaginer de nouvelles solidarités, intégrer à la citoyenneté les notions de développement durable, voilà des fondations sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour faire avancer nos idées, pour redonner du souffle à une démocratie de basse intensité, verrouillée par la technocratie et sa vision mercantile, et dont nos concitoyens s'éloignent par sentiment d'abandon. Les chantiers qui sont devant nous sont gigantesques, passionnants aussi. Fort de ses valeurs et de ses combats historiques pour le progrès social, le communisme du XXI^e siècle y prendra toute sa part et saura, je n'en doute pas, y jouer un rôle essentiel. ■

***Michèle Picard** est maire PCF de Vénissieux.



La place d'un révolutionnaire est-elle au parlement ?

La révolution, conçue comme une transformation radicale de l'ordre existant pour tendre vers l'émancipation humaine, exige un combat sur tous les fronts pour se défaire de toutes les dominations.

PAR **PIERRE DHARÉVILLE***

Ya-t-il de la place pour un révolutionnaire au parlement ? La révolution peut-elle se faire au parlement ? Des questions avec une barbe de deux ou trois cents ans. Mais, en ces temps d'exacerbation des contradictions, de radicalisations identitaires, de violences au cœur des tensions, d'antiparlementarisme *fashion*, ce n'est sûrement pas un questionnement périmé. Cela nous invite à nous interroger sur ce qu'on entend par révolution. Certainement pas un retour au point de départ ! La révolution telle que je l'entends, c'est une transformation radicale de l'ordre existant pour tendre vers l'émancipation humaine. Cela suppose de se défaire de toutes les dominations. Et sans ambages, je crois que ce combat doit se mener partout. Donc que le parlement ne doit pas y échapper. Et il le doit d'autant moins qu'il est censé être un lieu décisif du pouvoir. Mais je m'empresse d'ajouter qu'il n'y saurait suffire :

d'évidence, la révolution ne peut être une prérogative des élus, si révolutionnaires soient-ils.

LA PRISE DU POUVOIR ET SON EXERCICE

La question posée est celle de la prise du pouvoir, mais aussi de son exercice. L'histoire nous fournit matière à de profondes méditations sur le sujet. La révolution, est-ce une question de forme ou une question de fond ? Je veux retenir la formule de Lucien Sève : « commencer par les fins ». Sans ignorer que les puissants n'ont pas l'intention de se laisser faire et qu'ils sont capables d'employer la manipulation et la force pour conserver leur domination, l'organisation sociale dont je rêve repose sur la démocratie, pour que chacune et chacun trouve et prenne sa place, au nom des mêmes valeurs qui ont présidé à la Révolution française.

On a longtemps opposé réforme et révolution, surtout sur cette question de la conquête du pouvoir, car il ne peut y avoir de révolution qui ne porte des réformes pour changer les choses. Il faut donc sortir de la vision binaire qui nous est servie par les médias eux-mêmes. Par exemple lorsqu'ils évoquent les syndicats réformistes (par opposition à ceux qui ne voudraient rien changer). De quelle réforme parle-t-on ? Depuis des décennies, la tendance est aux réformes qui défont les droits et organisent la régression sociale... Et les révolutionnaires ont trop souvent été pris au piège de cette rhétorique, passant du coup pour des conservateurs. En mettant de côté ces réformes réactionnaires, toute la question est de ne pas se contenter d'une action et d'une vision qui n'auraient pour effet que d'accompagner le mouvement et de rendre plus ou ►►

« La révolution est un processus civilisant, dont nul n'ignore qu'elle n'ira pas sans résistances, mais si elle ne se pense pas, si elle ne se construit pas, si elle n'est pas la propriété des femmes et des hommes, producteurs-productrices et créateurs-créatrices, alors à quoi peut-elle servir ? »

« Il ne s'agit pas de réformes clefs en main, mais bien construites dans les luttes sociales et démocratiques, inscrites dans le moment et qui tendent à nous mettre sur la voie d'une transformation profonde des rapports sociaux. »

- moins supportable un système de domination sans volonté de le mettre en cause. Toute la question est de ne pas s'imaginer en avant-garde éclairée qui ferait à la place, qui ferait pour, dans une vision paternaliste de la démocratie.

UNE AUTRE VISÉE POUR LA SOCIÉTÉ ET POUR L'HUMANITÉ

Nous avons besoin de rendre crédible une autre visée pour la société et pour l'humanité. Nous avons besoin d'en dessiner les voies d'accès. Il ne peut y avoir de véritable changement, portant cette ambition majuscule d'émancipation humaine qui ne soit l'œuvre des femmes elles-mêmes et des hommes eux-mêmes. Il ne peut y avoir de révolution victorieuse et vertueuse sans conscience.

À l'Assemblée, il s'agit d'abord de combattre les mauvais coups du pouvoir allié aux puissances d'argent. Faire cela, c'est déjà mener la bataille des idées, dévoiler les intentions, les conceptions, les injustices. Mais pour que cela prenne force et ne pas se cantonner au rôle de contre-pouvoir, ce qui serait un renoncement, il faut porter une autre vision et être capable de la décliner en propositions qui rendent le rêve tangible.

Les députés communistes ont donc combattu la réforme macronienne des retraites avec d'autant plus de force qu'ils avaient déposé leur propre proposition de loi, dessinant de toutes autres perspectives. Et il en est de même sur notre système de santé, ou sur la sécurisation des parcours professionnels, par exemple. Il ne s'agit pas de réformes clefs en main, mais bien construites dans les luttes sociales et démocratiques, inscrites

dans le moment et qui tendent à nous mettre sur la voie d'une transformation profonde des rapports sociaux. L'invention de la Sécurité sociale a injecté du communisme dans un écosystème capitaliste. Il ne s'agit donc pas de passer d'un coup de baguette magique d'un état A à un état B, mais bien d'un processus conscient d'appropriation sociale. Pour cela, il y a impérativement besoin que grandissent les luttes sociales, que s'expriment les revendications et les aspirations, qu'elles se conjuguent pour faire sens et enclencher un mouvement. Cela ne correspond pas à une incantation révolutionnaire dont l'intransigeance n'a d'égale que la vanité. Ne vaut-il pas mieux une construction révolutionnaire patiente mais possible ?

Dans le moment où nous sommes, ce qui peut inquiéter, c'est cette idée bizarre selon laquelle les élus seraient simplement des cibles de pression, appelant l'action vigoureuse d'un *lobby* citoyen voguant de revendication en revendication. Quel renoncement ! Oui, il faut que le pouvoir soit enlevé des mains de la classe des grands propriétaires. Oui il faut que s'exerce la démocratie, le pouvoir du peuple. Oui, il faut imaginer une société capable de dépasser les contradictions dans un mouvement conscient. Si l'on ne veut pas d'un pouvoir personnel et autoritaire, il y a toujours besoin de délibération collective, d'un bouillonnement démocratique, d'enceintes, dans des institutions se fixant l'ambition d'une souveraineté populaire qui s'exprime à plein.

Nous avons bien besoin de révolution. Dans un monde dépouillé de sens, où tout est ramené à sa valeur marchande, où les égoïsmes prennent le pas sur le grand dessein de l'humanité, nous connaissons une régression de civilisation. Être révolutionnaire, c'est vouloir modifier profondément les rapports sociaux pour y faire grandir l'humain. La révolution est un processus civilisant, dont nul n'ignore qu'elle n'ira pas sans résistances, mais si elle ne se pense pas, si elle ne se construit pas, si elle n'est pas la propriété des femmes et des hommes, producteurs-productrices et créateurs-créatrices, alors à quoi peut-elle servir ? C'est à cela que peuvent s'employer des parlementaires : à faire grandir, à crédibiliser et demain à accoucher un grand changement. ■

*Pierre Dharéville est député des Bouches-du-Rhône et membre du comité exécutif national du PCF.

Les conférences ont repris en octobre. Cette année, nouveauté, elles seront décentralisées dans différentes régions.



LE PROGRAMME
2020/2021

6 OCTOBRE Lecture de Marx

AVEC Bernard Vasseur : Le fétichisme
de la marchandise, du capital
et de l'argent
Paris, Place du colonel Fabien.

13 OCTOBRE Littérature

AVEC Marine Roussillon :
Les femmes de la littérature baroque
Paris 2^e, Espace Louis- Aragon
72, rue de Cléry.

27 OCTOBRE Histoire

AVEC Jean Vigreux :
De la naissance du PCF au tournant du Front populaire.
Besançon - 41, chemin Montarmots

3 NOVEMBRE Lecture de Marx

AVEC Constantin Lopez : Le salaire
Clermont-Ferrand - 34, rue des Clos.

24 NOVEMBRE Histoire

AVEC Dimitri Manassis :
Le Front Populaire
Toulouse, Librairie de la Renaissance.

1 DÉCEMBRE Lecture de Marx

AVEC Hervé Touboul :
L'accumulation du capital
Saint-Denis - 37, bis rue Paul Eluard.

8 DÉCEMBRE Littérature

AVEC René de Ceccatty :
Violette Leduc
Paris - place du Colonel-Fabien.

11 DÉCEMBRE Histoire

AVEC Édouard Sill,
1934 - 1944 : Antifascisme de
combat, antifascisme combattant,
antifascisme de gouvernement
Nîmes, Librairie Diderot.

5 JANVIER Lecture de Marx

AVEC Isabelle Garo,
L'accumulation initiale
Paris 20^e - 3, place des grès.

12 JANVIER Littérature

AVEC Olivier Ritz, Olympe de Gouge
Paris 19^e - place du Colonel-Fabien.

2 FÉVRIER Lecture de Marx

AVEC Ariel Guillet, Lecture
du livre II du *Capital*
Besançon (le lieu sera
précisé ultérieurement)

23 FÉVRIER Histoire

AVEC Pierre Musso, Saint-Simon et
Fourier : deux figures dans le siècle
Paris 14^e - 32, rue Saint-Yves

23 MARS Histoire

AVEC Stéphanie Roza, La
contribution française à la naissance
du socialisme et du communisme
Paris - Place du Colonel-Fabien.

27 AVRIL

AVEC Geneviève Koubi,
La Commune, regard d'une juriste
Paris - Place du Colonel-Fabien.

⇒ D'autres conférences
viendront s'ajouter
prochainement
au calendrier

Vous pouvez retrouver en video l'ensemble des conférences 2020

universitepermanente.fr

Et aussi sur... **Facebook** : <https://www.facebook.com/universitepermanente/>

YouTube : <http://www.youtube.com/universitepermanente/>

Sortir de cette nouvelle phase de tensions avec la Russie

Depuis le mois d'août, les sujets de tension entre les diplomaties européennes et la Russie se multiplient. L'Union européenne en porte en grande partie la responsabilité.

— PAR VINCENT BOULET —

SUR LA CRISE POLITIQUE EN BIÉLORUSSIE. La Russie soutient Alexandre Loukachenko comme la corde soutient le pendu, en ayant accordé une aide financière d'1,5 milliard de dollars, non pas par amour pour le président biélorusse, mais par crainte de voir s'installer à Minsk un régime qui ouvre la voie à une coopération avec l'OTAN. La pression des gouvernements polonais, baltes et roumain pour une aide financière directe de l'UE à l'opposition est grande. La politique de sanctions enclenchée par l'UE n'aboutit qu'à exacerber les tensions. Le voyage d'Emmanuel Macron à Vilnius et à Riga s'accompagne de déclarations appelant au « départ » de Loukachenko et le président français a été le premier dirigeant politique à rencontrer la libérale-nationaliste biélorusse Svetlana Tikhonovskaïa. Cette prise de position et cette rencontre enferment la diplomatie française dans une logique d'ingérence et de blocs. Cela donne le point à la représentation politique de l'opposition biélorusse avide d'une thérapie de choc et d'un réalignement de la Biélorussie dans un sens atlantiste, alors qu'il n'y aura de solution politique durable à la crise biélorusse ni en faisant du pays un bastion antirusse et un nouveau laboratoire du néolibéralisme, ni en occultant les dirigeants biélorusses actuels. Ce sont des fautes

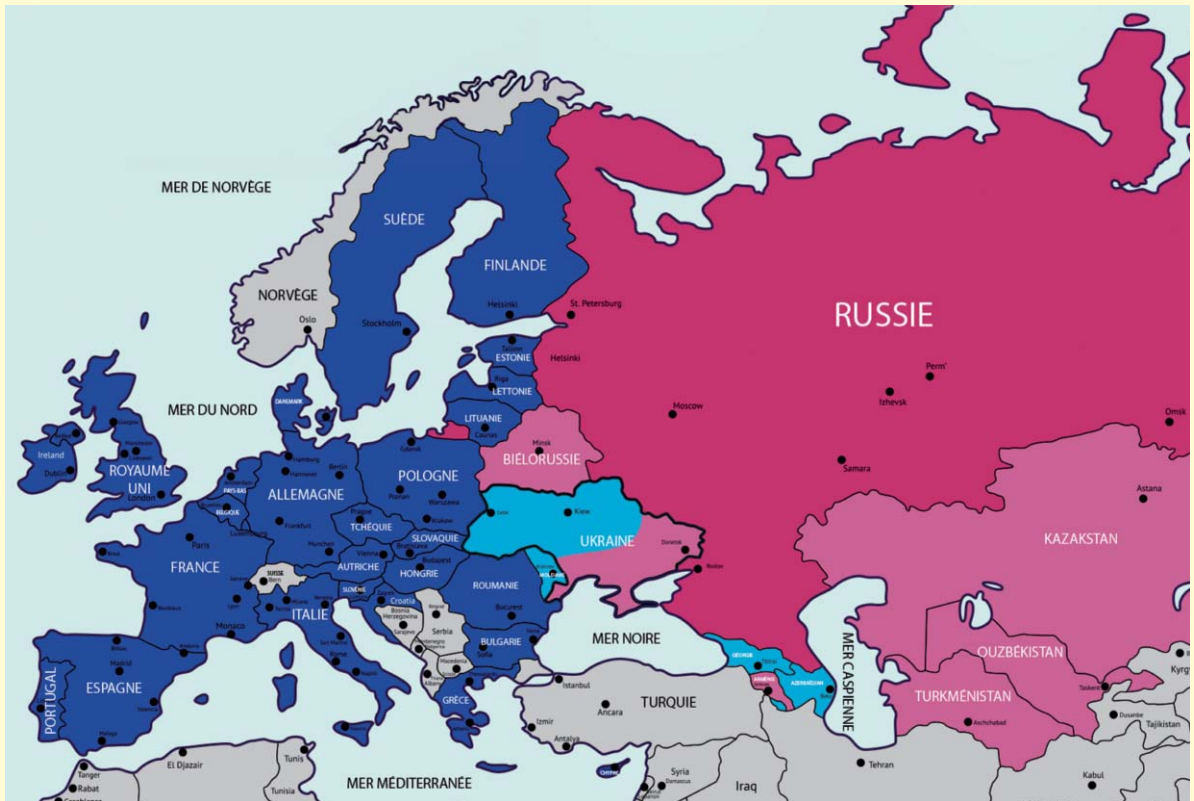
politiques qui entachent la voix de la France. Cette visite dans les pays baltes s'est accompagnée d'une rencontre avec les unités françaises déployées dans la région dans le cadre des bataillons multinationaux de l'OTAN tournés directement contre la Russie.

« Au lieu d'endosser le rôle de boutefeux, la diplomatie française jouerait un véritable rôle international en formulant une proposition politique, celle d'une conférence pour la coopération, la paix et la sécurité collective en Europe, celle d'un traité de sécurité collective incluant la Russie. »

SUR L'AFFAIRE NAVALNY. L'empoisonnement assez mystérieux d'Alexeï Navalny fournit l'occasion d'une nouvelle escalade diplomatique. La présidente de la commission européenne, Ursula van der Leyen, lors d'un discours sur l'état de l'Union prononcé le 16 septembre dernier, a rejeté en bloc toute initiative diplomatique envers la Russie. Et, ce qui a été très peu souligné, elle s'est prononcée en faveur de la levée de la règle de l'unanimité au conseil européen sur les questions de politique étrangère et pour l'instauration de décisions prises à la majorité qualifiée, ce qui représente un pas majeur et grave vers une fédéralisation renforcée de l'UE. Le haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, Josep

Borrell, s'est exprimé en faveur de l'instauration d'une « liste Navalny » de personnalités russes frappées de sanctions, sur le modèle de la liste Magnitski en vigueur aux États-Unis.

L'ensemble de ces éléments, en dépit des quelques déclarations d'Emmanuel Macron sur l'importance de



maintenir un dialogue avec la Russie, souligne la responsabilité de l'UE, de l'OTAN et de la ligne diplomatique du président français dans l'exacerbation d'une politique de blocs et dans la montée des tensions. Rien ne peut être plus profitable aux va-t'en-guerre, qu'ils soient au pouvoir dans les capitales d'Europe de l'Est, dans les bureaux de l'OTAN ou à Washington d'une part. Cela arrive aussi à un moment où le pouvoir en place à Moscou est affaibli par des résultats électoraux aux consultations régionales qui ont eu lieu en Russie, au profit d'ailleurs, dans un certain nombre d'endroits, du Parti communiste, et où la victoire qu'il a enregistrée lors du référendum constitutionnel de juillet montre surtout une volonté de gagner du temps. Un tel comportement de la part des Européens peut provoquer, une nouvelle fois, un sentiment d'agression en Russie, assez légitime en soi après l'expansion de l'OTAN à l'est, que le pouvoir en place serait en position d'instrumentaliser pour se donner un nouvel élan.

Contre l'OTAN, contre le cours de la politique européenne et française, c'est une logique de sécurité collective qu'il faut mettre dans le débat public. Au lieu d'endosser le

rôle de boutefeux, la diplomatie française jouerait un véritable rôle international en formulant une proposition politique, celle d'une conférence pour la coopération, la paix et la sécurité collective en Europe, celle d'un traité de sécurité collective incluant la Russie. La politique de sanctions sert cette logique de blocs et doit être révoquée, en particulier à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie.

C'est urgent ! La multiplication des tensions, qu'elles soient du fait de l'UE ou de l'OTAN à l'encontre de la Russie, ou du fait des agressions expansionnistes d'Erdogan, sont autant de mèches qui sont allumées près d'un baril de poudre. Les crises accumulées ces dernières années, alliées à la relance d'une politique d'armement, font que la guerre ouverte entre États n'est plus aujourd'hui une hypothèse d'école mais un risque concret. Trop d'exemples dans l'histoire montrent que la situation peut très gravement et très rapidement dégénérer à partir d'un fait considéré comme mineur ou local. La mobilisation pour la paix et la sécurité collective, et l'établissement d'un rapport de force qui s'appuie sur des propositions politiques allant dans ce sens, sont donc plus nécessaires que jamais ! ●

Proposition de loi de soutien des collectivités territoriales suite à la crise covid-19.
présentée par le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat.

118 propositions pour une transformation économique, sociale et écologique

La crise sanitaire que nous affrontons depuis plus de six mois a cruellement mis en lumière la fragilité de notre hôpital et la dépendance de notre pays en matière de santé. Plus largement, l'affaiblissement de l'État et les ravages provoqués par des décennies d'austérité et de politiques libérales sont désormais des réalités visibles et indubitables. Pourtant, face à l'évidence de cet échec, le gouvernement refuse de reculer. Nous députés communistes avons donc formulé 118 propositions pour une transformation économique, sociale et écologique devenue urgente et indispensable.

Depuis la survenue de la crise sanitaire, notre quotidien a été bouleversé : notre manière de travailler, de se déplacer, de nouer des liens sociaux. Cette crise inédite, une des plus graves que le monde et notre pays aient connue depuis 1945, met autant à mal notre cohésion sociale que notre économie.

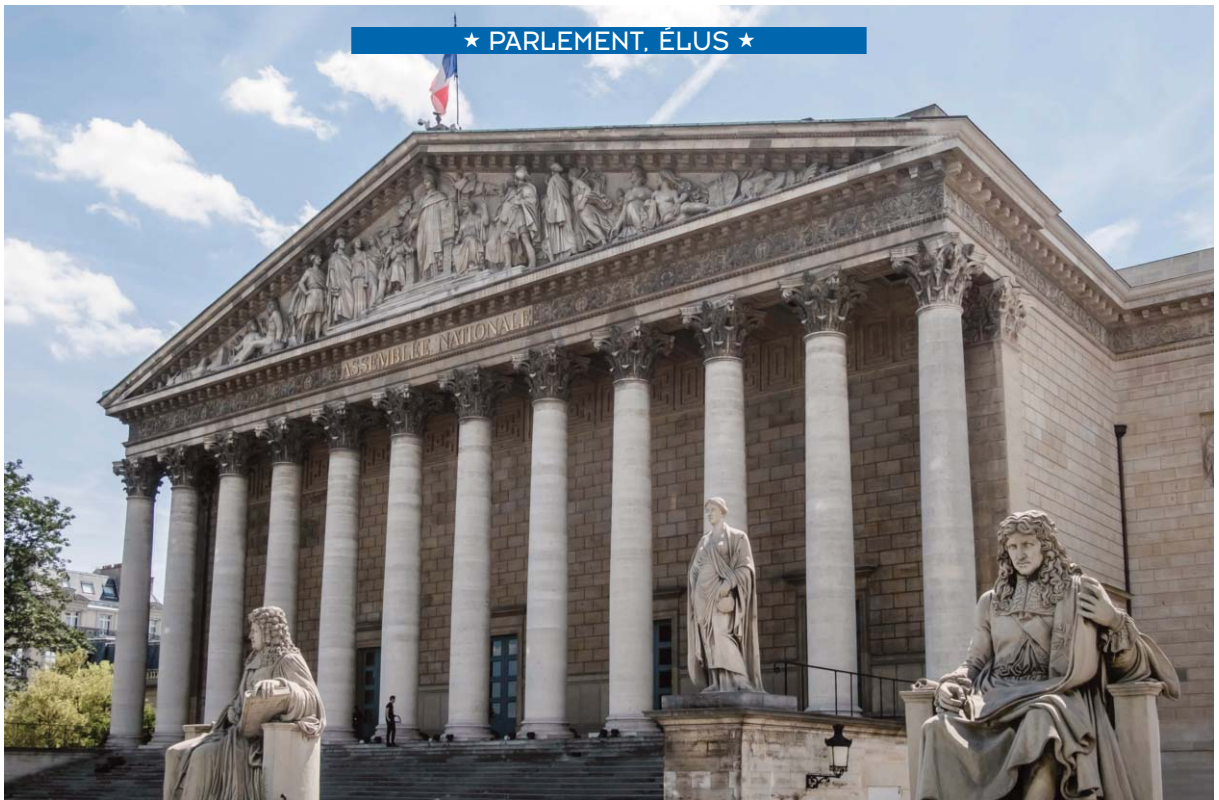
Si nous ne connaissons pas encore l'ampleur de cette crise comme ses effets définitifs en matière sanitaire, nous mesurons progressivement et concrètement les conséquences de ce tsunami économique et social sans précédent, qui dépasse le choc de 2008.

En 2020, notre pays va connaître une perte de richesses de 250 milliards d'euros en raison du gel de l'économie suite au confinement. L'INSEE a comptabilisé 715 000 destructions d'emplois au cours du premier semestre 2020 et ce chiffre devrait

encore augmenter dans les prochains mois. Certains secteurs économiques en subissent particulièrement les effets, comme le tourisme, l'industrie, la culture, l'hôtellerie-restauration et de nombreuses faillites d'entreprises sont à prévoir.

Surtout, cette crise se révèle comme un miroir grossissant des inégalités déjà présentes au sein de notre société, en matière de santé, de disparité de revenus ou d'accès à l'éducation. Elle intervient dans un pays fracturé et abîmé par les orientations

« L'épreuve que nous traversons invite à remettre en question nos modes de vie, nos modes de production et de consommation. Elle exige de penser de nouvelles orientations politiques qui répondent aux défis économiques et sociaux comme aux enjeux environnementaux. »



politiques néolibérales mises en œuvre par Emmanuel Macron et ses prédécesseurs : ordonnances travail, suppression de l'ISF, crise des gilets jaunes, compression des dépenses hospitalières, réforme des retraites. Loin de réconcilier le pays avec lui-même, les réformes successives ont renforcé les inégalités de niveau de vie et accru la pauvreté, comme vient de le montrer l'Insee dans une note du 9 septembre 2020.

L'épreuve que nous traversons impose une réponse politique sans précédent et de grande ampleur. Elle invite à remettre en question nos modes de vie, nos modes de production et de consommation. Elle exige de penser de nouvelles orientations politiques qui répondent aux défis économiques et sociaux comme aux enjeux environnementaux.

UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU CAPITAL

Le plan de relance du gouvernement présenté le 3 septembre dernier, n'est pas à la hauteur des enjeux du moment. À l'opposé de la « réinven-

tion » promise par le président de la République, il s'agit d'un plan de continuité sous-calibré qui poursuit les obsessions néolibérales et la politique de l'offre engagée depuis le

tour, réalise le tour de force de continuer à dérouler à la lettre l'agenda qu'il s'était fixé.

Partant d'un mauvais diagnostic et fidèle à son dogmatisme, le gouver-

« Les 118 propositions fixent de nouvelles orientations ambitieuses qui visent à articuler la transformation écologique avec la justice sociale, à réaffirmer le rôle interventionniste de l'État dans l'économie dans une logique de planification en lien avec l'échelon local, à placer la justice fiscale au cœur de la reconstruction et à inventer de nouvelles solidarités. »

début du quinquennat. Ce faisant, le chef de l'État, en harmonie avec les instances exécutives européennes et sous couvert d'un discours de rup-

nement se concentre sur l'offre et le renforcement de la compétitivité des entreprises, quand la situation économique exige de soutenir fortement »

► la demande. Telle est cette logique qui prévaut avec la baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production, une mesure réclamée de longue date par le patronat.

Loin d'une planification organisée, ce plan du gouvernement se résume à un saupoudrage d'aides publiques aux entreprises qui ne font l'objet d'aucune contrepartie en matière de maintien de l'emploi ou d'engagements écologiques. Ce plan fait le pari naïf du ruissellement en laissant penser que les subventions publiques au secteur privé entraîneront mécaniquement des créations d'emplois, chiffrées par le gouvernement à 160 000 postes. Une ambition qui paraît ridicule au regard des 100 milliards d'euros affichés et des dégâts sociaux constatés.

Cette politique est illusoire car elle n'améliore ni l'activité économique, ni l'emploi, mais vise simplement à restaurer les marges des grandes entreprises, au détriment des finances publiques. L'évaluation du CICE vient nous le rappeler : seulement 100 000 emplois ont été créés en 2013 et 2017 malgré un investissement public de 90 milliards d'euros. L'État planificateur s'efface devant l'État spectateur qui ne prétend pas modifier les règles du jeu du système productif. Un État qui se met au service des intérêts du marché, empêchant ainsi toute transformation sociale et écologique de l'économie.

Inefficace d'un point de vue économique et écologique, nous pensons également que ce plan est injuste socialement et ne permet pas de répondre à la demande de protection de nos concitoyens. Les mesures de solidarité ne représentent que 0,8 % des 100 milliards d'euros engagés à l'heure où une fraction importante de la population risque de tomber dans le chômage et la pauvreté. Avec ce plan de relance, le gouvernement a définitivement choisi son camp, celui du capital.

L'URGENCE D'UN PLAN DE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Comme le soulevait avec justesse Antonio Gramsci, « la crise est le moment où l'ancien ordre du monde s'estompe et où le nouveau doit s'im-

« Loin d'une planification organisée, le plan du gouvernement se résume à un saupoudrage d'aides publiques aux entreprises qui ne font l'objet d'aucune contrepartie en matière de maintien de l'emploi ou d'engagements écologiques. »

poser en dépit de toute résistance et de toutes les contradictions. Cette phase de transition est justement marquée par de nombreuses erreurs et de nombreux tourments ».

Au regard de la gravité du moment, nous, parlementaires communistes, proposons un plan de transformation économique, sociale et écologique qui refuse de relancer le monde d'avant mais contient des solutions de court terme pour accompagner les « jours avec » ainsi que des mesures de moyen et long terme pour construire les « jours d'après ». Ce document fixe de nouvelles orientations ambitieuses qui visent à articuler la transformation écologique avec la justice sociale, à réaffirmer le rôle interventionniste de l'État dans l'économie dans une logique de planification en lien avec l'échelon local, à placer la justice fiscale au cœur de la reconstruction et à inventer de nouvelles solidarités pour répondre à l'urgence sanitaire et sociale. Avec ce plan, nous assumons une politique de soutien à la demande au profit des ménages,

conjuguée à une politique de l'offre stratégique où la puissance publique joue un rôle de premier rang. Ce faisant, nous affirmons un objectif d'extension de la sphère publique qui permet de répondre aux besoins humains et de garantir notre souveraineté.

Nous proposons un plan de plus de 250 milliards d'euros sur trois ans, soit près de 10 % du PIB, qui inclut un engagement nouveau de 85 milliards de dépenses courantes (renforcement du système de santé, déploiement des services publics, mesures de solidarité), auquel s'ajoutent 17 milliards de mesures temporaires sectorielles, ainsi qu'une enveloppe annuelle de 50 milliards d'euros dédiée à l'investissement dans la transition écologique (transports, logement, agriculture...). Les dépenses courantes et les mesures de relance sont financées par l'affectation de recettes pérennes alors que les mesures d'investissement sont financées principalement par le recours à l'emprunt.

Seul un plan audacieux, guidé par la justice sociale et l'exigence écologique, permettra à notre pays de sortir et de se relever de cette crise. Telle est l'ambition que nous portons à travers ce document. ●

Les 118 propositions :
http://bit.ly/GDR_relance

Cause ★ commune

vous propose...
à l'occasion du centenaire du PCF
3 numéros exceptionnels



Je souhaite recevoir exemplaire(s) du lot des numéros (14/15, 19 et 20)
de **Cause commune** 2020 • prix 25 € (+ 4 € de frais de port)

À RÉGLER par chèque bancaire ou postal (France uniquement)

à l'ordre de : Association Paul-Langevin

À envoyer à : CAUSE COMMUNE :

6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

Le riche, version 2020

Pour dénicher les vrais riches, il faut regarder du côté des études des sociologues Pinçon-Charlot (*Les Rothschild. Une famille bien ordonnée*, La Dispute, 1998), ou consulter la revue (pour riches) *Challenges* qui établit depuis vingt-cinq ans le palmarès des plus grosses fortunes françaises.

— PAR GÉRARD STREIFF —

C'est qui un riche aujourd'hui ? Le voisin qui a une option de plus sur sa voiture ? Le terme en effet est plutôt élastique et

les dominants excellent pour entretenir la confusion à ce propos, détourner l'attention des vrais possesseurs de richesses. Cet été, par exemple, la presse posait au sujet de la taxe d'habitation cette question : « Combien doit-on gagner pour faire partie des riches ? » et répondait, en se prévalant de l'INSEE, que « le niveau de vie des plus riches est supérieure à 29 790 euros, soit 2 482,50 euros par mois » (*Le Parisien*, 16 juillet 2020). Dans une enquête Odoxa, toujours cet été, les sondés estimaient cette fois qu'on était riche avec 500 000 euros de patrimoine et 6 000 euros de revenu mensuel. De son côté, l'Observatoire des inégalités considère qu'on est riche avec 600 000 euros de patrimoine ou 4 800 euros de revenus mensuels pour un couple.

Alors, pour dénicher les vrais riches, il faut plutôt regarder du côté des études des sociologues Pinçon-Charlot (*Les Rothschild. Une famille bien ordonnée*), ou consulter la revue (pour riches) *Challenges* qui établit depuis vingt-cinq ans le palmarès des plus grosses fortunes françaises (n° 662, été 2020). Sont présentées les 500 plus grandes fortunes qui s'échelonnent de 150 millions d'euros (les petits derniers

du classement...) à 100 milliards d'euros pour la famille Bernard Arnault, qui caracole en tête.

LES RICHES N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI RICHES

Premier constat, le plus important, le plus sidérant aussi. L'étude, menée au printemps 2020, qui tient compte de l'actualité (variations boursières suite à la COVID, par exemple), établit que les 500 plus riches ont largement accru leur poids dans l'économie : ils pèsent l'équivalent du tiers du PIB français attendu cette année. « Malgré la crise économique provoquée par le confinement, le patrimoine des 500 premières fortunes de France ne s'est pas effondré. Au contraire. À 730 milliards, il n'a jamais été aussi élevé », note la rédaction. Pour l'économiste Thomas Piketty, « ce classement marque une tendance

préoccupante que je n'avais pas réalisée avant de consulter (ces) données : l'extraordinaire creusement des inégalités en France. En dix ans, le montant total des 500 premières fortunes de France est passé d'un total de 210 milliards d'euros à 730 milliards d'euros en 2020. En part du PIB, on serait donc passé de 11 % à 30 %. Un triplement alors que le patrimoine moyen des Français, lui, a progressé à peu près à la vitesse du PIB ! »

« Trois Français sur quatre estiment que, face à la crise, "il faut demander une contribution spécifique aux plus riches". »

Autre chiffre (nous n'en abuserons pas) : en 2020, en plein COVID, le patrimoine des 500 progresse globalement de 3 %, alors qu'après la dépression de 2008, autre année de crise, il avait reculé de 27 %.

Une extraordinaire concentration des richesses est donc à l'œuvre, que l'on retrouve symboliquement au niveau de l'immobilier et des « beaux quartiers ». Ainsi la revue, qui identifie les propriétaires de l'avenue des Champs-Élysées, note que la famille Bernard Arnault occupe, sous divers logos, les numéros 50, 52, 62, 68, 70, 72, 101, 104, 127... de la « plus belle avenue du monde ».

LE RICHE IGNORE LA CRISE

Second constat. La crise, c'est pour les autres. D'ailleurs, le tableau des 500 fortunes s'accompagne de ce titre : « Une crise, quelle crise ? » Certes, certaines familles semblent moins chanceuses, celles dont l'essentiel des biens sont dans la restauration, le transport, l'hôtellerie ; ils perdent quelques places mais demeurent dans le hit-parade des grands possédants.

« En dix ans, le montant total des 500 premières fortunes de France est passé d'un total de 210 milliards d'euros à 730 milliards d'euros en 2020. »

Troisième constat : au top du capitalisme français on trouve d'abord les familles Arnault, Hermès, Wertheimer, Bettencourt, Pinault, les rois du luxe ; on a envie d'écrire que ce palmarès montre une certaine futilité, une vanité de ce capitalisme à la française. On remarque ensuite que le secteur de la santé, au sens large, s'avère très profitable. Les actionnaires de Biomérieux, Eurofins ou Moderna Therapeutics s'enrichissent de plusieurs milliards (voir encadré ci-contre) ; on retrouve aussi ici les propriétaires des EHPAD et des résidences seniors, baptisés « les rois

de l'or gris » (Domus, Sedna, Emera, Colisée patrimoine, Orpea), qui ont su s'enrichir « d'un *business model* avantageux », écrit la revue. À signaler en particulier dans cette tribu Jean-François Gobertier, longtemps numéro 2 de DomusVi, qui collectionne restaurants, hôtels, villas, Harley, voitures de luxe, mais aussi enquêtes préliminaires pour corruption, abus de biens sociaux et blanchiment.

Quatrième constat : « Les grandes fortunes n'ont jamais été aussi critiquées », regrette le responsable de la revue dans l'avant-propos de ce numéro spécial. Il fait état d'un sondage où, notamment, trois Français sur quatre estiment que, face à la crise (tiens, le mot revient), « il faut demander une contribution spécifique aux plus riches ». ●

LA SANTÉ AU TOP

Les biotechs sont dopées. Le secteur de la santé profite directement ou indirectement de la crise sanitaire. Les actionnaires de BioMérieux, Eurofins ou Moderna s'enrichissent de plusieurs milliards. Santé et prospérité : ces deux mots s'accordent mieux que jamais. En cette période de pandémie mondiale, les patrimoines du secteur médical se sont dans leur très grande majorité appréciés. « Ces fortunes sont constituées de deux catégories, analyse Hervé Ronin, banquier d'affaires chez Bryan Garnier. D'un côté les descendants de dynasties familiales très établies comme les Mérieux, les Mauvernay (Debiopharm) ou les Chibret (Théa) ; et de l'autre des entrepreneurs plus récents comme Stéphane Bancel (Moderna Therapeutics) ou Jean-Paul Clozel (Idorsia). »

Des représentants de ces deux mondes ont directement bénéficié d'un « effet coronavirus ». À 47 ans, Stéphane Bancel, qui fait irruption pour la première fois dans le classement de *Challenges* – directement au 66^e rang, avec un patrimoine de 1,45 milliard d'euros – a créé sa biotech *ex nihilo* à Boston (Massachusetts) en 2011. Neuf ans plus tard, Moderna Therapeutics caracole en tête dans la course aux vaccins contre la COVID-19. Et avec pas moins de quinze nouveaux médicaments dans ses tuyaux, tous développés à partir de la technologie révolutionnaire d'ARN Messager, la biotech, dont le fondateur possède 7,5 %, n'en est probablement qu'au début de son ascension.

Extraits de « Fortunes de France », *Challenges*, n° 662, p. 200.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDIas) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Insécurité et « ensauvagement » médiatique

Depuis la fin du mois d'août, la question de l'insécurité fait de nouveau la une des médias. Au programme : mise en spectacle de faits divers, statistiques utilisées à tort et à travers, sondages orientés... Nous revenons sur ce traitement médiatique avec **Laurent Mucchielli**, sociologue et spécialiste des politiques de sécurité.

ENTRETIEN AVEC **LAURENT MUCCHIELLI**

Acrimed : Un échange s'est tenu le 27 août sur CNews. Face à David Guiraud (LFI), le présentateur affirme tout d'abord que la montée de la violence est attestée par les chiffres du ministère de l'Intérieur. Puis, son affirmation étant contestée par son interlocuteur, il rétorque : « On s'en fiche des chiffres ! Il y a un sentiment dans le pays. » Quelle est votre réaction à cet échange ?

Laurent Mucchielli : Cet échange révèle à mon sens au moins trois choses. D'abord, il est typique de l'usage des chiffres comme des arguments d'autorité, leur instrumentalisation : « Ce que je dis est chiffré, donc je dis la vérité. » Ensuite, je relève dans cet échange le passage à une rhétorique et à un vocabulaire populistes bien connus, notamment à l'extrême droite. En substance : « Les chiffres ne vont pas dans mon sens mais je m'en fiche car les chiffres sont le produit du système accaparé par les élites, moi je connais le "pays réel", je vais vous dire ce que ressentent "les Français". » Enfin, je note que ce journalisme d'opinion est devenu assez typique du rôle de présentateur / anima-

teur des « plateaux télé », même si cela se voit davantage sur une chaîne comme CNews que sur une chaîne du groupe France Télévisions. Le présentateur n'est pas ici un journaliste neutre qui distribue la parole et surveille le bon déroulement d'un débat. Il est un acteur central du contenu du débat lui-même. Il est du reste recruté pour cela. C'est un rôle qui s'est « starisé » à la télévision comme à la radio. C'est le modèle américain du *talk-show* qui s'est un peu généralisé, me semble-t-il.

Acrimed : Cet extrait pose en particulier la question de la médiatisation des chiffres des violences ou de la délinquance. Dans un article sur les techniques et les enjeux de la mesure de la délinquance, vous revenez sur l'instrumentalisation des chiffres dans le débat médiatique. Comment expliquez-vous le faible recul des journalistes par rapport à ces statistiques, et vis-à-vis de la parole du ministère de manière générale ?

Laurent Mucchielli : Le poids des statistiques est devenu énorme dans le débat

public. D'abord, comme je l'ai rappelé dans mon livre sur la vidéosurveillance (*Vous êtes filmés ! Enquête sur le bluff de la vidéosurveillance*, Armand Colin, 2018) nous vivons dans une société où l'imaginaire a été colonisé par les sciences et les technologies, et où une partie de la vie quotidienne (mais une partie seulement) évolue sous l'effet du développement technologique. Dans cet imagi-

« Le faible recul des journalistes est peut-être aussi le problème de la formation initiale et continue des journalistes. »

naire, les raisonnements mathématiques, en particulier les probabilités, jouent un rôle très important. Ensuite, nous vivons aussi dans une société où le modèle managérial de l'entreprise privée s'est imposé dans l'administration publique.

C'est le gouvernement par les chiffres, la culture du chiffre, qui règne partout, du commissariat de police à l'hôpital en passant par l'école. Partout, il faut « avoir les chiffres » et prouver le bien-fondé de son action par les chiffres.

« Le thème de "l'insécurité" est depuis toujours le premier argument des rhétoriques racistes. »

L'effet combiné de ces deux grands processus est particulièrement puissant, et il donne l'impression d'une rationalité qui légitime celui qui l'incarne. Mais ce n'est souvent qu'une illusion. D'abord, cette mise en chiffres de la société est toujours une simplification abusive. Le réel, c'est la diversité et la complexité. Ensuite, les sociétés modernes restent mues principalement par des émotions et des croyances collectives, par des enjeux de pouvoir et de domination dans la sphère politique, et par la recherche du profit à court terme dans la sphère marchande. La question sécuritaire illustre bien tout ceci. Mais je dirais que la crise sanitaire actuelle l'illustre encore plus fortement. Nous sommes saturés de chiffres, gouvernés apparemment par des chiffres, et pourtant ce que nous faisons au final n'est pas rationnel du point de vue médical.

Une dernière réponse à votre question sur le faible recul des journalistes est peut-être aussi le problème de la formation initiale et continue des journalistes. Je ne sais pas exactement ce qui est enseigné dans les écoles de journalisme ni qui s'occupe de leur formation, mais il est probable qu'il ne doit pas y avoir beaucoup d'heures de cours de sociologie et encore moins de méthodologie quantitative.

Acrimed : Chacun a vu ces images d'hommes armés à Grenoble, largement commentées sur les chaînes d'information en continu, qui étaient en réalité issues... d'un clip musical. Entre omniprésence des faits divers et information spectacle, peut-on dire que les médias mettent en scène un spectacle de l'insécurité monté de toutes pièces ?

Laurent Mucchielli : Les rédacteurs en chef n'inventent pas les faits divers que leurs journalistes vont ensuite « couvrir ». Et, sauf exception (comme l'affaire de Grenoble), les faits divers utilisés sont bel et bien réels. Par contre, d'abord ils choisissent ou pas de leur donner de l'importance : les « monter à la une », les mettre en série les uns après les autres, y consacrer plus ou moins de temps, etc. Ensuite, ils orientent fondamentalement l'interprétation en transformant ces faits divers en des faits de société. Tel crime n'est plus simplement un crime commis tel jour à tel endroit, il devient un révélateur d'une tendance, le symbole de quelque chose qui traverserait toute la société. C'est en cela que les rédacteurs en chef font de la politique, quoiqu'ils en disent. Quant au contenu de ces interprétations, il traduit les préoccupations politiques du moment comme on vient de le voir, ou bien recycle sottement les sempiternels refrains sur l'augmentation de la violence, la disparition de la morale, la crise de l'autorité, la rébellion des jeunes... bref le « tout fout le camp et c'était mieux avant ». C'est à la fois un discours de vieux et un discours de café du commerce pour dire les choses.

Acrimed : Dans Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français (La Découverte, 2001), vous écriviez : « Les journalistes ont beau essayer de s'en défendre et de renvoyer toujours la faute sur le voisin, si "l'insécurité" a pris une telle importance dans le débat public, c'est aussi parce

que nos journaux, nos radios et nos télévisions y consacrent une place démesurée. » Que pensez-vous de l'évolution du traitement médiatique des questions d'insécurité depuis les années 2000 à la séquence médiatique actuelle ?

Laurent Mucchielli : Je vieillis mais j'ai encore une bonne mémoire, et ce qui s'est passé cet été m'a rappelé des choses déjà connues. Par exemple, le contexte des années 2001-2002 où l'insécurité était la question politique et médiatique numéro 1 parce que c'était une période électorale (municipales de 2001, présidentielle de 2002). Ou encore l'été 2010 avec le discours de Nicolas Sarkozy à Grenoble (déjà...), qui lance sa campagne pour la présidentielle de 2012. Aujourd'hui que voyons-nous ? Un nouveau gouvernement est nommé en

« Ils orientent fondamentalement l'interprétation en transformant ces faits divers en des faits de société. »

juillet 2020, il a pour mission de piloter le bateau jusqu'à l'élection présidentielle de 2022, où le président de la République pense qu'il sera une fois de plus opposé au final à l'extrême droite. Progressivement dans l'été, tout le gouvernement prend des vacances, sauf MM. Castex et Darmanin. Fin juillet, le Premier ministre se rend à Nice dénoncer « l'insécurité », féliciter Christian Estrosi et vanter le modèle niçois de gestion sécuritaire, accompagné d'un ministre de l'Intérieur qui ne cache pas que son modèle est N. Sarkozy. Et comme par hasard, dans les médias, l'été est dominé par deux questions : la Covid et la sécurité. ►►

►► Comme je l'ai souvent dit, le drame du journalisme contemporain est qu'il ne maîtrise pas son agenda. C'est fondamentalement l'agenda politique qui fait l'agenda médiatique. De temps à autre, les journalistes arrivent encore à sortir une « affaire », un petit « scandale », et prennent ainsi une petite revanche symbolique. Mais la réalité quotidienne est qu'ils sont totalement dépendants de la communication politique. On parle de ceci ou de cela aujourd'hui parce que le gouvernement a annoncé ceci ou cela hier en conférence de presse, ou bien qu'il a décidé de faire une sortie à tel ou tel endroit. Et la première chose que lit le journaliste désigné pour « couvrir » cette « actualité », c'est le dossier de presse que le gouvernement a concocté.

Acrimed : Le ministre de l'Intérieur a annoncé récemment la mise en place de points presse mensuels pour communiquer les « résultats » du ministère de l'Intérieur. Vous rappelez que les chiffres de la délinquance sont publiés annuellement depuis 1972, mensuellement depuis 2002. Depuis les années 2000, comment a évolué la stratégie de communication du ministère de l'Intérieur à destination des médias, quel effet a-t-elle eu sur le traitement médiatique des questions d'insécurité ?

Laurent Mucchielli : Les déclarations récentes de Gérald Darmanin ressemblent très fortement à celles de Nicolas Sarkozy à son arrivée au ministère de l'Intérieur en 2002. Il s'est ensuivi dix ans d'une politique du chiffre, qui a marqué toutes les institutions policières. Après l'élection de François Hollande en 2012, et la nomination de Manuel Valls à l'Intérieur, on a assisté à un reflux, voire à un démantèlement partiel, de l'appareil statistique mis en place. Le rapport des inspections générales de l'INSEE, de la police nationale et de la gendarmerie nationale (juin 2013) puis celui de l'inspection générale de l'administration (février 2014) ont écrit noir sur blanc ce

que des chercheurs comme Christian Mouhanna et moi, et des professionnels courageux, disaient depuis des années sur la fabrication politico-administrative des chiffres de la délinquance. Cette communication par les chiffres a donc un temps disparu au ministère de l'Intérieur. Des changements importants de logiciel ont par ailleurs perturbé fortement la production des statistiques de police et de gendarmerie en 2014-2016. Dans le même temps, jugeant probablement l'Observatoire national de la délinquance pas assez fiable (trop soumis au ministère de l'Intérieur dans les années Sarkozy, alors qu'il était dirigé par un de ses proches : Alain Bauer), Manuel Valls a recréé un service statistique au ministère de l'Intérieur : Interstats. Ce service

les nombreux commentateurs d'extrême droite sur les plateaux des chaînes d'information en continu... Comment percevez-vous le succès médiatique de ce terme ?

Laurent Mucchielli : Ce succès est inquiétant car il s'agit d'un thème qui fait partie du vocabulaire ordinaire de l'extrême droite depuis la fin XIX^e siècle. L'immigré est toujours assimilé à un « barbare », un « sauvage », bref un « non-civilisé ». Ces dernières années, Marine Le Pen utilise régulièrement le terme d'« ensauvagement ». Depuis 2013 précisément, avec la parution du livre *La France, Orange mécanique*. L'auteur, un jeune journaliste d'extrême droite caché sous un pseudonyme (tout comme son pré-

« Le présentateur n'est pas un journaliste neutre qui distribue la parole et surveille le bon déroulement d'un débat. Il est un acteur central du contenu du débat lui-même. »

a mis plusieurs années à trouver son audience et sa légitimité. C'est le cas aujourd'hui. Et il publie déjà depuis longtemps des statistiques mensuelles. L'outil est donc déjà disponible. Le risque, que j'avais annoncé à l'époque, étant qu'il soit à nouveau instrumentalisé un jour. C'est ce qui risque d'arriver avec Gérald Darmanin. Il va falloir surveiller ça dans les mois qui viennent.

Acrimed : Le terme d'« ensauvagement » a été employé par le ministre de l'Intérieur le 24 juillet dans un entretien au Figaro pour qualifier des faits divers violents survenus pendant l'été. Depuis, le terme a saturé l'espace médiatique et polarisé le débat autour de la question d'une explosion de violence au sein de la société. Un terme repris, « décrypté », attesté par

facier], y accumulait des chiffres et des faits divers tronqués pour montrer que tout est la faute « des Arabes et des Noirs », comme diraient des intellectuels comme Éric Zemmour mais aussi certains syndicats de police qui dissimulent à peine leur racisme. Alors, il n'est pas très étonnant de retrouver ce vocabulaire dans des déclarations de Gérald Darmanin lorsqu'on se renseigne un peu sur sa trajectoire politique : on sait qu'il a souvent navigué à la limite de l'extrême droite, il suffit de consulter sa biographie sur Wikipédia. Mais le fait qu'il soit ministre de la République, de surcroît ministre de l'Intérieur, devrait tous nous alarmer. La banalisation du racisme est devenue évidente ces dernières années. C'est pourquoi j'ai écrit mon dernier livre. Et le thème de « l'insécurité » est depuis toujours le premier argument des rhétoriques racistes. ●

Propos recueillis par ACRIMED.

La transphobie, maladie infantile du féminisme ?

Les personnes trans' sont considérées par certaines et certains militants féministes comme des menaces, voire comme l'ennemi principal, comme l'a rappelé l'« affaire J. K. Rowling » cet été. Mais une telle représentation ne fait-elle pas le jeu du patriarcat en divisant les dominés ?

— PAR IGOR MARTINACHE* —

En plus d'être une romancière de talent, J. K. Rowling est assurément un prodige du marketing. Non contente d'avoir donné le goût de la lecture à des centaines de millions d'enfants – et d'adultes – dans le monde entier à travers les sept tomes des aventures d'Harry Potter, l'écrivaine britannique a également contrôlé de très près les déclinaisons en films et autres produits dérivés de son petit sorcier, s'assurant une colossale fortune. Et pourtant, le 6 juin dernier, il lui a fallu moins de vingt mots pour mettre à bas l'image lisse et consensuelle d'écrivaine pour enfants prônant la tolérance et le respect des différences et déclencher une de ces polémiques dont les réseaux sociaux numériques ont le secret. Réagissant à la publication d'un article en ligne intitulé « Créer un monde post-covid-19 plus égalitaire pour les personnes qui ont leurs règles », J. K. Rowling a posté un tweet ironique tournant en dérision cette dernière expression : « Les personnes qui ont leurs règles ? Je suis sûre qu'il existait un mot pour les désigner. Quelqu'un peut m'aider ? Les feumbes ? Les fimmes ? Les feumdes ? » Une plaisanterie anodine

qui cache en réalité une attaque en règle envers les personnes trans' et le langage inclusif qui s'efforce d'atténuer les violences à leur égard. Rappelons qu'une personne trans' est quelqu'un qui s'identifie au sexe opposé de celui qui lui a été assigné à la naissance, qu'elle ait ou non recouru à un traitement médical

contraire, les deux s'opposant aux personnes « cis » qui s'identifient à leur sexe de naissance. J. K. Rowling, qui avait déjà traité deux ans plus tôt une femme trans' d'« homme en robe », s'est ensuite longuement justifiée, suite aux nombreuses récriminations que son message a déclenchées pour expliquer

« 85% des personnes trans' interrogées déclaraient avoir été victimes d'attaques transphobes, souvent de manière récurrente, dans la rue, mais aussi au travail et dans un cercle privé. »

pour accorder son corps à son identification. On parle ainsi de « femme trans' » (*male-to-female* en anglais, MtF en abrégé) pour désigner une personne se considérant comme femme mais désignée comme homme à la naissance, et d'« homme trans' » (*female-to-male* ou FtM) dans la situation

sa position, disant en substance qu'elle avait « beaucoup d'empathie » pour les personnes trans' mais qu'il n'était pas pour autant haineux d'affirmer la réalité du sexe biologique. Cet épisode a révélé plus largement une ligne de fracture au sein du mouvement féministe quant à la place à accorder aux personnes trans'. ►►

» DISSOCIER SEXE BIOLOGIQUE ET IDENTITÉ SOCIALE.

La créatrice d'Harry Potter est en fin de compte la représentante la plus illustre d'une mouvance qualifiée par ses détracteurs de « TERF » pour *trans-exclusionary radical feminist* en anglais (féministes radicales excluant les personnes trans) et qui préfèrent se qualifier de « critiques de la notion du genre », entendue ici comme la possibilité de dissocier sexe

sont néanmoins restés cantonnés aux milieux militants jusqu'à récemment. La ligne de fracture entre féministes vis-à-vis de la transidentité a été révélée, avant l'« affaire J. K. Rowling » par certaines déclarations transphobes de militantes des Femen et colleuses d'affiches anti-féminicides. Si celles-ci ont raison de rappeler le rôle important des médecins dans la prise en compte de la transidentité dès la fin du XIX^e siècle et le développe-

normes de genre : celui-ci, tout comme finalement celui des femmes cis', oscille ainsi entre conformation, usages stratégiques (consistant à reprendre ces normes à votre compte quand elles peuvent jouer en votre faveur) et résistance. Il est donc absurde de chercher à les réifier en leur prêtant des intentions ou des comportements univoques. Quant aux craintes plus particulières, selon lesquelles les femmes trans' resteraient marquées par leur prime socialisation masculine et pourraient confisquer la parole des autres femmes, il convient, explique encore Emmanuel Beaubatie, de les envisager comme des « trans-fuges » du genre à la manière de celles et ceux qui franchissent les frontières de classes. Ce faisant, elles contribuent à rendre celles du genre d'autant plus visibles et à mettre en évidence l'arbitraire des rôles sociaux assignés aux membres des deux sexes. En d'autres termes, à montrer que ceux-ci ne sont pas inscrits dans la nature, de même que la domination patriarcale. Enfin, parler comme certains de « privilèges » dont bénéficieraient les personnes trans', notamment les hommes, apparaît particulièrement déplacé, pour dire le moins, lorsque l'on considère les difficultés sociales et psychologiques que doivent endurer ces personnes. Outre un éventuel traitement médical souvent lourd pour l'organisme, celles-ci font face à une hostilité particulièrement vive de la part du reste de la population. Ces rappels à l'ordre sexué, regroupés sous le vocable de transphobie ou « cissexisme », ainsi que préfère la qualifier Emmanuel Beaubatie, prennent ainsi des formes variées, des plus « banales », comme des remarques désobligeantes concernant l'apparence physique, au meurtre, en passant par toute la palette des agressions verbales et physiques. Sans oublier leur versant institutionnel, avec le parcours du combattant (et de la combattante !) que représente le changement d'état civil, et les réticences de certains services administratifs ou entreprises

« Comme tout groupe social, celui des personnes trans' est traversé par une profonde hétérogénéité. Il en va notamment de leur rapport aux normes de genre. »

biologique et identité sociale de sexe. Ces militantes et militants ont en commun de considérer que la défense des droits des personnes trans' mettrait en danger ceux des femmes cis'. Loin d'être une simple réaction à la visibilité croissante des personnes trans', cette position existe depuis plusieurs décennies dans les milieux féministes. L'un de leurs livres de chevet est ainsi *L'Empire transsexuel* publié en 1979 par l'universitaire féministe états-unienne Janice Raymond qui développe la thèse selon laquelle les femmes trans' contribueraient au maintien des stéréotypes de genre et ainsi à la domination masculine. Elles participeraient en effet à la médicalisation de l'identité sexuée et seraient en quelque sorte des espionnes façonnées par un corps médical patriarcal afin de « coloniser » les cercles politiques et culturels féministes et ainsi les neutraliser de l'intérieur. Janice Raymond n'hésite ainsi pas à écrire que « tous les transsexuels violent le corps des femmes en réduisant la vraie forme féminine à un artefact et en s'appropriant ce corps ». S'il a suscité de vifs débats à sa publication, ceux-ci

ment de traitements chirurgicaux et hormonaux à partir des années 1920, leur discours tend néanmoins à occulter les oppositions très fortes au sein du corps médical et surtout à présenter les personnes concernées comme de simples réceptacles passifs, en niant de ce fait leurs souffrances comme leur autonomie relative dans la mobilisation pour leurs droits. En outre, l'affirmation selon laquelle l'espèce humaine se diviserait en deux catégories de sexe bien délimitées biologiquement se heurte de front au fait que presque 2% des bébés naissent en réalité intersexués, c'est-à-dire sans sexe clairement déterminable, et s'en voient assignés un par des traitements chirurgicaux et hormonaux souvent traumatisants pour ces enfants et leurs proches.

DES ACTES TRANSPHOBES BANALISÉS ET DÉLÉTÈRES

Comme le rappelle le sociologue Emmanuel Beaubatie, comme tout groupe social, celui des personnes trans' est traversé par une profonde hétérogénéité. Il en va notamment de leur rapport aux

privées à entériner celui-ci une fois obtenu. Sans oublier de fortes discriminations dans l'accès à l'emploi, au logement et autres services du quotidien. Sans surprise il en résulte une détresse psychologique importante qui est elle aussi avant tout le produit de relations sociales et non inscrite dans la nature des choses. Lors d'une enquête menée en 2014 par le laboratoire d'idées République et diversité, 85% des personnes trans' interrogées déclaraient avoir été victimes d'attaques transphobes, souvent de manière récurrente, dans la rue, mais aussi au travail et dans un cercle privé. Dans la même enquête, plus de 15% des répondants avaient été victimes d'agressions physiques entraînant une incapacité temporaire de travail de plus de quatre jours, 20% relataient une tentative de suicide et 60% un épisode dépressif sérieux. Difficile de prétendre donc que ces personnes ne paieraient pas au prix fort le coût de la domination patriarcale.

NE PAS SE TROMPER D'ADVERSAIRES

Outre que d'un point de vue tactique, on peut sérieusement douter de la pertinence d'opposer ou même simplement de mettre en concurrence les luttes pour



contribuer à reproduire l'ordre du genre qu'elles s'emploient par ailleurs à déconstruire en assignant les personnes trans' au sexe qui leur a été attribué à la naissance. Soit, paradoxalement, exactement ce qu'elles reprochent à ces dernières. Au-delà cependant de ces controverses, il importe de ne pas assimiler

capitalisme et patriarcat, et il s'agit de s'atteler avant tout à trouver les voies d'un « féminisme pluriel » remplaçant les organes génitaux à la place – secondaire – qui est la leur, sans pour autant croire que le genre, comme système de représentation du monde en deux catégories hiérarchisées en fonction du sexe biologique et auxquelles sont assignés des rôles sociaux, aurait déjà été aboli. Comme l'écrit encore Emmanuel Beaubatie dans un récent article intitulé « Des trans' chez les féministes », paru dans *La Revue du crieur* en juillet 2020, un tel discours proclamant l'abolition du genre ou l'existence d'autant de « genres » (au sens de rôles sexués) que de personnes, « toujours plus populaire, ce type de discours libéral est sans doute le plus mortifère de tous car il désarme brutalement la critique de la domination masculine ». Le combat féministe est bel et bien une ligne de crête sur laquelle il importe de ne pas se tromper d'adversaires. ●

« Tel est bien "l'ennemi principal", l'alliance tenace entre capitalisme et patriarcat, et il s'agit de s'atteler avant tout à trouver les voies d'un "féminisme pluriel" remplaçant les organes génitaux à la place – secondaire – qui est la leur. »

les droits des femmes et celles pour les droits des personnes trans' et *queer* en général, d'un point de vue conceptuel, les militantes étiquetées comme « TERF » semblent bel et bien à leur corps défen-

pour autant ces féministes radicales aux réactionnaires de tous bords hostiles aux droits des femmes comme de toutes les personnes LGBTQIA+. Tel est bien « l'ennemi principal », l'alliance tenace entre

***Igor Martinache** est agrégé et docteur en science politique. Il est enseignant à l'université Paris-Diderot.

À la naissance de la « société civile »

La notion de « société civile », essentielle chez Gramsci, plonge ses origines dans les développements par Marx de la pensée hégélienne. Et son histoire, qui éclaire son sens vrai, est autrement instructive que la simplification grossière qui nous en a été présentée par la macronie.

— PAR JULIE-JEANNE HART* —

Dans les premiers temps de la macronie, on entendait sans cesse parler de la « société civile », pourvoyeuse supposée de « cadres de haut niveau » acquis au libéralisme, en retrait par rapport aux valeurs républicaines sans en être absolument détachés, et surtout extérieurs à ce qu'il est de bon ton d'appeler « la classe politique ». Des spécialistes en somme, pionniers du « nouveau monde », destinés à réaliser l'unanimité au nom de la science et de la compétence. Une illusion qui n'avait rien de neuf et qui semble bien en passe de se dissiper.

Il n'en reste pas moins qu'il y a eu, en ce domaine comme en tant d'autres, quelque chose comme une captation d'héritage : la notion de « société civile » n'est rien moins que nouvelle.

LA SOCIÉTÉ CIVILE CHEZ HEGEL

Peu avant sa mort, survenue en 1831, Hegel écrit *Principes de la philosophie du droit*. Ce texte, qui est en un sens le couronnement de son œuvre, tient chez lui la place que d'autres penseurs accordent à la morale. En effet, à la différence de Kant qui place la valeur morale dans

l'intention subjective, Hegel la situe dans les réalisations objectives. Pour lui, la *moralité subjective* n'est qu'un moment préliminaire de la *moralité objective*, dans laquelle elle se structure et s'ac-complit en s'objectivant dans des réa-

« Sous ce nom de "société civile", Hegel pense à la fois la vie économique et sociale et les institutions juridiques. »

lisations matérielles et institutionnelles, et tout ce qui constitue la pratique sociale. L'esprit objectif réconcilie la liberté et le droit dans un élément commun : la vie du citoyen, qui devient de ce fait la vraie vie.

Cette réconciliation s'opère en trois étapes, qui amènent au concept de « société civile ». Première étape : le *droit abstrait*, qui est lui-même un dépassement du simple et primitif sentiment de liberté, sentiment exalté notamment par Rousseau et les romantiques allemands et anglais, qui voyaient en lui à la fois l'expérience et la preuve de la liberté. À juste titre selon Hegel, qui leur objecte cependant que la liberté ainsi vécue reste enfermée dans les limites de la subjectivité : situation intenable et contradictoire en elle-même que celle d'une liberté enfermée ! Le *droit abstrait* l'affranchit de cette limitation en lui permettant de s'incarner, d'abord dans la propriété (« le mien ») puis dans la propriété échangée (ce qu'on appellera plus tard « le marché »), et enfin par la communauté de fait qu'instaure la pratique des échanges : « Le mien médiatisé par la volonté est devenu commun. »

Deuxième étape : la *moralité subjective*, moment de la scission, par laquelle la conscience individuelle fait valoir sa dignité, son exigence d'être respectée, se différencie de la communauté régie par le droit abstrait et s'oppose à elle.

C'est par exemple la révolte d'Antigone contre des lois qu'elle considère comme injustes. C'est le moment où l'esprit s'oppose à la lettre, la justice à la légalité, où le scandale arrive, celui du Christ, ou encore celui de la Réforme protestante. Mais ce moment nécessaire et vrai de la révolte nue doit être dépassé à son tour, car pas plus qu'elle ne saurait se concentrer dans le pur sentiment d'elle-même, la liberté ne peut se cantonner dans une simple dénégation, aussi justifiée soit-elle, de l'ordre social existant. Le moment de la moralité subjective doit donc se dépasser dans celui de la *moralité objective*. Celle-ci comprend à son tour

trois moments : la famille, la société civile et l'État.

La famille, comme l'avait bien vu Rousseau dans *Le Contrat social*, est « la première société ». Un embryon de société plutôt, qui certes soustrait l'individu à sa naturalité initiale en lui imposant normes et conventions, donc des outils potentiels de sa libération par rapport à la naturalité, mais qui trop souvent se révèle être un carcan et

demeure, par le biais de l'affectivité, attachée à la nature. Surtout, chaque famille se trouve avec les autres dans un rapport d'extériorité qui est lui aussi une rémanence de la naturalité, voire de la sauvagerie initiale. La moralité objective doit donc trouver son fondement réel ailleurs que dans la famille. Elle le trouvera, ultimement, dans l'État, qui viendra tout harmoniser. Entre les deux : la société civile.

Sous ce nom de « société civile », Hegel pense à la fois la vie économique et sociale et les institutions juridiques. À la base de la société, et c'est pour cela

qu'elle est dite « civile », se trouve non pas l'individu abstrait et interchangeable du libéralisme et des doctrines politiques antérieures, mais un vaste et riche ensemble de rapports, le *système des besoins*. Le travail, les échanges et les institutions qui les règlent constituent la matière et la forme (toujours mouvante) de la société civile. L'individu n'est libre qu'en tant qu'individu social, non seulement confronté à ces médiations que sont le travail et les échanges, mais formé par elles. Hegel appelle cela « la culture », et souligne qu'elle n'est « ni corruptrice, ni simple moyen

exercice dans lequel ils se dépassent et s'accomplissent à la fois.

MARX DEVANT LA « SOCIÉTÉ CIVILE »

On sait que dans les années qui ont suivi la mort de Hegel, ses disciples se sont violemment opposés entre une « droite » surtout fidèle à la *doctrine* du maître, qui soulignait les aspects conservateurs de sa doctrine et son éloge de la propriété, tandis qu'une « gauche » clairsemée où certains – c'est le cas de Marx –, sans s'illusionner sur le caractère effectivement conservateur de sa doctrine,

s'intéressent au contenu de ses analyses et à la fécondité au moins potentielle de sa *méthode*.

Or une chose saute aux yeux de Marx : Hegel n'a pas cherché à élaborer une « philosophie morale » ni une « philosophie politique », comme l'y invitait une tradition philosophique multiséculaire. Les réflexions en forme de célébrations lyriques sur la liberté et la justice ne l'ont occupé qu'un temps, et il a explicitement appelé à leur dépassement. Ce faisant, il a vu avec beaucoup de lucidité

quelque chose d'essentiel : les États modernes ne sont pas l'incarnation d'idées abstraites, mais le lieu où s'articulent l'économie et la politique. D'un autre côté, Hegel est resté tributaire d'une conception idéaliste des rapports sociaux. Sa critique de la philosophie des Lumières (« ce fut la platitude absolue ») et de son individu abstrait est parfaitement fondée. Et il a raison de voir dans la société civile le maillon essentiel entre la structure familiale et la structure étatique. Tant il est vrai que « le monde de l'homme, c'est l'homme, la société » (*L'Idéologie allemande*). Mais quand ►►

« Il a manqué à Hegel une vue ample et exhaustive du travail. Dans sa *Logique*, le travail n'apparaît que fugitivement, comme le moyen terme d'un syllogisme, simple geste technique d'appropriation, médiation entre le désir et la possession... »

de se procurer un plaisir ou un avantage, mais un travail de défrichement de la nature et par lequel l'esprit s'installe comme chez lui dans l'extériorité ». De même la justice n'est plus dans cette optique une simple aspiration ou un idéal, mais un ensemble de codes et d'institutions destinés à garantir la qualité et la réciprocité des échanges. C'est néanmoins, espère Hegel, l'État qui réglera tout, en dépassant la sphère du système des besoins en permettant aux individus, par-delà l'exercice de la vie sociale, économique et culturelle, les moyens d'exercer la citoyenneté,

► Hegel oppose la société civile « concrète » au « droit abstrait », une question décisive se pose : qu'entend-il par « concret » ? En fait il semble bien que Hegel voit dans le travail et les échanges davantage une *médiatisation*, moment transitoire de la « vie de l'esprit », qu'une *médiation*, activité pratique menée par des humains en chair et en os dans le cadre de rapports sociaux, ce qu'il appellera plus tard *Tätigkeit*, activité sociale formatrice et autoformatrice. Pour le dire un peu grossièrement, chez Hegel c'est « l'esprit » plutôt que le travailleur qui travaille...

En d'autres termes encore, Hegel a eu l'immense mérite de désigner, sous le terme de « société civile », ce monde des rapports sociaux et économiques que toute une tradition, qui n'est pas que philosophique, reléguait sous le nom de *negotium* dans les activités viles, voire serviles, de ceux qui ne peuvent pas se payer des loisirs (c'est le sens du mot *negotium*, qui a donné « négoce »). Et il a bien discerné, dans

l'écart entre ces activités et la vie politique au sens strict, l'essentiel de la vie de la société. Mais il a manqué à Hegel une vue ample et exhaustive du travail. Dans sa *Logique*, le travail n'apparaît que furtivement, comme le moyen terme d'un syllogisme, simple geste technique d'appropriation, médiation entre le désir et la possession...

Il y a davantage, et c'est là peut-être l'essentiel : la critique faite par Hegel de l'individu abstrait et interchangeable des *théories* libérales est fondée. Mais la *pratique* du libéralisme ressemble étonnamment à sa théorie ! Il y a un lien fort entre la conception idéaliste abstraite

de la société, qui fait d'elle un agrégat d'individus, et la politique libérale où n'existe face au capital qu'un individu « libre », c'est-à-dire isolé, détaché de tout milieu familial ou communautaire, aliéné à la société et à lui-même. De fait, face aux *men of no property*, le dernier mot de la société civile bourgeoise sera, remarque Marx, la police, seule instance capable de protéger sa propriété, c'est-à-dire en dernière analyse son égoïsme.

« Il y a un lien fort entre la conception idéaliste abstraite de la société, qui fait d'elle un agrégat d'individus, et la politique libérale où n'existe face au capital qu'un individu "libre", c'est-à-dire isolé, détaché de tout milieu familial ou communautaire, aliéné à la société et à lui-même. »

Dans les « vieux organismes sociaux », écrit Marx dans *Le Capital*, tels que les économies antiques et médiévales, l'individu est « immature », parce que « l'histoire n'a pas encore coupé, pour ainsi dire, le cordon ombilical qui l'unit à la société primitive ». La division du travail se reflète alors dans le polythéisme. Même dans les sociétés médiévales, où l'histoire, pourrait-on dire, a commencé, chaque activité a encore, sinon son dieu, du moins son saint patron. Dans nos sociétés, la marchandise est protéiforme, envahissante, et les activités précaires, où tout ce qui n'est plus rentable est jetable, l'unifi-

cation du marché et la prolifération de la marchandise se reflètent dans le monothéisme de l'argent. Autant dire que la société civile est devenue un ensemble singulièrement contrasté où les logiques de profit s'imposent à l'État lui-même...

C'est cela que, selon Marx, Hegel n'a pas vu. La société civile bourgeoise, telle qu'elle existe en Angleterre et telle qu'elle se met lentement en place dans les autres pays d'Europe sous ses yeux,

fait voler en éclats les structures traditionnelles de la vie familiale et sociale. Dans les grandes villes comme dans les campagnes désertifiées, la solitude devient une solitude de masse, de même que l'anonymat. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les (trop) célèbres formules de *L'Idéologie allemande* sur la religion, « opium du peuple », « cordialité d'un monde sans cœur », « expression fantastique d'une misère réelle », « cri de la créature aliénée », « souffrance et en même temps protestation contre cette souffrance » : dans une société civile qui, pour s'établir, a disloqué quasiment tous les liens, il en subsiste encore un, vertical, appauvri, illusoire et malgré tout réel... Bientôt, une sous-culture de masse, elle aussi, viendra normer les consciences et formater les imaginaires. Ces réalités nouvelles, qui seront si fortement pensées par Gramsci et illustrées par Pasolini, ne sont encore qu'en germe à l'époque où Marx étudie la face sombre de la société civile hégélienne. ●

***Julie-Jeanne Hart** est doctorante en philosophie.

Archéologue : histoire d'un métier en lutte

Parce qu'il s'agit avant tout d'un métier de passionnés, les archéologues se sont battus de tout temps pour défendre leur activité, leurs recherches, leurs sites et finalement leur statut. Longtemps liés aux débats sur le patrimoine architectural, l'unité lors des luttes ne leur est vraiment venue que sur le tard. Mais à l'heure où les combats ont quitté le champ patrimonial pour celui du social, le corps des archéologues est désormais soudé et fait front.

— PAR **EMMANUEL GUILLET***

Ce n'est pas vraiment une surprise, les premiers combats des archéologues ont été pour faire reconnaître l'importance de leur activité. Tout d'abord sur les fronts scientifiques, culturels et patrimoniaux. Mais ces toutes premières luttes, remontant aux prémices de la science archéologique, ont d'abord été menées en ordre dispersé. Elles privilégiaient, comme c'était la norme en ce temps, l'ego universitaire et le refus d'une ingérence des pouvoirs publics, dont le désir de protection, naissant, était alors perçu comme intrusif. Une hérésie au vu des critères d'aujourd'hui.

EGO ET LIBERTÉ : LES PREMIÈRES LUTTES POUR LE PATRIMOINE

L'une des plus belles illustrations en est l'échec, en 1910, d'un projet de loi visant à encadrer la recherche archéologique et à contrôler les pratiques de fouilles. L'histoire est notamment rapportée en 2012 dans *Les Nouvelles de l'archéologie* par Arnaud Hurel. Ce projet législatif de 1910 naît de l'insuffisance

constatée des premières lois patrimoniales, à protéger et encadrer le secteur de l'archéologie, en particulier préhistorique. Une insuffisance notoirement entretenue par des préhistoriens, farouchement jaloux de leur pré carré.

Le texte proposé voit immédiatement se dresser contre lui une fronde puissante. Et paradoxale. Car, sous couvert de protéger la recherche archéologique, la libre circulation des idées, des recherches et des objets archéologiques, pour le bien de la science, les préhistoriens cherchent avant tout à protéger leur propriété intellectuelle et privée, puisqu'ils sont souvent possesseurs d'une riche collection d'objets

issus de leurs fouilles. Dans leur grande majorité, ces érudits ne voient pas le contrôle de l'État comme un gage de sécurité et de fiabilité pour la recherche, mais comme une intolérable intrusion dans leurs affaires et une tentative de confiscation des biens patrimoniaux de la province par une capitale avide.

Face à la fronde, le projet de loi est vidé de son sens en dépit des quelques voix qui s'élèvent dans la communauté scientifique pour le défendre, et finalement abandonné. Il faudra attendre trente ans et la loi Carcopino de 1941 pour voir enfin naître un véritable encadrement législatif de la discipline archéologique. ►►

« En 2003, alors que l'INRAP, nouvellement créé, peine à faire face aux besoins, la décision est prise par le pouvoir politique d'ouvrir le domaine archéologique à la logique de marché. »

« Avant, les archéologues se battaient pour conserver des monuments, des sites, des bouts de patrimoine, pour pouvoir transmettre aux gens ce qui est – somme toute – la manifestation physique de la mémoire du pays. Ils se battent maintenant pour leur propre survie. »

» ARCHÉOLOGIE DE SAUVETAGE ET GRANDS SCANDALES

C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que les véritables luttes archéologiques vont apparaître. Des luttes bien différentes pour un œil averti, du lobbyisme jaloux que l'on a pu voir à l'œuvre dans les années 1910-1913. Elles vont peu à peu donner corps au message porté par la loi Carcopino, à savoir que les archives du sol que sont les vestiges archéologiques et les connaissances qui en sont issues sont un bien commun à tous. Nous sommes chacun les propriétaires et les héritiers de ces vestiges et il appartient à tous de les protéger, les chérir et les faire fructifier, plutôt que de les laisser détruire au seul profit de quelques-uns.

En effet, au lendemain de la guerre, le pays connaît une frénésie de construction qui culminera à la fin des Trente Glorieuses. « Glorieuses » pour le pays, peut-être, pour le bâtiment et les travaux publics sûrement, beaucoup moins pour les archives du sol, puisque celles-ci se verront alors bien trop souvent détruites sans vergogne et surtout sans étude aucune, pour faire place aux parkings, centres commerciaux, centres urbains et autres ensembles d'habitations. Ces destructions vont culminer dans les années 1960, faisant peu à peu émerger diverses tentatives de sauvetage. Ainsi, le parvis de Notre-Dame de Paris sera finalement fouillé et partiellement épargné, donnant naissance à la crypte

archéologique. D'autres sites n'auront pas autant de chances. Mais un nouveau tournant se fait jour avec l'affaire de la Bourse à Marseille.

En 1967, Gaston Defferre, alors maire de Marseille, est depuis longtemps désireux de réhabiliter le quartier de la Bourse, entre la Canebière et la gare Saint-Charles. Depuis la dernière guerre, c'est une sorte de terrain vague plus ou moins laissé à l'abandon et qui sert de parking sauvage. Un projet louable et ambitieux, quoique peut-être non dénué d'arrière-pensées. Dès les premiers coups de pioche, aux premiers passages de pelleteuse, la haute antiquité de Marseille refait surface. Remparts, port antique et vestiges de la Massalia grecque jaillissent de la terre. Les archéologues se démènent pour récupérer ces reliques directement dans le godet des pelleteuses. L'opinion publique, puis le ministère de la Culture, dirigé par André Malraux, s'en mêlent. Gaston Defferre est furieux. « Ce n'est pas pour quatre petits cons d'archéologues que je vais renoncer à un chantier qui va transformer ma ville. » Une partie du projet immobilier est finalement abandonnée et le jardin des vestiges voit le jour.

Cette fouille, effectuée au pas de charge, est l'acte de naissance de l'archéologie de sauvegarde qui deviendra archéologie préventive près de trente-cinq ans plus tard. En 1973, les archéologues fondent l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), une association

loi de 1901 dont le but est de servir de relais au ministère de la Culture pour négocier, auprès des aménageurs, la possibilité d'effectuer des fouilles de sauvetage, les mener et les publier. Mais le système reste bancal et n'empêche pas les destructions patrimoniales et les scandales archéologiques, comme celui de Rodez où, en 1997, un projet immobilier menace de destruction d'importants vestiges. Nouvelles frondes des archéologues et du public qui se heurte au Premier ministre d'alors, Alain Juppé. Sur le terrain, la victoire sera mince. Mais quatre ans plus tard, en 2001, l'AFAN devient l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et l'archéologie préventive, enfin adulte.

DES LUTTES PATRIMONIALES AUX LUTTES SOCIALES

Le principe de l'archéologie préventive est simple. Là où l'archéologie de sauvetage repose sur une négociation du prix des fouilles pendant les travaux entre l'État, l'AFAN et l'aménageur, avec l'archéologie préventive, les aménageurs financent le prélèvement des données archéologiques avant même le premier coup de pioche, suivant un principe « pollueur-payeur » assez logique. En effet, si le projet d'aménagement a pour conséquence la disparition d'un bien commun à tous, il est logique que le destructeur paye pour sa fouille, son étude et sa préservation immatérielle. On pourrait alors croire à la victoire des archéologues et, de fait, leur action a définitivement ancré les vestiges archéologiques au sein du bien commun.

Mais en 2003, alors que l'INRAP, nouvellement créé, peine à faire face aux besoins, la décision est prise par le pouvoir politique d'ouvrir le domaine archéologique à la logique de marché. Une décision qui aura des conséquences funestes pour la profession. Rapidement des sociétés d'opérateurs privées se montent ou se recréent, postulent pour des opérations et les remportent à coups d'appels d'offres défiant toute concurrence. Encore une fois, les scandales

archéologiques se succèdent, cette fois-ci à base de fouilles bâclées, incomplètes, brouillonnes ou simplement hâtives comme les fouilles de la Garanne (Bouches-du-Rhône), une villa romaine, fouillée en 2010 par un opérateur privé qui, à la fin de l'opération, n'a même pas pris la peine de prélever les colonnes, mosaïques et autres enduits peints, les laissant sur place à attendre le bulldozer.

Les conséquences les plus graves de cette ouverture du « marché archéologique » ne sont pas tellement pour le patrimoine. Les premières victimes de cette décision politique malavisée sont les archéologues eux-mêmes. Pour la première fois, ils se voient menacés dans leur survie économique. En effet, la course au mieux-disant a transformé leur rémunération, et leurs conditions de travail en une variable d'ajustement. Il faut fouiller vite, de plus en plus, pour faire du chiffre, obtenir les marchés et maintenir une marge viable de bénéfices. Les salaires et défraiements sont rognés petit à petit, le recours aux CDD explose, la précarité des travailleurs aussi. Pour la première fois, les luttes des archéologues glissent du terrain patrimonial au terrain social.

UN FRONT HORIZONTAL

Le marché archéologique n'est pas un terrain adapté à la libéralisation sauvage, ainsi que le souligne en 2015 un rapport de la députée Martine Faure à la ministre de la Culture, Fleur Pellerin. « Il n'y a pas, dans le domaine de l'archéologie préventive, un "marché" en pleine expansion, ni de stabilité économique certaine. La réalité est celle d'un marché réduit. » Un marché réduit donc, qui, alors que les conditions de travail, de rémunération, de sécurité de l'emploi décroissent sensiblement depuis déjà plusieurs années, connaît un brusque resserrement à partir de 2012. Les techniciens de fouille en sont les premières victimes et la loi Patrimoine de 2016 n'a pas résolu ce nœud gordien. Comme le confirme un rapport d'évaluation de 2019 à l'Assemblée natio-

« C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que les véritables luttes archéologiques vont apparaître. »

nale, « le marché des fouilles est toujours assez tendu ».

À ces difficultés viennent s'ajouter celles provoquées par les récentes lois sur le chômage ou les retraites. La réforme du chômage en particulier est réellement problématique pour les personnels de fouille préventive. Selon le GAEL, regrou-

« Les luttes vont peu à peu donner corps au message porté par la loi Carcopino, à savoir que les archives du sol que sont les vestiges archéologiques et les connaissances qui en sont issues sont un bien commun à tous. »

pement informel d'archéologues en lutte : « En plus des difficultés matérielles et physiques, il y a dans cette réforme du chômage, une menace directe pour notre survie. C'est-à-dire que la moyenne des contrats est très courte, très inférieure à la limite des six mois nécessaire, dans la réforme, pour ouvrir des droits. Nous, archéologues, sommes condamnés à très court terme par les réformes qui viennent d'être prises. »

Aujourd'hui, aux abois, les archéologues coordonnent leurs revendications, dans un mouvement plus horizontal que syndical. Et ces revendications vont bien au-delà de l'archéologie préventive puisqu'elles touchent aussi l'université

et la recherche programmée. En effet, depuis plusieurs mois, des signaux très négatifs se sont enchaînés, et la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) se propose de faire peu ou prou aux archéologues universitaires – ainsi qu'aux autres chercheurs – la même chose que ce que subissent déjà nombre de techniciens de fouille du secteur préventif. Le texte, selon leur analyse, aura pour conséquence une précarisation massive et une privatisation tout aussi importante de l'université. Tout y est, titularisation conditionnelle, contrats doctoraux au rabais, logique de compétitivité, mesures déjà néfastes pour la recherche universitaire au sens large, mais pouvant toucher à l'absurde dans le cas de la recherche historique ou archéologique. Comme le secteur de l'archéologie pré-

ventive, l'archéologie universitaire risque donc de disparaître aujourd'hui, dans les quelques années qui viennent. Avant, les archéologues se battaient pour conserver des monuments, des sites, des bouts de patrimoine, pour pouvoir transmettre aux gens ce qui est – somme toute – la manifestation physique de la mémoire du pays. Ils se battent maintenant pour leur propre survie. Comme si, après avoir tout fait au siècle dernier pour éradiquer cette mémoire, l'on souhaitait, lors de ce siècle-ci, éradiquer ceux qui la portent. ●

*Emmanuel Guillet est fouilleur bénévole et journaliste.

Se déplacer à vélo en ville : entre nécessité, loisir et émancipation

Dans un contexte de crise écologique apparaît une absolue nécessité de repenser nos modes de consommer, de produire, d'habiter ou de se déplacer qui se traduit par le développement, certes encore frileux en France, des modes de transport urbains, dits « doux ».

— PAR LE COLLECTIF LES URBAIN·E·S* —

Si certains modes de transport sont relativement nouveaux, d'autres ont en réalité marqué les modes de déplacement et l'aménagement des villes d'hier. Ils redeviennent « à la mode » sous l'effet d'une nécessité écologique ou économique. C'est le cas du tramway, mais c'est aussi le cas du vélo. Selon une étude du ministère de la Transition écologique et solidaire parue en juillet 2018, la part du vélo dans les déplacements des Français a fortement chuté depuis 1970. Celle-ci passe en effet de 10 % au début des années 1970 à seulement 2,7 % aujourd'hui.

UNE APPROPRIATION INITIALEMENT MASCULINE

Cependant, l'usage du vélo en ville se développe peu à peu ces dernières années, surtout en milieu urbain. L'appropriation de ce moyen de transport, initialement masculin, bourgeois éclairé et citadin, s'est peu à peu étendue aux femmes de cette classe sociale puis plus largement aux hommes et aux femmes de classes moyennes et populaires. Les motifs de l'usage du vélo ont également évolué et évoluent encore aujourd'hui entre loisir, sport de haut niveau et moyen de transport nécessaire

à l'activité professionnelle (qu'elle soit salariée ou domestique). Mais le vélo a aussi, pour les femmes notamment, été un outil de revendication pour l'égalité, un outil d'émancipation.

Lire les déplacements, notamment au prisme des rapports sociaux de genre, implique de prendre en compte la proposition des « murs invisibles » qui ont plus à voir avec les restrictions de dépla-

« Les cyclistes urbains en France se répartissent entre 60 % d'hommes et 40 % de femmes. »

cement induites par un sentiment d'insécurité, mais également les spécificités liées à des situations familiales, personnelles ou professionnelles, qu'à l'aménagement de la ville. Ainsi, le fait est connu que les déplacements conditionnés par des activités reproductives sont majoritairement féminins, tandis

que la flânerie est plutôt masculine. De même la déambulation est plus contrainte quand le corps, en vieillissant, nécessite plus de soutien, d'assise. Or, démographiquement, ces derniers éléments concernent essentiellement les femmes. Le constat qu'établit Jacqueline Coutras en 1993 est toujours valable : « Les femmes ont des déplacements qui dans leurs caractéristiques les mieux mises en évidence par les statistiques épousent globalement celles de la catégorie sociale à laquelle elles appartiennent. Mais elles sont aussi traditionnellement rattachées à la vie familiale et donc à son espace prioritaire, le logement, le quartier. Elles seraient ainsi invisibilisées dans l'espace public urbain hors de la "proximité résidentielle" – ce périmètre accessible à pied qui prolonge le logement dans l'extérieur public en servant à la réalisation des tâches familiales non effectuées dans le cadre familial. »

FEMMES À VÉLO, HISTOIRE D'UNE ÉMANCIPATION ?

Le vélo a contribué à libérer les femmes de leur carcan imposé par la société, à commencer d'abord par leur carcan vestimentaire, la jupe obligatoire entre autres. Impossible d'évoquer l'histoire

« Nouvel outil de loisir, mais aussi support d'une libération des mobilités pour celles qui l'utilisent, le vélo, est alors perçu par certains hommes (en position de pouvoir, les médecins notamment) comme un danger dans l'ordre patriarcal. »

du vélo et des femmes sans évoquer les suffragettes qui ont permis aux femmes de porter des pantalons bouffants, dits *bloomers*, pour enfourcher leur bicyclette. Ce terme de *bloomers* provient du nom de la militante américaine du droit des femmes, Amelia Bloomer qui, au XIX^e siècle, lutte pour une réforme vestimentaire pour les femmes, en défendant un « ensemble composé d'une jupe courte portée sur un pantalon à la turque ». Ce vêtement, permettant une aisance de mouvement que n'offraient pas les longues robes de l'époque, est utilisé à partir des années 1890-1900, particulièrement dans la pratique de la bicyclette. Ce changement est suffisamment important pour que deux circulaires, en 1892 et en 1909, lèvent partiellement l'interdiction du port féminin du pantalon, et ce, seulement « si la femme tient par la main un guidon de bicyclette ou les rênes d'un cheval ». La bicyclette, si elle n'a pas inventé le port du pantalon, l'a accéléré et répandu.

Notons que ce sont les femmes de milieux bourgeois qui, les premières, vont enfourcher une bicyclette, dès les années 1860. Le vélo devient l'accessoire à la mode, un signe d'élégance dans les milieux huppés progressistes de la capitale. Son prix très élevé le rend inaccessible pour les milieux populaires. Ces Parisiennes aisées font du vélo au bois de Boulogne ou dans des manèges

et lisent, pour celles qui ont pu étudier, *Le Vélocipède illustré*. Cette liberté de pédaler n'était pourtant pas acquise. À l'époque, pratiquer une activité sportive comme passe-temps paraît inconcevable, surtout lorsqu'on est une femme. De plus, bien des médecins d'alors s'inquiètent qu'un engin comme le vélocipède soit préjudiciable à leur santé, notamment à leurs organes reproducteurs. Par exemple, dans son ouvrage *L'Hygiène du vélocipédiste*, le docteur Philippe Tissié écrit en 1888 que le vélo ne peut qu'entraîner ulcérations, hémorragies, maladies et inflammations chez les femmes (et non les hommes). Nouvel outil de loisir, mais aussi support d'une

avec la naissance de la bicyclette moderne (plus confortable et plus accessible) que son usage se répand dans l'ensemble des classes sociales. La bicyclette devient bientôt le moyen de transport privilégié de la classe ouvrière (majoritairement des hommes dans un premier temps, mais très vite des « jeunes filles, des femmes, dactylos et vendeuses, pédalaient allègrement vers leur besogne quotidienne », nous rappelle James-Edward Ruffier en 1966) ne pouvant accéder au nouvel outil de la mobilité, l'automobile alors réservée à la bourgeoisie urbaine. Au cours du XX^e siècle, la bicyclette, produit industriel type, va en effet devenir accessible à ceux qui la produisent.

FREINS À L'USAGE DU VÉLO PAR LES FEMMES

Il n'existe que très peu d'enquêtes nationales concernant les mobilités, et encore moins l'usage du vélo en ville. Or certaines statistiques éparpillées produites par des municipalités (Bordeaux, Grenoble ou Paris, etc.), des associations et collectifs de promotion du vélo (réseaux L'Heureux Cyclage par exemple) ou le ministère de la Transition écologique et solidaire donnent à peu près

« Au-delà des motivations, des représentations ou des itinéraires, l'équipement du vélo semble aussi se faire le reflet de normes de genre socialement construites. »

libération des mobilités pour celles qui l'utilisent, le vélo est alors perçu par certains hommes (en position de pouvoir, les médecins notamment) comme un danger dans l'ordre patriarcal. C'est à partir de la fin du XIX^e siècle,

le même résultat : les cyclistes urbains en France se répartissent entre 60 % d'hommes et 40 % de femmes. D'après l'INSEE, en 2015, 2 % des actifs ayant un emploi vont travailler à vélo. Les femmes vont moins souvent travailler ►►

►► à bicyclette que les hommes, tandis qu'elles empruntent plus fréquemment les transports en commun. Ainsi, 2,4 % des hommes se rendent au travail à bicyclette contre 1,5 % des femmes. Les cadres et les diplômés du supérieur recourent plus à ce mode de déplacement que les autres actifs (INSEE, 2017). La littérature pointe du doigt plusieurs freins à l'usage du vélo par les femmes. Citons par exemple, en nous appuyant sur les travaux menés par Floriane Ulrich ou Yves Raibaud à Bordeaux, la question des normes vestimentaires

La pratique masculine est aussi davantage liée aux performances physiques. L'influence des médias (survalorisation du sport masculin au détriment des pratiques et compétitions féminines par exemple) ou des pairs jouent également un rôle déterminant dans cet apprentissage et ces pratiques genrées de l'activité physique, dont le vélo.

Plusieurs travaux montrent que le vélo est considéré par les femmes comme un moyen de se déplacer plus sereinement dans l'espace public, de jour comme de nuit.

« Les mobilités des femmes, encore largement assignées aux tâches domestiques et au *care*, se voient davantage soumises à des aménagements temporels et matériels que supportent moins les hommes. »

sexuées lorsque jupes, tailleurs, talons, coiffure, maquillage font implicitement partie d'une « tenue professionnelle » de bien des secteurs, alors qu'ils sont peu compatibles avec la pratique du vélo, leur crainte de tomber ou de se faire renverser ; d'autres, l'embarras que représenterait une « panne » (déraillement, crevaisson), ainsi que les agressions d'hommes (réflexions, moqueries, sifflets, comportements sexistes ou misogynes). La charge de s'occuper de tiers revient souvent aux membres féminins d'un foyer. Or on observe une baisse de l'utilisation du vélo par les femmes au premier enfant, et l'abandon au deuxième.

Elles n'envisagent plus d'utiliser leur vélo, évoquant la multitude de leurs déplacements (accompagnement des enfants, courses, travail) et des trajets plus complexes que ceux des hommes.

Au-delà des motivations, des représentations ou des itinéraires, l'équipement du vélo semble aussi se faire le reflet de normes de genre socialement construites. C'est le cas de la possession de porte-bagages – permettant donc de transporter des courses – ou bien des sièges enfants. Les femmes sont plus nombreuses à posséder ce type d'équipement sur leur vélo que les hommes. Les mobilités des femmes, encore largement assignées aux tâches domestiques et au *care*, se voient donc davantage soumises à des aménagements temporels et matériels que supportent moins les hommes.

ATELIERS D'AUTORÉPARATION, UNE IDÉE NOVATRICE

Enfin, les jeunes femmes enquêtées indiquent que le sentiment de vulnérabilité est également lié aux compétences

en mécanique de base. De la même façon, dans l'enquête menée par David Sayagh à Montpellier et Strasbourg, la majorité des hommes déclarent savoir réparer une crevaisson, alors que c'est le cas de seulement une jeune femme sur dix. Ces constats renforcent la pertinence des ateliers d'autoréparation de vélo qui se développent de plus en plus, et qui, pour certains d'entre eux, proposent des créneaux en non-mixité choisie. Quelque peu mises en difficulté par les récentes politiques nationales de réduction des budgets des collectivités territoriales (principaux soutiens à ces associations), ces structures sont pourtant de véritables leviers de développement de la pratique du vélo pour toutes et tous. Ces structures de promotion du vélo, de taille très variée, s'appuient sur des statuts et des modes de fonctionnement différents (entreprises, associations ou collectifs plus informels, gestion plus ou moins horizontale de la prise de décision, emplois salariés et/ou aide à la réinsertion professionnelle...). Si ces ateliers sont d'abord apparus dans de grandes agglomérations, ils sont maintenant présents sur une grande partie du territoire français. On en recense également dans de nombreuses villes de taille moyenne, voire dans de petites communes. Un quart des ateliers fixes sont situés en zone éligible aux contrats de ville (anciennes zones urbaines sensibles). Au début des années 1990, les premiers ateliers vélo voient le jour à Lyon et à Grenoble. Idée alors novatrice, c'est seulement à partir des années 2000 que le concept s'étend sur d'autres territoires. ●

Extrait de Corinne Luxembourg, Damien Labrugère, Emmanuelle Faure, *Les Sens de la ville*, Le Temps des Cerises, 2020.

*Association ayant pour objet de produire et promouvoir la recherche scientifique et citoyenne en études urbaines.

Restaurer un tableau

Juste avant le confinement, les élèves d'une école d'art, sous la conduite de leur professeur, ont restauré devant nos yeux le tableau de Charles Antoine Coypel (XVIII^e siècle), d'après Rubens, *Thomyris fait plonger la tête de Cyrus dans un vase rempli de sang*. Celui-ci doit être exposé aux archives municipales de Lyon lors de l'exposition « L'Académie des sciences, belles-lettres et arts et la ville de Lyon », à partir de janvier 2021. L'académie et les archives ayant des budgets limités, ce travail a été effectué dans un cadre scolaire local.

— ENTRETIEN AVEC **SABINE DE PARISOT*** —

© Comment restaure-t-on un tableau ?

La première attitude d'un conservateur-restaurateur, devant un tableau à restaurer, est d'établir un diagnostic rapide sur l'état général et de comprendre l'état mécanique de cet ensemble, châssis, toile et surface picturale. Un constat d'état, ainsi qu'un protocole, est mis en place avant toute intervention et permettra de mesurer le degré et la hiérarchie des priorités. Comment restaure-t-on est un vaste sujet qui s'étend du support toile à l'état d'un vernis, à la structure de la toile peinte, etc.

© Un tableau, même correctement conservé, se modifie au cours du temps (poussières, humidité, température, parasites, etc.). Quelles sont les dégradations qui peuvent lui arriver ?

Un tableau subissant les affres du temps, les dégradations se manifestent par l'empoussiérage, le jaunissement du vernis, le relâchement du support, de la toile, entraînant la perte de lisibilité de l'œuvre, ou la rupture adhésive de la couche picturale. On peut résumer

les altérations en trois grandes familles : biologiques, physico-chimiques, mécaniques. La poussière étant très acide, le vernis ternit, et la lisibilité diminue d'autant. Si la mécanique du support (châssis, toile) est fragilisée, le maintien se détend, entraînant l'affaiblissement général. En cas de fort taux ou/et de changement hygrométrique (exposition au soleil, taux d'humidité excessive), une rupture de la mécanique ainsi que la perte d'adhésivité affecteront la couche picturale. Les chocs, les chutes entraîneront des ruptures de toile, des manques et déformations. Enfin, l'envahissement possible de champignons se créera si le tableau reste dans un climat humide trop longtemps.

© Restaurer, même le plus délicatement possible, n'est-ce pas forcément un peu transformer, voire tricher ? Et les opérations sont-elles toujours réversibles ?

Les restaurateurs d'œuvres d'art ont voulu associer le terme de « conservateur-restaurateur » à l'exercice de leur profession car il était important d'intégrer cette notion de conservation avant même celle de restauration. Le restaurateur aborde une œuvre d'art avec modestie et humilité. La déontologie engage des notions de minimalisme dans leurs interventions, en respectant les règles suivantes : lisibilité, réversibilité et stabilité. Ces notions sont écrites dans une charte que tout conservateur-restaurateur se doit de connaître et d'appliquer. ►►

« L'expérience parfait la technique, le goût parfait la délicatesse d'une intervention, les notions scientifiques sont une nécessité absolue dans tous les cas. »

« La première attitude d'un conservateur-restaurateur, devant un tableau à restaurer, est d'établir un diagnostic rapide sur l'état général et de comprendre l'état mécanique de cet ensemble, châssis, toile et surface picturale. »

► **© Pour bien restaurer un tableau, quelle formation scientifique, technique, artistique, faut-il ?**

Différents types d'école proposent leurs formations. Il existe des écoles d'État, telles que l'Institut national du patrimoine, des formations universitaires (Tolbiac) ; l'École d'Avignon et l'École de Condé (Lyon et Paris) offrent un enseignement privé. L'expérience parfaite la technique, le goût parfait la délicatesse d'une intervention, les notions scientifiques sont une nécessité absolue dans tous les cas.

© Ces travaux sont-ils effectués par des restaurateurs indépendants, par des services publics, par des associations, ou par des entreprises privées à but lucratif ?

Ces travaux sont réalisés par des « conservateurs-restaurateurs » diplômés, agréés par les Monuments historiques, par les musées, salariés ou non, en entreprises indépendantes ou non. Certains chantiers nécessitent plusieurs personnes, quand les tableaux sont très grands, ou bien que la renommée d'un atelier autorise le travail de nombreux restaurateurs.

© Les défis sont-ils les mêmes pour un tableau qui a 100 ans et un autre qui en a 500 ?

Je suis tentée de vous répondre que chaque tableau est un défi, quelles que soient son époque, sa technique, la noblesse de ses matériaux constitu-

tifs... Les anciens apprenaient leur métier au travers d'un très long apprentissage, où chaque étape était une répétition ; de nos jours, l'art est approché de façon nettement plus éphémère ! Les supports et les techniques sont divers et variés.

© Prenons l'exemple de la toile dont vous vous occupez ici. Dans quel état l'avez-vous trouvée ?

Ce magnifique tableau a déjà subi plusieurs opérations, telles que : rentoilage, dévernissage, revernissage, mastic, retouche. Nous l'avons trouvé dans un état d'encrassement assez poussé. Notre travail a simplement consisté à faire un allègement de vernis, car le temps était limité pour entreprendre un travail plus approfondi (que l'académie n'aurait d'ailleurs pas les fonds pour payer).

© Comment faut-il le traiter pour qu'il soit présentable à l'exposition organisée bientôt (janvier 2021) par l'académie, qui en est propriétaire, et les archives municipales de Lyon ?

Nous sommes intervenus sur cette œuvre pour qu'elle soit présentable à l'exposition. Nous l'avons traitée en faisant simplement un allègement très fin et en intégrant des retouches sur d'anciennes retouches car nous ne voulions pas toucher en profondeur la dérestauration. Cela aurait nécessité un travail assez lourd pour une intervention d'assainissement. Ce tableau n'était pas dans un état de dégradation urgente et nous avons fait le choix de

s'en tenir au minimalisme, c'est-à-dire de traiter l'aspect purement esthétique.

© Quels produits et quelles techniques utilisez-vous ?

Vous portez des masques [c'était avant le confinement !], y a-t-il des dangers pour les restaurateurs ?

Les produits utilisés pour procéder au dévernissage sont une combinaison de différents hydrocarbures, etc., choisis après avoir été testés. Ils nous permettent de dégager la première couche de vernis. En premier lieu, nous procédons à un dépoussiérage face et revers ainsi qu'à un décrassage avec un tensio-actif. Le revers de la toile a été gommé de manière à décrocher à sec la couche de crasse acide ; nous avons pu dégager aussi la poussière et les amalgames qui auront pu glisser entre le châssis et la toile. Toute manipulation de solvants comporte obligatoirement des risques, le conservateur-restaurateur porte un masque de protection lors de ses interventions.

© Quels sont les risques de commettre des erreurs irréversibles ?

Le risque de commettre des erreurs irréversibles fait partie du risque humain. Il peut être la preuve d'un comportement innocent ou imprudent, voire incompetent. Nous avons veillé à ce que le professionnalisme qui nous a été demandé soit de mise. Notre intervention fut très légère. ●

***Sabine de Parisot** est restauratrice. Elle enseigne en filière conservation-restauration du patrimoine.

Propos recueillis par Pierre Crépel

Note : Cet entretien s'est volontairement limité à des questions naïves au plus près du travail effectué dans la salle de l'académie. Nous n'abordons pas ici divers problèmes importants tels que la concurrence entre écoles publiques et privées, les différences de diplômes, le coût des études, les débouchés des étudiants, les conditions de travail des personnels, la place de l'argent dans les métiers d'art. Nous souhaitons y revenir dans un proche avenir.

Droit à la différenciation territoriale ?

Depuis quelques mois, la question de la décentralisation revient au centre du débat politique par la mise en avant d'un droit à la différenciation territoriale. Cette notion introduit une rupture inquiétante dans les valeurs et les principes de la République. C'est ici l'égalité républicaine, imaginée par les révolutionnaires de 1789, qui est directement menacée.

— PAR JEAN-CHRISTOPHE CERVANTÈS* —

Pour comprendre cette évolution, il faut en préalable procéder à quelques rappels. La décentralisation a permis aux collectivités locales de disposer d'une autonomie démocratique, administrative et financière. Les élus locaux agissent au quotidien pour mettre en œuvre des politiques publiques répondant aux besoins des habitants. Si les collectivités doivent respecter le droit national, elles ont des marges de manœuvre pour agir en faveur de projets et de vrais choix politiques. Par exemple, lorsqu'une commune décide d'assurer la cantine scolaire, elle aura le choix soit de gérer elle-même ce service, soit le déléguer à un prestataire privé. Elle pourra pratiquer ou pas une politique tarifaire basée sur le quotient familial de la CAF et avec un nombre plus ou moins important de tranches. Les politiques publiques, de par leurs multitudes et le pouvoir discrétionnaire laissé aux élus locaux, sont ici une source de différenciation que l'on pourrait qualifier de naturelle, puisque découlant de gestions politiques différentes. En revanche, plus récente est la volonté étatique de reconnaître la différenciation territoriale comme un droit à la différence fondé sur les par-

ticularismes locaux. C'est le gouvernement d'Édouard Philippe qui a remis explicitement à l'ordre du jour ce droit à la différenciation territoriale. En 2017, le président de la République déclarait devant les maires : « L'égalité républicaine est un de nos grands principes mais elle ne doit pas se traduire en une uniformité de la norme, parce que les territoires ne sont pas plongés dans les mêmes situations. » Il s'agit pour lui de « conférer aux collectivités une capacité inédite de différenciation, une faculté d'adapta-

« La décentralisation, depuis les lois Defferre de 1982, est organisée en respectant les principes d'égalité et d'indivisibilité de la République. »

tion des règles aux territoires et pouvoir, le cas échéant, aboutir aussi à des transferts aux collectivités pour une répartition plus efficace ». Pour contourner la voie d'une révision constitutionnelle impossible pour cause d'absence de majorité au Sénat, le gouvernement a déposé un projet de loi organique portant réforme du droit à l'expérimentation des collectivités territoriales et prépare, pour la fin de l'année, un projet de loi de déconcentration, décentralisation et différenciation, dit « 3D ». Ces deux textes veulent accorder un droit à la différenciation territoriale en donnant la possibilité aux collectivités de déroger à la loi. Si des formes de différenciation existent déjà, la reconnaissance d'un tel droit serait un danger car il accentuerait les inégalités territoriales déjà prégnantes aujourd'hui. Il serait particulièrement néfaste pour la démocratie et permettrait à l'État de mieux organiser la concurrence entre les territoires.

UNE DÉCENTRALISATION SOURCE D'ÉGALITÉ ET D'INÉGALITÉS

Si la différenciation territoriale est difficile à définir c'est qu'elle ne fait pas partie des principes de l'État uni- ►►

► taire dont la Révolution de 1789 a jeté les bases. Cette organisation unitaire de l'État implique qu'il revient au parlement, représentant le peuple, d'édicter la loi. Par ailleurs, c'est le principe d'égalité qui impose un droit et une organisation administrative identiques sur tout le territoire national. Ainsi, les collectivités ne peuvent, sauf dans certains cas en outre-mer, ni édicter une loi, ni adapter le droit selon les circonstances locales. La création des municipalités et des départements visait à garantir une application du principe d'égalité entre les citoyens. Où que l'on soit en France, le droit s'appliquant de manière identique, les citoyens doivent pouvoir s'adresser aux mêmes institutions au niveau local. Cela implique que les communes, les départements puis les régions soient organisés et régis par les mêmes règles.

« La majorité présidentielle souhaite ardemment en finir avec le principe d'égalité, jugé comme un obstacle à un néolibéralisme débridé. »

Mais il faut bien préciser que la décentralisation, depuis les lois Defferre de 1982, est organisée en respectant les principes de d'égalité et d'indivisibilité de la République. Avec la décentralisation, l'État a conféré aux collectivités locales des attributions comme l'urbanisme, les politiques sociales,

la culture, la construction des écoles... À condition que les moyens financiers soient réellement assurés par l'État, la décentralisation permet de développer plus de proximité avec les citoyens, afin de répondre à leurs besoins. Mais elle peut impliquer, dans les faits, des formes de différenciation dans les politiques publiques des collectivités pouvant accentuer les inégalités entre territoires. Par exemple, le récent transfert par l'État de la gestion du temps périscolaire par les communes a engendré, pour celles-ci, des coûts budgétaires supplémentaires. En effet, le transfert de cette responsabilité s'est opéré sans compensation financière, aggravant ainsi les disparités entre communes. Mais la dérive et le danger se situent vraiment dans la reconnaissance explicite d'un droit à la différenciation. Les lois de décentralisation de 2003-2004 ont introduit les premiers contours de ce droit avec l'inscription, dans la Constitution, d'un droit à l'expérimentation permettant aux collectivités de déroger, à titre expérimental à certaines lois ou règlements. Depuis 2003 il n'y a eu que quatre expérimentations, dont la délivrance du RSA qui a d'abord fait l'objet d'une expérimentation dans quelques départements avant d'être étendue à tous. La réforme territoriale (2010-2017) a amplifié la logique « différencialiste », afin de privilégier les territoires urbanisés au détriment du périurbain et des zones rurales. Cette réforme a créé des différences de statut entre collectivités territoriales. À titre d'illustration, la métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, qui a absorbé une partie du département du Rhône et dispose de compétences très importantes la mettant en concurrence directe avec la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le gouvernement actuel veut aller plus loin puisque le projet de l'exécutif va permettre aux collectivités de pouvoir déroger directement à

certaines lois ou règlements. Les communes ou les intercommunalités pourront demander, dans le cadre de leurs projets d'urbanisme, de déroger à certaines règles de protection du littoral. On peut imaginer ce que ces

« Si des formes de différenciation existent déjà, la reconnaissance d'un tel droit serait un danger car il accentuerait les inégalités territoriales déjà prégnantes aujourd'hui. »

dérogations engendreraient comme « passe-droits » lors des délivrances de permis de construire. Avec la différenciation territoriale, les collectivités pourront appliquer un droit différent mais aussi posséder des compétences variant d'une collectivité (d'une même catégorie) à l'autre. Une région pourra demander, par exemple, d'agir dans le domaine de la prévention de la délinquance, alors que cela relève en principe des communes et des départements. Récemment, le gouvernement a déjà eu l'occasion de mettre en œuvre son projet avec la fusion des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin qui formeront, à partir du 1^{er} janvier 2021, la collectivité européenne d'Alsace (CEA). Cette nouvelle collectivité sera un département avec des compétences particulières, différentes des autres départements. La CEA, créée pour répondre, selon les élus locaux, à un

« désir d'Alsace », aura des compétences aussi variées que la coopération transfrontalière, la gestion de concessions autoroutières ou l'enseignement de la langue régionale. Le gouvernement et le législateur se sont appuyés sur la proximité avec l'Allemagne et les enjeux économiques importants pour justifier la différence de traitement de ce « super département ». Mais, comme l'a justement noté le député communiste Hubert Wulfranc, à l'occasion du débat parlementaire relatif aux compétences de la CEA, le droit à la différenciation « amplifie les dissonances territoriales. Derrière le paravent de la différence se cache en réalité la volonté de masquer les inégalités et les injustices sociales et fiscales territoriales sans chercher à les réduire ».

UNE CONSÉCRATION DE LA CONCURRENCE ENTRE LES TERRITOIRES

Le droit à la différenciation est une nouvelle étape du détricotage territorial engagé sous les précédentes législatures. Ce sont évidemment les territoires les plus riches et les pôles urbains qui seront les gagnants de ces ruptures. Dans un tel paysage administratif morcelé, on peut largement imaginer que ce sont les métropoles et les collectivités les plus riches qui pourront attirer les investisseurs et les capitaux sur leurs territoires. On voit aujourd'hui les effets de cette métropolisation à marche forcée sur le territoire national. Celle-ci consiste en une concentration des pouvoirs, des compétences stratégiques et des moyens financiers sur un territoire très urbanisé et donc très attractif.

À ce stade, on peut se demander si nous sommes dans un moment de basculement vers un fédéralisme à la française, dont beaucoup espèrent l'avènement ? Qu'il nous soit permis ici d'en douter. On ne pense pas que la France puisse rejoindre des catégories d'États comme l'Allemagne ou

la Suisse (où le SMIC horaire est fixé par les cantons). Pour plusieurs raisons. La première est d'ordre politique puisque le président de la République n'est pas un décentralisateur et encore moins un fédéraliste. La pratique de son pouvoir et l'analyse de son discours dénotent une vraie verticalité avec une place étouffante de l'État. Nous en voulons pour preuve la gestion de la crise sanitaire qui s'est traduite par une détermination pour l'État de garder à distance l'échelon local. Par ailleurs, le droit à la différenciation territoriale est une nouvelle manière d'asseoir la domination du pouvoir central sur les collectivités territoriales par une casse de leur unité d'ensemble. Ici, le gouvernement va accorder des compétences particulières à telle collectivité et pas à l'autre. Là, il va autoriser une collectivité à déroger au droit national, alors que la collectivité voisine ne pourra pas le faire. C'est une logique de division au service d'un projet économique privilégiant les territoires les plus compétitifs.

« Le gouvernement veut passer d'une décentralisation plus ou moins égalitaire à une décentralisation à la carte et complètement inégalitaire. »

Dans un État fédéral, les États membres disposent de leur propre Constitution. En produisant des lois, les États membres de la fédération disposent d'une très large autonomie

qui n'existe pas dans un État unitaire décentralisé comme la France. Si la fédéralisation de la France n'est pas souhaitable, elle ne semble pas possible du fait de l'écart existant aujourd'hui avec la forme fédérale. Le droit à la différenciation territoriale s'apparente donc plus à un changement radical des logiques de la décentralisation. La majorité présidentielle souhaite ardemment en finir avec le principe d'égalité, jugé comme un obstacle à un néolibéralisme débridé. Pour le pouvoir, il s'agit bien de poursuivre une politique de baisse des dépenses publiques et de privatisation des services publics locaux. C'est bien pour cela que le gouvernement veut passer d'une décentralisation plus ou moins égalitaire à une décentralisation à la carte et complètement inégalitaire. L'ambition du droit à la différenciation territoriale est de poursuivre, au niveau territorial et administratif, la conversion totale de l'État et des collectivités à un système où est encouragée la rentabilité accrue du capital concentré dans les très grandes métropoles. Loin de cette vision différencialiste, c'est vers une autre décentralisation qu'il faut tendre afin de développer de vrais services publics locaux dotés de moyens financiers consistants. Il est impératif de faire grandir une démocratie locale approfondie avec, par exemple, la coconstruction de budgets participatifs ou l'instauration de référendums citoyens. La décentralisation doit être conçue avec les habitantes et les habitants et répondre à leurs besoins quotidiens. Dans ce cadre, l'État doit avoir une place centrale pour assurer un aménagement du territoire équilibré, basé sur l'égalité et la solidarité. ●

Jean-Christophe Cervantès
est doctorant en droit public à l'université Clermont Auvergne.
Il est adjoint au maire de Clermont-Ferrand.

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

Les valeurs de la gauche

Le journal *L'Humanité* a pris la bonne habitude, depuis sept ans, d'organiser avec l'IFOP, pour le week-end de la Fête de *L'Humanité* début septembre, un grand sondage sur les valeurs de la gauche. L'étude permet de distinguer les options des sondés de gauche et ceux de l'ensemble des Français.

L'enquête montre que le clivage gauche/droite est pertinent, notamment sur des questions comme les retraites, le droit de vote des résidents étrangers... Elle montre aussi que le poids de l'idéologie libérale, si elle continue de peser à gauche, y serait en recul. Par exemple, 47 % des sondés de gauche sont favorables à l'idée de « donner plus de liberté aux chefs d'entreprise », mais ils étaient 56 % en 2014. Ils sont 45 % à estimer que les chômeurs pourraient « trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » ; c'est vrai qu'ils étaient 53 % à le penser en 2019.

N'empêche, la gauche n'est pas au mieux de sa forme, comme le souligne la journaliste Julia Hamlaoui. Les sondés qui se positionnent à gauche étaient 48 % en 2016, 44 % en 2019 et 42 % en 2020.

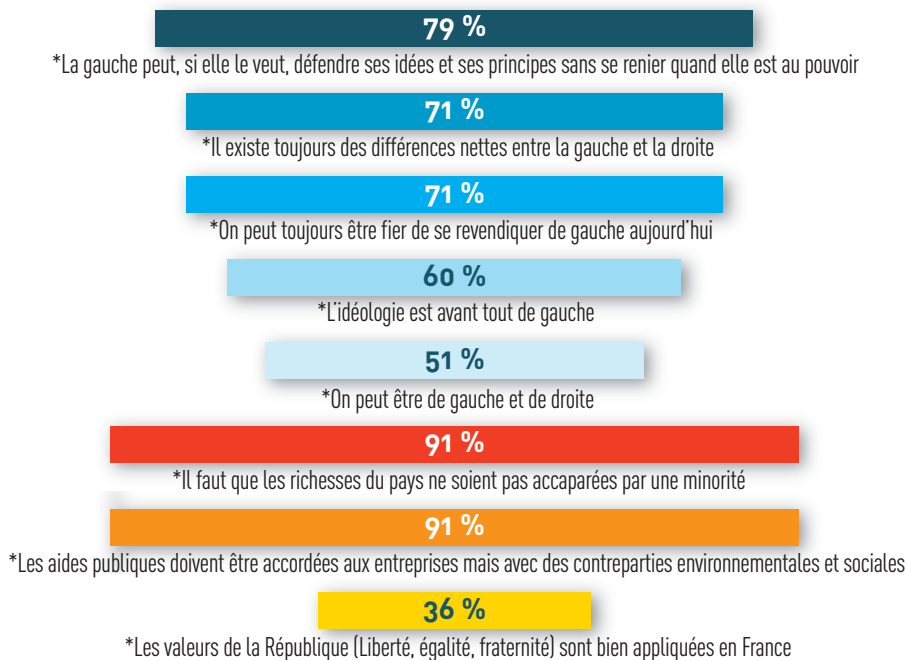
Frédéric Dabi de l'IFOP note : « L'identité de gauche existe bien mais elle est attaquée, clairement "challengée". C'est le reflet du fond de l'air actuel avec un traitement médiatique très marqué sur les questions identitaires et sécuritaires. »

L'étude teste une série de mots pour savoir s'ils évoquent quelque chose de positif ou de négatif. Les (six) mots les plus appréciés à gauche sont la liberté (87 %), la protection de l'environnement (86 %), la solidarité (86 %), le travail, la laïcité et l'égalité (84 %).

Les mots les moins appréciés sont le communisme (38 %), la finance (38 %), la mondialisation (37 %), le patronat (35 %), l'ubérisation (26 %), le capitalisme (23 %).

Le chiffre de 38 % de Français de gauche pour qui le mot de communisme « évoque quelque chose de positif » est intéressant. Il est presque deux fois plus fort que l'image que les mêmes ont du capitalisme et puis, compte tenu de la violence de la bataille d'idées sur cette notion, il constitue un socle, comme l'esquisse d'une alternative au capitalisme. ●

RÉPONSES DE PERSONNES DE GAUCHE AUX QUESTIONS



En attendant le ruissellement

Une analyse de l'Institut des politiques publiques parue début 2019 l'avait déjà montré : la politique économique d'Emmanuel Macron est une politique pour les plus riches, et plus précisément pour le 1 pour cent de population le plus riche, contre les 99 autres. De nombreux travaux publiés ces derniers jours sont venus compléter le tableau et, le moins que l'on puisse dire, c'est que la promesse macronienne d'un ruissellement des cadeaux faits aux plus riches n'est pas tenue.

Le rapport d'évaluation des mesures fiscales du quinquennat piloté par France Stratégie détaille dans un premier temps les mécanismes qui ont permis l'enrichissement des plus riches. Sous l'effet du nouveau « prélèvement forfaitaire unique », les dividendes ont fortement augmenté, en particulier pour les 0,1 % de ménages les plus riches, qui ont vu leur revenu augmenter de plus de 25 % entre 2017 et 2018. De son côté, la suppression de l'« impôt sur la fortune » a coûté à elle seule 3,5 milliards d'euros aux

finances publiques, au bénéfice d'une toute petite fraction de la population, d'après l'INSEE.

Au passage, le rapport démontre que l'un des principaux arguments pour attaquer l'ISF, à savoir qu'il ferait fuir les

riches Français à l'étranger, ne tient pas : les riches qui ne payaient pas d'ISF (grâce à l'un des innombrables dispositifs d'exonération) s'exilaient tout autant que ceux qui en étaient redevables !

De l'autre côté de la distribution, les dernières données viennent confirmer les modèles : les pauvres sont de plus en plus pauvres. Le revenu des 10 % de ménages les plus pauvres a dimi-

nué de 2 % en 2018, même en tenant compte de la redistribution ! Les effets de la dernière crise financière de 2008 n'ont toujours pas été comblés, et ces ménages ont un revenu qui est toujours inférieur de 3 points à son niveau de 2008. Les indicateurs d'inégalité sont désormais à leur plus haut depuis 2013, et il est évident que la seule cause en est la politique économique du gouvernement Macron. ●

« Les indicateurs d'inégalité sont désormais à leur plus haut depuis 2013. »

Évolution du niveau de vie des 10 % de ménages les plus pauvres depuis 1996



Source : INSEE-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique,
entre politique, société, littérature et philosophie.

Des nouvelles de Tuna Altinel*

Tuna Altinel, libéré le 30 juillet 2019 après quatre-vingt un jours de prison, est toujours bloqué en Turquie (passeport confisqué depuis le 12 avril 2019) et ne peut donc pas reprendre son activité d'enseignant-chercheur à l'université Lyon 1. Acquitté lors de son premier procès en septembre 2019, le tribunal de Balıkesir a prononcé également son acquittement à l'issue de son second procès le 24 janvier 2020. Ce second acquittement a été confirmé en septembre 2020 après le rejet par la cour d'appel du pourvoi en cassation du procureur. Tuna Altinel espère enfin récupérer son passeport mais les délais sont encore très incertains. Nous reproduisons son dernier message.

Istanbul, le 12 septembre 2020

Ami-e-s solidaires,

Il y a quatre mois, le 10 mai, j'ai publié un texte sur mon procès en appel, alors au point mort. Aujourd'hui, c'est avec un sentiment de soulagement réservé que j'écris ces lignes. À l'époque la mobilisation internationale de diverses institutions, dont mon université, et d'organisations savantes venait de commencer, donnant lieu à l'envoi de lettres à la cour d'appel ; elle a porté ses fruits. Le pourvoi en cassation initié par le procureur a été rejeté par ladite cour, et mon acquittement est définitif depuis le 3 septembre 2020.

Dans un procès à des fins politiques, les moyens du droit sont souvent insuffisants. La Turquie, comme tout pays où la justice n'est plus qu'un mot creux, regorge de tels procès. Contre ce fléau, il n'y a qu'un seul remède efficace : la solidarité des individus, des institutions sensibles à la démocratie. La conclusion du procès qui m'a été intenté en est une preuve. Je vous remercie.

Mais l'acquittement au procès pénal ne met pas fin à cette séquestration dans mon propre pays, qui a débuté le 12 avril 2019 par la confiscation de mon passeport à mon arrivée en Turquie. Ce passeport attend de m'être restitué. Suite au refus en septembre 2019 par la préfecture de Balıkesir de me le rendre, avec mon avocate Meric Eyuboglu nous avons entamé une procédure administrative. Celle-ci s'est terminée fin juillet 2020 par un rejet de notre demande, malgré mon acquittement confirmé

par la cour d'appel, non encore définitif à l'époque. Aujourd'hui, l'acquittement étant devenu définitif, mon avocate conteste ce rejet. Elle a aussi renouvelé la demande de restitution auprès de la préfecture de Balıkesir. Nous maintenons notre vigilance.

La préservation de la démocratie, le respect des droits humains imposent une vigilance continue. J'écris ces lignes au moment du 40^e anniversaire du coup d'État militaire qui a bouleversé la Turquie. En quarante ans, nous n'avons pas su affronter comme il fallait les dégâts de cette tragédie, défendre avec vigilance les acquis démocratiques, et nous voilà de nouveau au fond d'un gouffre noir. Sur le plan personnel, au lieu de me contenter de mon acquittement et de la restitution de mon passeport, je demanderai des dédommagements pour mon emprisonnement injuste et la violation de mes droits. Je continuerai à dénoncer le consulat de Turquie de Lyon, qui, au lieu de servir ses citoyens, les espionne, les calomnie et s'acharne sur des associations légales en les qualifiant de ramifications d'organisations terroristes.

Ami-e-s solidaires, restons uni-e-s pour la défense de la démocratie, valeur fondamentale de l'humanité.

Tuna Altinel

*Voir *Cause commune* n° 13 (rassemblement de soutien à Tuna Altinel à Lyon le 11 juillet 2019).
https://www.causecommune-larevue.fr/tuna_altinel

Le site de soutien à Tuna :
<http://math.univ-lyon1.fr/SoutienTunaAltinel/>

Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.



Des conférences et des écrits...

Analyse de trois ouvrages publiés à la suite des conférences de l'Université permanente, données par Bernard Vasseur, Claude Mazauric et Pascal Séverac, en 2019*.

— PAR Valérie Sultan* —



Pascal Séverac, *Qu'y a-t-il de matérialiste chez Spinoza ?*

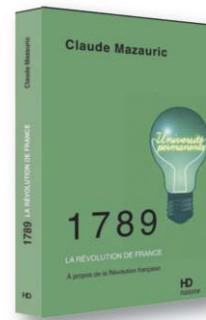
Dans sa conférence très réussie, intitulée « Qu'y a-t-il de matérialiste chez Spinoza ? », Pascal Séverac a développé de nombreuses pistes permettant de caractériser ce matérialisme, qui revêt essentiellement trois formes : le matérialisme empirique, le matérialisme ontologique et le matérialisme méthodologique. D'après Spinoza, s'il est possible d'apporter une explication matérielle aux divers phénomènes qui nous entourent de même qu'au fonctionnement du corps, cela est vrai aussi pour le fonctionnement du psychisme et de l'esprit. Pour Spinoza, l'homme est aussi un être profondément social, parce qu'il est fabriqué par le social et que le social existe à l'intérieur de lui dès sa naissance. En somme, l'être humain n'existe que par les relations qu'il subit ou tisse avec les autres et ce sont bien les autres qui le font exister moins ou davantage. Il change par eux et ils sont changés par lui. Pour Spinoza,

l'union fait donc la force : le secret de l'amélioration du soi se trouve avant tout dans la relation avec le collectif et par l'acceptation de l'altérité. Ne pas railler, ne pas pleurer, ne pas détester mais comprendre le fonctionnement des autres lorsqu'il nous échappe suppose d'être ferme avec soi et généreux avec autrui, alors qu'on serait plutôt porté à faire le contraire. Pour Spinoza, personne n'échappe aux affects communs. Comprendre, c'est toujours se comprendre et penser la vie autrement. Le « libre arbitre » de ceux qui prétendent s'en sortir par eux-mêmes et s'être faits « tout seuls » est pour lui une sottise qui revient à ignorer les causes par lesquelles nous pensons, car la véritable liberté commence par cesser de se croire libre, non pas de se croire indéterminé mais de comprendre pourquoi on l'est. La vraie liberté ne réside pas dans le libre arbitre mais dans une puissance déterminée à agir sur le monde. En bref, point de puissance sans convenance avec autrui. La recherche pour soi du maximum de puissance et la poursuite de notre propre intérêt doivent donc nous conduire à résister farouchement à toute captation du bien collectif par des intérêts monopolistiques. En résumé, point de liberté possible sans pensée politique et sans démocratie ; ce n'est que dans la démocratie qu'on peut trouver la jouissance la plus grande. La conférence de Pascal Séverac permet de mesurer les retombées que la pensée très moderne de Spinoza a pu avoir sur de nombreux penseurs, comme Karl Marx ou Lev Vygotski. On mesure aussi l'ampleur de la supercherie qui s'est jouée récemment à son égard : que des capitalistes aient pu annexer ses idées pour faire de lui le grand manitou du coaching individuel et du « développement personnel » relève carrément du hold-up du siècle.



Bernard Vasseur, *Aragon stalinien ?*

Autant le dire tout de suite, la brillante conférence de Bernard Vasseur intitulée « Aragon stalinien ? » n'est pas destinée aux esprits binaires. Ceux qui s'acharnent à tordre la réalité dans un sens ou dans l'autre pour la rendre conforme à leurs idées préconçues ou qui s'imaginent que la réponse à cette question pourrait tenir en une phrase en seront pour leurs frais. Pour traiter le sujet, Bernard Vasseur s'est appuyé tout d'abord sur les écrits d'Aragon lui-même, puis il a collecté de nombreux témoignages qu'il a croisés avec des épisodes de sa vie publique et privée (dont l'influence sur son positionnement politique fut loin d'être négligeable) pour dresser peu à peu le portrait tout en nuances d'un homme qui a traversé une longue et douloureuse période historique sur laquelle il a dû continuellement se positionner en même temps qu'il la vivait. Et quelle période ! C'est peu dire à quel point l'humanité a connu des bouleversements monumentaux entre la naissance d'Aragon en 1897 et sa mort en 1982. Et l'image laissée par Staline en France au sortir de la Seconde Guerre mondiale n'est pas non plus celle des années 1970. Comprendre la pensée d'Aragon, c'est réaliser qu'il a traversé tout cela, non seulement en tant que personne mais également avec tous ses contemporains, nous rappelle Bernard Vasseur. Et beaucoup des questionnements individuels d'Aragon ont aussi été des questionnements collectifs. À travers ses écrits, Aragon n'a jamais cessé de produire tout au long de sa vie une réflexion politique subtile et aiguisée sur l'URSS, sur la guerre froide, sur le nazisme, sur les deux guerres mondiales, sur le communisme, sur la révolution d'Octobre... Ses écrits, dans lesquels on perçoit jusqu'au bout l'évolution d'une pensée toujours en mouvement, racontent aussi l'histoire d'une prise de conscience, celle d'un homme capable d'affirmer ses convictions profondes mais aussi de revenir sur ses propres errements pour en analyser les causes. Dans cette conférence sur Louis Aragon, Bernard Vasseur dresse avant tout le portrait d'un homme libre... Ce qui nous apporte une aide précieuse pour répondre à la question posée dans le titre !



Claude Mazauric, *1789 La Révolution de France*

La conférence de Claude Mazauric sur la Révolution française est aussi pertinente que rafraîchissante. Pertinente par sa rigueur et son caractère très documenté, mais aussi rafraîchissante en raison des angles choisis pour analyser cette période si singulière dans l'histoire, une période sur laquelle tant de choses ont déjà été dites et redites ! Après un point très bienvenu sur la situation de la France dans le monde de cette époque, doublé d'une analyse de la société d'Ancien Régime qui bouscule déjà pas mal de clichés, Claude Mazauric s'attaque à la réalité de cette révolution, ou plutôt de ces révolutions ! Car il n'est pas exagéré de dire que la France des Lumières en a connu au moins quatre pour le prix d'une. La temporalité de cette période révolutionnaire, si souvent présentée comme une étape dans la chronologie historique, alors qu'il s'agit d'un très long processus, nous rappelle opportunément à quel point les grands événements factuels qui ont marqué cette époque sont le résultat de dynamiques très profondes et de mécanismes complexes autrement plus intéressants à étudier que la face émergée de l'iceberg. Au fond, Claude Mazauric nous présente la Révolution comme une grande force collective, une entité quasiment personnalisée qui mène sa vie propre. Il nous rappelle non sans ironie que les personnages historiques majeurs de l'époque n'ont pas vraiment « mené » cette révolution. Sans doute serait-il plus juste de dire qu'ils ont été « utilisés » par elle. La plupart des protagonistes principaux ont d'ailleurs disparu en cours de route mais la révolution, elle, est restée. Elle reste toujours ce moment incroyable où se sont joués de nombreux rapports de force mais aussi une capacité collective à transformer le monde, à essayer de le penser d'une manière nouvelle. C'est bien ce qui la rend passionnante à étudier, à plus forte raison dans la période que nous traversons aujourd'hui et qui mérite plus que jamais d'être analysée à la « lumière » de ce bouillonnant héritage qui n'attend que nous pour en écrire les pages suivantes !

* **Valérie Sultan** est professeure de français au collège Rosa-Parks à Gentilly .

Les critiques formulées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.
Cause commune favorise la publication d'avis variés mais personnels.



La Démocratie en pratiques. Demain commence aujourd'hui

L'Harmattan, 2020

FRANÇOIS AUGUSTE

PAR NICOLAS TARDITS

La démocratie représentative est-elle en crise aujourd'hui en France ? Plusieurs indicateurs semblent l'indiquer : accroissement constant du taux d'absten-

tionnistes aux différentes élections, discrédit des hommes politiques, ou encore hémorragie militante, syndicale et rejet des partis politiques. La « représentation » et le discours sur sa supposée « crise » semblent se prolonger depuis maintenant un siècle. Le surgissement cyclique de ce discours des acteurs politiques questionne sur un fantasme socialement et politiquement situé qui participe à associer la démocratie à la délégation politique par l'opération électorale, de telle sorte que les mandants ne s'exprimeraient que par la voix de leurs représentants. Pourtant, des expériences récentes comme Nuit debout, le mouvement des Indignés dans le monde ou la revendication des gilets jaunes pour le référendum d'initiative citoyenne témoignent de la vivacité des critiques sur le recul démocratique et du véritable désir de changement. L'implication croissante dans la vie associative, le développement des formes alternatives de travail et de production de l'économie sociale et solidaire ou la recrudescence d'articles scientifiques et d'essais politiques sur le tirage au sort, le municipalisme, l'assembléisme, la démocratie participative sont autant de signes de la capacité collective à innover et repenser un système représentatif impératif, une démocratie directe et un partage des pouvoirs au sein de l'entreprise.

En ce sens, l'essai de François Auguste contribue à élargir les réflexions sur les formes nombreuses et diversifiées de l'implication citoyenne. Fort de son expérience comme vice-président chargé de la démocratie participative en région Rhône-Alpes, cet ouvrage est une étude sur différents exercices démocratiques que l'auteur a pu côtoyer à Lyon, Bonnelles, Gennevilliers, Vitry, Ivry, Saillans, Villeneuve-Saint-Georges. Nous ne trouverons pas ici un guide parfait, « un modèle à copier », mais plutôt une multitude d'expériences innovantes à prendre en compte tant sur l'organisation institutionnelle, le fonctionnement et les modes de désignation de la démocratie participative. Du budget

participatif aux commissions participatives en passant par les ateliers participatifs à l'échelle régionale réunissant onze mille participants, l'auteur questionne la place permanente que doivent occuper les citoyens dans la décision politique sans les borner à un simple avis consultatif de façade. Une place importante est d'ailleurs laissée aux récits des citoyens ou aux expériences des élus locaux qu'il a rencontrés au cours de sa trajectoire militante.

Pour que cette démocratie vive et agisse, il faut se doter d'instances de débats, d'espaces de dialogues et d'instances actives décisionnelles, des outils pour partager l'information mais aussi des formations généralisées pour tous les partenaires à la participation démocratique. Mais ce n'est pas tout. Un des grands mérites de cet ouvrage réside d'ailleurs dans l'élargissement du questionnement sur la démocratie participative à des interrogations connexes souvent omises. Parmi elles, un regard critique est porté sur la révocabilité des élus, sur le renforcement permanent du présidentielisme communal suscité par la métropolisation, sur la monopolisation du débat politique par les experts ou encore sur l'accélération du processus démocratique. En effet, la limitation au maximum du temps de la délibération et du débat est devenue un sport national avec un recours très régulier aux « procédures accélérées ». Pourtant, nous dit l'auteur, « la démocratie prend du temps » et « résister à ça, mieux habiter le temps, faire l'éloge de la lenteur devient un enjeu majeur ».

À destination des élus, des militants et des citoyens, cet ouvrage est un outil pour commencer un grand débat afin d'enrichir la réflexion, améliorer les pratiques et donner du sens à la participation citoyenne afin d'engager une « révolution démocratique du XXI^e siècle » qui « sera citoyenne ou ne sera pas ». ●



La Question agraire

Le Temps des Cerises, 2019

PAR GEORGES BAZET

Les éditions Le Temps des Cerises poursuivent leur travail d'exploration du marxisme à travers un ouvrage amenant le lecteur dans un champ méconnu, qu'on dit souvent délaissé par le marxisme traditionnel. Ce ne sont pourtant pas les matériaux disséminés chez les auteurs qui manquent ; il suffit de prendre la mesure de cette somme historique, politique, philosophique, sociologique et éco- ►►

►► nomique pour s'en convaincre. *La Question agraire* rassemble en effet plusieurs dizaines d'études des grands noms du marxisme et de révolutionnaires sur la question paysanne et le mode de production agraire qui doit découler d'une révolution communiste, de Babeuf jusqu'à nos jours avec Samir Amin, en passant bien sûr par Lénine, Fidel Castro, Thomas Sankara, ou d'autres moins connus en Occident, comme le marxiste péruvien José Mariátegui. Si Marx intervient pour poser les fondements d'une théorie économique du monde paysan, avec les chapitres du *Capital* sur la rente foncière, on le voit très vite, c'est l'angle de la lutte de classes, et des alliances de classes en vue d'une révolution, qui cristallise les attentions des auteurs. Déjà avec Engels, et son récit militaire de *La Guerre des paysans en Allemagne au XVI^e siècle*. Et surtout avec Lénine, Staline et Mao, révolutionnaires confrontés aux bouleversements du monde qu'ils tentent de changer. Quelle attitude adopter, et à quel moment de la lutte, face aux koulaks, ces paysans « riches », aux paysans moyens et pauvres ? Les marxistes ont longtemps tâtonné sur ces questions politiques : le paysan étant lui-même un propriétaire, quand bien même il serait un petit propriétaire. L'interlocuteur idéal pour les communistes à la campagne est donc l'ouvrier agricole qui se massifie à mesure que l'industrialisation des méthodes agraires progresse et que la propriété rurale se concentre entre les mains de capitalistes aux dépens de la petite propriété parcellaire. Les marxistes jugent eux-mêmes la petite propriété paysanne comme un reliquat du féodalisme et une entrave aux forces productives. Ils vont donc privilégier les grandes unités de production collectivisées ou étatisées, comme en Russie avec les kolkhozes et les sovkhozes. (À ce titre, on lira avec intérêt les textes de Staline sur les problèmes dans les kolkhozes en Ukraine, qui, sans forcément être pris pour argent comptant, éclairent « de l'intérieur » les difficultés rencontrées dans les kolkhozes.) Mais Lénine lui-même variera sur la question au gré des circonstances : de ces premières études statistiques (notamment une étude brillante sur la question agraire aux États-Unis) jusqu'au fameux « Décret sur la terre » de 1917 qui redonne la propriété des terres directement aux paysans, puis à la formation des coopératives, conçues comme l'embryon des kolkhozes.

La Question agraire nous permet de prendre connaissance des débats qui ont secoué, et secouent toujours, le marxisme sur le sujet, et rend compte de l'extrême diversité des positions adoptées selon le temps et l'espace. La question coloniale et les rapports Nord/Sud est largement traitée, *via* la présence dans le corpus de Castro, Sankara, Hô Chi Minh, Fanon ou plus récemment Samir Amin. Les textes de ce dernier tranchent un peu par leur teinte alter-

mondialiste. Dans une analyse pénétrante, il remarque que les prédictions des auteurs classiques du marxisme quant à l'évolution de la propriété rurale ne se sont pas réalisées : pour ce qui est des pays du Nord au moins, le capitalisme n'a finalement que marginalement opté pour une propriété concentrée dans de grandes parcelles de culture extensive, mais consolidé la petite propriété familiale. Le capital a trouvé d'autres moyens d'assurer sa mainmise, par le biais des banques, du crédit et de la dépendance des paysans paupérisés aux machines de la grande industrie. L'ensemble de l'ouvrage ouvre à la discussion, aux questionnements. On pourra regretter que la question du genre soit écartée du corpus : les spécificités du travail et de la lutte des femmes à la campagne y sont quasiment absentes. Mais on se reportera, sur cette question, à un autre ouvrage publié par le même éditeur qui, certes plus spécifique, complète avec bonheur les choix de *La Question agraire* : *Les Ouvrières viticoles*, féconde étude de l'historien Jean-Louis Escudier sur le travail et l'organisation syndicale des femmes dans la viticulture en France aux XIX^e et XX^e siècles. ●



Feu le Comintern

Le passager clandestin, 2015

BORIS SOUVARINE

PAR DAVID NOËL

Il est peu de militants à avoir eu une influence aussi considérable dans la naissance et les premières années du jeune Parti communiste que Boris Lifschitz, qui prit le nom de Souvarine – personnage du roman de Zola, *Germinal* –

comme nom de plume.

Né à Kiev en 1895 et arrivé en France à l'âge de deux ans, Boris Lifschitz se destine au métier de dessinateur d'art, mais s'intéresse très tôt à la politique. Sa vie bascule avec la Première Guerre mondiale. Il se lie aux socialistes minoritaires hostiles à l'Union sacrée et intègre l'équipe du *Populaire*, le quotidien de Jean Longuet. Après la révolution d'Octobre 1917, Boris Souvarine devient l'un des secrétaires du comité de la III^e Internationale, créé en 1919. Fondateur du *Bulletin communiste*, Souvarine plaide inlassablement pour l'adhésion du parti socialiste SFIO à l'Internationale communiste. Arrêté à la suite de la grève des cheminots de mai 1920, Boris Souvarine rédige avec Fernand Loriot la motion d'adhésion à la III^e Internationale à laquelle se rallient Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard. Fondateur du Parti commu-

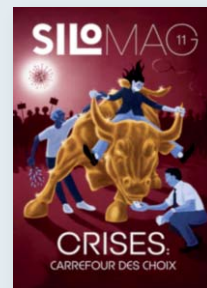
niste, Boris Souvarine en est l'un des principaux dirigeants de 1921 à 1924. Il siège au comité directeur du PC ainsi qu'au secrétariat de l'Internationale communiste, mais entre en conflit avec Frossard et perd son poste à la direction du PC fin 1921. La démission de Frossard début 1923 lui permet de réintégrer le bureau politique. À la fin de l'année 1923, Souvarine assiste aux premières luttes qui opposent Trotsky et la « troïka » Staline-Zinoviev-Kamenev et diffuse dans le *Bulletin communiste* les arguments des deux camps, mais il est mis en minorité au sein du PC repris en main par Zinoviev et démis de ses responsabilités à la tête du *Bulletin communiste* avant d'être exclu de l'Internationale en juillet 1924. Dans les années qui suivent, Souvarine écrit dans *La Révolution prolétarienne*, la revue créée par Pierre Monatte après son exclusion fin 1924. Devenu le plus célèbre des antistaliniens, il publie son *Staline, aperçu historique du bolchevisme* en 1935, dénonce les procès

de Moscou et n'aura de cesse, jusqu'à sa mort en 1984, de combattre le régime soviétique. Le petit ouvrage paru en 2015 sous le titre *Feu le Comintern* regroupe des fragments d'un manuscrit sur lequel travaillait Boris Souvarine, annotés par l'historien Julien Chuzeville. Souvarine y raconte d'abord sa rencontre, en 1915-1916, avec les socialistes opposés à l'Union sacrée et l'équipe du *Populaire*. Une petite dizaine de pages est ensuite consacrée à des discussions en Russie entre Lénine et quelques-uns de ses interlocuteurs français. Les cinq dernières pages évoquent les désillusions de Souvarine à Moscou après son exclusion de l'Internationale communiste. L'ouvrage est accompagné de quelques articles de Souvarine, dont sa préface à *Cours nouveau* de Trotsky. Ces fragments épars invitent le lecteur à se replonger dans l'œuvre de celui qui fut l'un des fondateurs du Parti communiste français. ●

DU CÔTÉ DES REVUES...



► **Progressistes n° 29** Un tour d'horizon des nombreux défis économiques, sociaux, sanitaires, écologiques de l'Afrique, continent berceau et avenir de l'humanité. Avec un lourd passé colonial en bagage, l'Afrique, scrutée et exploitée, est en quête de souveraineté. Les analyses des enjeux de ce continent s'articulent avec des propositions pour un développement au service de l'humain et de l'environnement.
[https://revue-progressistes-](https://revue-progressistes.org/2020/09/29/progressistes-)



► **Silo mag n°11, juillet 2020**
Crises sociale, économique, financière, politique, écologique, culturelle et idéologique, toutes les dimensions de la crise systémique dans laquelle nous sommes plongés ont été exacerbées dans cette période particulière. Dans un tel moment, et dans un champ social et politique dominé par l'incertitude, l'intervention de la pensée critique est cruciale. [...] Louise Gaxie, Alain Obadia
<https://silogora.org/silomag/>



► **Économie et politique n° 790-791 - mai/juin 2020**
Contre le tsunami du chômage, sécuriser l'emploi et la formation
Le chômage ne fait que démarrer : que faire ?
Gisèle Cailloux
Les plans sociaux déferlent, subventionnés par le gouvernement, Tibor Sarcey
Pour une sécurité d'emploi ou de formation, Frédéric Boccara
Neuf caractéristiques de la sécurité d'emploi et de formation...
<https://www.economie-et-politique.org/>

DU CÔTÉ DES REVUES...



►► *Recherches internationales*, n° 117

Un tour d'horizon des nombreux défis économiques, sociaux, sanitaires, écologiques de l'Afrique, continent berceau et avenir de l'Humanité. Avec un lourd passé colonial en bagage l'Afrique, scrutée et exploitée est en quête de souveraineté. Les analyses des enjeux de ce continent s'articulent avec des propositions pour un développement au service de l'humain et de l'environnement.

<https://revue-https://revue->



►► *Europe* n° 1097-1098, septembre/octobre 2020

Penseur de l'égalité et de la démocratie, **Jacques Rancière** n'a cessé d'ouvrir le champ de sa réflexion en se défiant des frontières disciplinaires. La réflexion sur le « partage du sensible » et les rapports qui s'établissent entre politique et esthétique est certainement l'un de ses apports les plus neufs et les plus féconds. À la croisée de l'histoire, de la philosophie, de la politique et des arts, son œuvre incisive est de celles qui ouvrent des horizons et vivifient notre pensée. **Andreï Platonov** (1899-1951) est l'un des plus grands écrivains russes de la période soviétique. Ingénieur agronome chargé de la bonification des terres, c'est avec ténacité qu'il se consacra pendant des années à un travail intense au sein d'une nature aride, indifférente et destructrice. Lui qui pendant sa vie fut long-temps soumis aux vexations des bureaucrates des sphères politiques et littéraires, ressentait le processus révolutionnaire comme un formidable événement moral et spirituel, plus encore que politique et économique, et il fit de la révolution la structure interne de sa mythologie poétique.

<https://www.europe-revue.net/>



►► *Les Lettres françaises*, n° 21, septembre 2020

Fernand Poillon par Philippe Reliquet
L'ultime poème de Thomas Wolfe
Mutsuo Takahashi par René de Ceccatty
Charlie Parker, par Tom Buron
Et de nombreuses critiques littéraires et artistiques...



►► *Cahiers d'histoire*, n° 146, 2020

Le mot de la rédaction, Anne Jollet :
Dans quelle galère sommes-nous allées pointer notre nez en nous lançant dans ces réflexions sur la race ? Complaisance à l'air du temps saturé de références au racisme, à la racialisation des lectures du social, diront certaines. Nécessaire effort épistémologique pour contribuer à donner du champ pour penser et déconstruire les représentations qui sous-tendent les violences racistes, pensons-nous [...]



►► *Carnets rouges*, n° 20, octobre 2020

Le propos de cet « abécédaire » est d'interroger certains de ces mots utilisés dans les discours néo-libéraux de manière critique, c'est-à-dire en leur rendant une histoire, un contexte, en éclairant les enjeux sociaux qu'ils portent.

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

L'Illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français

PAR **CONSTANTIN LOPEZ***

Cet ouvrage de Bruno Amable et Stefano Palombarini (Raisons d'agir, 2018) analyse la crise politique actuelle à la lumière des recompositions sociales et politiques survenues à partir des années 1980 en France.

PROBLÉMATIQUE DU LIVRE

La crise politique est ici entendue comme le produit d'une absence de « bloc social dominant ». Ce dernier consiste en une alliance sociale articulée autour d'une stratégie réalisée à travers des médiations politiques et institutionnelles. Le bloc social dominant s'incarne dans un modèle de développement qu'il soutient, autorisant sa reproduction et la stabilité politique. La crise politique renvoie alors à l'érosion des consensus permettant la reproduction sociale, ce qui se traduit par l'éclatement des anciennes alliances sociales et par la remise en cause des institutions existantes par les acteurs intéressés à la construction d'une nouvelle hégémonie, adaptée aux évolutions du contexte social et économique.

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODE

Pour répondre à cette problématique, les auteurs adoptent une perspective d'économie politique institutionnaliste et historicisée, située dans la ligne droite de travaux hétérodoxes sur la diversité des capitalismes (pour un exposé complet des fondements théoriques des auteurs, voir Bruno Amable, *Les Cinq Capitalismes*, Seuil, 2005). Les auteurs s'intéressent particulièrement à l'évolution des rapports de force sociaux et politiques. L'analyse porte ainsi avant tout sur la façon dont les stratégies

prises en œuvre par les forces politiques, la constitution des alliances sociales et la structure institutionnelle s'influencent réciproquement (dans un contexte historique donné). Les sources mobilisées sont de divers types : travaux réalisés dans diverses disciplines des sciences sociales ; productions de type « idéologique » (philosophie politique, discours, entretiens, notes de laboratoires d'idées, rapports officiels...) ; statistiques produites dans le cadre d'enquêtes d'opinion ou électorales ; données relatives à la structure sociale.

CRISE POLITIQUE ET NÉOLIBÉRALISATION DU MODÈLE FRANÇAIS

La thèse défendue dans l'ouvrage est que la crise politique actuelle trouve son origine dans l'éclatement des blocs sociaux qui avaient permis la stabilité du « modèle français », constitué dans l'après-guerre et structuré par l'alternance entre la gauche et la droite de gouvernement. Les blocs de gauche et de droite correspondaient à des alliances transclassistes. La gauche incarnait spécifiquement les fractions les plus modestes du salariat et les travailleurs du secteur public. La droite représentait les professions intermédiaires, les cadres du privé, les travailleurs indépendants et le monde agricole. Au-delà des différences dans leur façon d'appréhender la gestion de l'économie, la droite et la gauche s'entendaient sur l'importance de l'intervention de l'État dans l'économie et étaient globalement rétives au libéralisme économique.

À partir des années 1980, les choix réalisés par les décideurs publics conduisent à l'éclatement des anciennes alliances, parallèlement à la néolibéralisation de la société française. Au sein du bloc de droite, le ralentissement de la croissance et les exemples fournis par Margaret Thatcher et Ronald Reagan poussent les fractions non salariées les plus modestes de l'alliance à remettre de plus en plus fronta- ►►



lement en cause l'intervention de l'État dans l'économie et les protections sociales dont bénéficient les salariés. Mais ces demandes rentrent en contradiction avec les demandes de protection réclamées par la fraction salariée du bloc de droite. Les gouvernements de droite oscillent ainsi dans leur politique, entre néolibéralisme et préservation de l'ancien modèle social. La fraction la plus néolibérale de la droite (composée notamment des artisans, commerçants, chefs de TPE...), qui est aussi la plus modeste, se radicalise et « fuit » vers le FN.

Le bloc de gauche est travaillé par une contradiction similaire. Dans les années 1970, une deuxième gauche « moderniste » monte en puissance au sein du PS. La deuxième gauche place l'intégration européenne au cœur de l'identité politique du PS et instrumentalise la « contrainte européenne »

pour impulser la néolibéralisation de la société française, au nom du « réalisme économique ». C'est essentiellement autour de la question européenne que le bloc de gauche va se fracturer, entre les secteurs accordant la priorité au projet européen, et les secteurs hostiles à la néolibéralisation qu'elle entraîne. La néolibéralisation mise en place par le PS à partir du « tournant de la rigueur » opère d'abord sur des aspects jugés périphériques pour la stabilité du bloc de gauche.

Néanmoins, le choix du PS de procéder à « l'alliance contre-nature de la flexibilité néolibérale et de l'État social » (p. 62) crée des contradictions intenable. La « gauche de gouvernement » adopte une stratégie consistant à faire campagne sur la base de promesses ciblant le bloc de gauche, puis à trahir ces engagements une fois au pouvoir au nom de l'intégration européenne et des impératifs de la « modernisation ». Les renoncements successifs du PS érodent sa base sociale et provoquent une montée de l'abstention des secteurs du salariat frappés de plein fouet par le chômage et la précarisation, provoquant une exclusion croissante des classes populaires de la représentation politique.

La mise en place progressive de réformes néolibérales d'ampleur limitée (privatisations, développement des marchés financiers et financiarisation de l'économie) pousse à étendre la néolibéralisation à d'autres domaines, de manière à rendre l'ensemble des insti-

tutions cohérentes entre elles – les auteurs parlent de « complémentarité institutionnelle ». Ce processus fait tache d'huile jusque dans un domaine fondamental jusqu'alors relativement épargné par les « réformes » : le rapport salarial.

LA RECOMPOSITION DU CHAMP POLITIQUE ET SES INCERTITUDES

La déstructuration des anciens blocs sociaux pousse à une recomposition du champ politique. Le PS tente de redéfinir son identité politique autour de l'intégration européenne et de revendications culturelles progressistes, de façon à favoriser l'émergence d'un nouveau bloc social en soutien aux politiques de néolibéralisation. Les groupes sociaux aux revenus les plus faibles sont

délaissés. Cette stratégie est assumée dans des discours tels que celui produit par Terra Nova, qui théorise l'opposition entre des *insiders* privilégiés et « conservateurs » (typiquement, l'ouvrier en CDI) et des *outsiders* (divers, féminisés, jeunes, urbains, diplômés, etc.) plus en phase avec les « valeurs » de la gauche.

Cette stratégie conduit à terme à l'éclatement du bloc de gauche et à l'émergence de ce que les auteurs qualifient de « bloc bourgeois », consolidé à l'occasion des

« L'ouvrage est riche de réflexions enrichissantes permettant de saisir le moment historique que nous traversons, et les façons dont l'action politique devrait s'orienter à gauche (et au PCF) pour sortir des impasses dans lesquelles nous sommes plongés. »

élections présidentielle et législatives de 2017. Le bloc bourgeois est une alliance sociale constituée des classes moyennes et supérieures unies dans un appui inconditionnel au processus d'intégration européenne et dans un soutien plus ou moins affirmé à la néolibéralisation. Il est intégré par les sociaux-libéraux et la droite modérée. Quoiqu'ayant des attentes sociétales globalement progressistes, son pôle de « droite modérée » est plutôt hostile à l'immigration et conserve des marqueurs idéologiques de droite. Le quinquennat Macron a porté au pinacle ces orientations politiques, en impulsant une néolibéralisation tous azimuts, associée à la promotion de l'intégration européenne (résumé des principales mesures p. 171-187). Mais ce programme alimente d'autant plus la crise politique qu'il est porté par un bloc sociologiquement minoritaire, arrivé au pouvoir sur la base d'une défection des classes populaires trahies par la gauche de gouvernement.

L'éclatement des blocs de droite et de gauche conduit à la remise en cause croissante du clivage gauche-droite et à l'émergence de nouveaux enjeux portés à l'agenda par les acteurs politiques pour tenter de reconstituer un bloc social cohérent. L'offre politique tend ainsi à se restructurer, mais au prix d'un certain refoulement des thématiques économiques et sociales. La crise politique n'est toutefois pas près d'être résolue, dans la mesure où aucun bloc social dominant ne semble sur le point d'émerger. Les auteurs notent ainsi l'éclatement total de la gauche sur la question européenne, qui fait obstacle à la construction d'un projet commun susceptible de réactiver le bloc social de gauche. De même, l'ambition du RN de prendre la tête d'un bloc social « souverainiste » opposé au bloc bourgeois se heurte aux contradictions de sa sociologie : le RN est historiquement plébiscité par les néolibéraux et s'est longtemps revendiqué pro-européen, mais son électorat s'est élargi à certains segments des classes populaires hostiles au néolibéralisme et à son cheval de Troie qu'est l'UE. Ainsi, dans le nouvel espace politique qui s'est formé, le clivage souverainistes/européistes n'a pas pu remplacer durablement le clivage gauche/droite : il coexiste avec lui. Les auteurs appellent à construire une nouvelle stratégie politique de gauche. La reconstruction du nouveau bloc de gauche passe selon eux par le réinvestissement des thématiques sociales, économiques et environnementales, et par la mise à distance des thèmes identitaires. L'impératif de protection des populations les plus défavorisées doit constituer le cœur de la nouvelle stratégie progressiste, qui doit se construire dans une opposition au néolibéralisme de droite. Une telle posture implique pour la gauche de prendre le risque de rompre avec une partie du bloc de gauche désormais rattachée au bloc bourgeois, mais aussi de faire le deuil de « l'unité complète des classes populaires » (p. 209).

QUESTIONS EN SUSPENS

Cet ouvrage stimulant éclaire de nombreux aspects de la réalité française contemporaine et donne des clés pour élaborer une stratégie politique de gauche prenant en compte l'évolution de la lutte des classes. Les auteurs accordent une importance primordiale aux choix politiques et stratégiques, et aux rapports de force sociaux, ce qui tranche avec un certain discours fataliste ambiant.

« La façon dont les néolibéraux ont réussi à faire basculer les rapports de force sociaux et politiques en leur faveur n'est traitée que partiellement et, selon nous, superficiellement. »

Le prisme adopté pêche néanmoins dans la mesure où l'analyse institutionnelle et sociopolitique n'est pas articulée à une théorie portant sur la dynamique du capital. Pourtant, le phénomène de néolibéralisation tendancielle observé en France n'est pas un cas isolé. Comment expliquer sa diffusion à l'échelle mondiale ? À quels besoins répondaient les politiques néolibérales ? Celles-ci ont proposé des solutions au blocage de l'accumulation survenu à la fin des Trente Glorieuses. La mondialisation économique est aussi le moyen par lequel le capitalisme en crise a mis en œuvre une restructuration de l'industrie au niveau mondial, accompagnée de gains de productivité, ayant contribué à rétablir des taux de profit en berne. Étonnamment, l'affaiblissement des organisations ouvrières et la mutation des structures productives dans l'industrie, ainsi que la crise du socialisme réel ne sont

pas considérés par les auteurs comme des facteurs explicatifs centraux du déclin de la gauche en France, ce qui est loin d'aller de soi.

La façon dont les néolibéraux ont réussi à faire basculer les rapports de force sociaux et politiques en leur faveur n'est traitée que partiellement et, selon nous, superficiellement. La thèse tient finalement en peu de mots : trahison du PS.

D'autres facteurs d'importance semblent minorés. La mondialisation économique est vue essentiellement comme une construction politique et le phénomène n'est pas relié au mouvement réel du capital.

Le prisme « nationaliste méthodologique » des auteurs semble ainsi insuffisant pour comprendre comment est survenue la néolibéralisation tendancielle de l'économie mondiale depuis les années 1970, ou pour comprendre l'interdépendance des différentes économies nationales. En conséquence, la question de l'impérialisme contemporain reste en suspens, ainsi que la façon dont il a pu altérer les équilibres sociaux, politiques et économiques internes à la France.

Malgré toutes ces limites, l'ouvrage est riche de réflexions instructives permettant de saisir le moment historique que nous traversons, et les façons dont l'action politique devrait s'orienter à gauche (et au PCF) pour sortir des impasses dans lesquelles nous sommes plongés. ■

*Constantin Lopez est agrégé de sciences économiques et sociales.

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Adresse électronique Mobile(*)

Date: Signature:

CP: Ville: Pays:

BIC-Code international
d'identification de votre banque

Vous pouvez à tout moment vous désabonner en appelant au 01 84 18 10 50.

À retourner à : **SERVICE ABONNEMENT • CAUSE COMMUNE c/o ABOSIRIS - BP 53 91540 MENECY**

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50

Claude Saligny



ou au 01 40 40 12 30

Monique Renault



Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause ★ commune
est sur **Facebook**

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétiér
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédéric Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Camille Ducrot
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Aurélien Bonnardel
Droit



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Léo Purguette
(Grand entre-
tien)



Baptiste Giron
(Histoire)



Jérémie Giono
(Militer)



Delphine Miquel
(Militer)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Nicolas Lambert
(Production
de territoires)



Corinne Luxembourg
(Production
de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Aurélien Aramini



Florian Gulli
Université permanente



Prix : 8€